

IZTOK

IZTOK REVUE LIBERTAIRE SUR LES PAYS DE L'EST



1977, Editions de la Librairie de la Sorbonne.

le reveil de l'islam

DOSSIER *la confrontation islam - bolchevisme en URSS*
DEBAT *Castoriadis, les libertaires et le renouveau libéral*
NICARAGUA *la langue de bois / YOUGOSLAVIE le procès de Ljubljana / NOUVELLES DU FRONT Pologne, RDA*
BIBLIOGRAPHIE DU SOCIALISME REEL *décembre 87-août 88*

DOSSIER :

ISLAM ET BOLCHEVISME EN URSS

préparé par V. Sanine

La confrontation entre l'islam et le bolchevisme, aperçu historique	3
...et les Azéris?	18
Repères bibliographiques, autour de A. Bennigsen <i>Jean-Pierre Ménage</i>	23

DEBAT

La Russie, premier candidat à la révolution sociale <i>Cornelius Castoriadis</i>	29
Les libertaires face au renouveau libéral à l'Est <i>Collectif Iztok</i>	35

NICARAGUA

Langue de bois : le bricolage sandiniste <i>Nicolas Trifon</i>	40
---	----

YOUGOSLAVIE

Militaires contre alternatifs : le procès de Ljubljana <i>C. Fabian</i>	48
--	----

NOUVELLES DU FRONT

Pologne : Un mouvement anarchiste, oui !	51
RDA : Attentat a la parole	52
Hongrie : Il fait froid chez nous	53

BIBLIOGRAPHIE DU SOCIALISME REEL

Les nouveautés décembre 1987-août 1988	54
--	----

La seconde partie des entretiens avec Ante Ciliga et l'article de M. Zemliak sur le livre publié en 1928 par des anarchistes russes en exil sont reportés au n° 17 de la revue.

Editorial

Une fois de plus, le sommaire de notre revue se situera à contre-courant : non pas par goût, mais pour éviter d'amplifier le torrent médiatique qui établit et canalise l'information selon des critères qui souvent n'ont pas grand chose à voir avec les faits et les problèmes des pays concernés. A l'heure où Gorbatchev l'Européen fait la quasi-unanimité, où le débat sur l'avenir de l'Afghanistan est pudiquement évacué et où l'on s'émeut, à juste titre d'ailleurs, sur les perspectives incertaines du nationalisme arménien, sans se demander si les Azéris n'avaient pas d'autres motivations que la passion des pogroms, *Iztok* se penche sur l'histoire de la résistance des populations musulmanes à la colonisation tsariste, puis soviétique. Les moments forts de la confrontation entre l'islam et le bolchevisme rappellent étrangement les informations que nous pouvions recevoir ces dix dernières années d'Afghanistan sur l'héroïsme et la désunion de la résistance, l'attitude des communistes afghans, les exploits meurtriers et les revers de l'armée rouge. Le choix des aspects historiques, n'est pas dû au hasard. D'un côté, la vision que l'on s'est forgée, y compris nous, libertaires, sur la révolution d'Octobre et la période qui s'en est suivie n'a pas pris en compte cette dimension considérable : la résistance des populations musulmanes qui a été la seule à durer, sans interruption, jusqu'aux années trente. De l'autre côté, le passé joue un rôle croissant, et redoutable, dans le présent soviétique.

Le dictionnaire nicaraguayen dont il sera question dans « Langue de bois : le bricolage sandiniste » est paru longtemps avant ce que les Cubains appellent la castroïka mais les effets de cette dernière se font toujours attendre tant à Managua qu'à la Havane. Le lecteur pourra juger sur pièce, grâce aux matériaux que nous proposons, les arguments et les procédés néo-staliniens de l'idéologie prônée par les dirigeants sandinistes le lendemain même de leur arrivée au pouvoir.

Pour quelle démocratie lutte-t-on à l'Est ? C. Castoriadis donne des précisions en ce sens, après avoir expliqué ce qu'il entendait par « la Russie est le premier candidat à la révolution sociale ».

L'article intitulé « Les Libertaires face au renouveau libéral à l'Est » tentera de voir plus clair dans l'évolution de l'opposition depuis la libéralisation gorbatchévienne.

Dans le n° 14, nous rendions compte, dans le détail, de la dynamique alternative en Slovénie, inédite à bien des égards dans le contexte du socialisme (ir)réel. Plusieurs animateurs du mouvement ont été arrêtés et sont passés, cet été, devant le tribunal militaire. Notre article sur la Yougoslavie présente le procès et son enjeu. Fidèle à sa vocation, le collectif Iztok s'est engagé, dès le début, dans les actions de soutien aux inculpés slovènes.



CONDITIONS D'ABONNEMENT (parution semestrielle)

Quatre numéros : 100 F

Abonnement de soutien : 150 F ou plus

Chèque bancaire à l'ordre d'IZTOK ou
CCP Devinck 23 161 17-Z Paris

Pour toute correspondance :

IZTOK BP 70

75563 Paris Cedex 12

LA CONFRONTATION ENTRE L'ISLAM ET LE BOLCHEVISME aperçu historique

S'il est une question d'actualité qui reste généralement pudiquement ignorée dans notre *parti*, c'est certainement celle de la guerre que se livrent en Asie centrale depuis bientôt sept décennies le bolchevisme et l'islam, deux idéologies résolument antilibertaires et même liberticides. *Iztek* pour sa part n'a consacré jusqu'ici qu'un minimum de place au problème de la guerre en Afghanistan. Avant d'essayer de faire le point de la situation dans ce pays et d'analyser succès et revers soviétiques dans la perspective d'une authentique libération des peuples soumis au bolchevisme de rite stalinien, il convient de rappeler où en est l'islam en URSS et quelle fut l'histoire de cette lutte sans merci, dont l'actuelle guerre afghane n'est certainement pas le dernier épisode.

C'est de propos délibéré que nous choisissons un intitulé aussi vague, ne souhaitant en aucun cas nous limiter à commenter une fois de plus l'histoire de l'impérialisme russe en Asie centrale, ou la vitalité démographique des populations musulmanes. Nous tenterons au contraire d'insister sur des aspects encore trop méconnus comme l'ampleur que prit la révolte des basmatchis, ces « bandits » nationalistes qui défièrent l'armée rouge plus de 15 ans.¹ Nous reviendrons brièvement sur l'histoire de la guerre « révolutionnaire » au Turkestan et sur les révoltes les plus marquantes de 1917 à 1936 pour examiner de plus près les méthodes qui permirent aux bolcheviks russes de s'emparer de territoires occupés par des sociétés musulmanes alors imperméables à la modernité capitaliste, où l'on était bien en peine de trouver un prolétariat conscient ou un réel antagonisme de classe.

Tout ceci représente un travail de longue haleine, et nos lecteurs ne sont pas près de voir s'épuiser un sujet aussi complexe. Nous n'avons pas estimé nécessaire d'évoquer la dramatique histoire des partis communistes et des mouvements laïques dans les pays islamiques, pensant qu'une telle histoire, ainsi que celle des liens militaires et économiques de l'impérialisme russe avec des bureaucraties de type « comprador » (Sud-Yémen, Libye, Syrie...) nous entraînerait trop loin du cadre imposé par l'intitulé de notre revue.

Comme chacun sait, l'URSS est constituée d'une fédération de républiques nationales théoriquement égales en droit, même si, en pratique, la nation russe est « plus égale » que les autres. On peut distinguer approximativement trois périodes dans l'histoire des relations entre nationalités en URSS.

1) Une première période, allant grosso modo de 1922 à 1931, qui voit la promotion de toutes les cultures nationales à égalité les unes avec les autres. On procède à la promotion massive des indigènes dans le personnel d'encadrement, tant dans les républiques fédérées que dans les simples territoires autonomes. On pourchasse le « chauvinisme grand-russe » pour fidéliser des populations au sein desquelles on ne peut guère trouver d'« alliés de classe », du fait de la persistance des structures de solidarité traditionnelles. On va jusqu'à doter d'un alphabet des nations dont la culture était jusqu'alors exclusivement orale. On élabore des dizaines de variantes alphabétiques et orthographiques pour différencier durablement des cultures et des parlers régionaux et diviser plus profondément de grandes nations en voie d'unification. Ainsi des Turcs qui, de l'Azerbaïdjan au Kazakhstan, utilisaient une langue écrite unique. Rappelons qu'en 1913, 75 % des musulmans de l'Empire étaient turcophones. On forge une langue biélorusse dont on impose l'usage à une population parlant alors trois dialectes très différents selon le degré d'influence des trois nations limitrophe : russe, ukrainienne et polonaise.

2) de 1931 à 1938, Staline liquide avec la méthode et l'obstination qu'on lui connaît tous les dirigeants indigènes des républiques fédérées et autonomes coupables à ses yeux de « déviation nationaliste ». Il renoue avec le passé glorieux de la nation russe (réhabilite A. Nevski, Ivan IV, Souvarov et même Pierre I^{er}) et introduit le concept de « nation aînée » ayant à diriger ses « petites sœurs » en



retard. Considérée dans le discours officiel depuis 1917 comme un mal absolu, la colonisation russe est présentée désormais comme un moindre mal, qui a permis aux bienheureux peuples subjugués d'échapper à l'anéantissement culturel que leur promettaient les concurrents de la Russie tsariste (liquidation des Arméniens et des Géorgiens par la Turquie, sinisation des Kazakhs et des Mongols...).

Lorsqu'en 1945, après avoir puni 7 petites nations (plus d'un million d'individus au total) accusées d'avoir trahi, en bloc, le régime, Staline salue dans le peuple russe la « nation dirigeante de l'Union » (parce qu'elle s'est sacrifiée plus que d'autres pendant la guerre), il donne le signal d'une campagne de russification forcenée, accompagnée de la dénonciation du caractère rétrograde des cultures allogènes par rapport à la culture russe.

3) Bien qu'ils aient rétabli dans leurs droits la plupart des nations punies (exceptés les 200 000 Tatars de Crimée déportés en Ouzbékistan) et permis l'éclosion de véritables littératures nationales dans les républiques orientales, les successeurs de Staline continuent à sanctionner les manifestations de « chauvinisme local » et à affirmer le rôle dirigeant de la « nation aînée ». S'ils reconnaissent l'existence d'un traumatisme colonial, ils donnent à croire que cette expérience négative a été oubliée et que s'élabore aujourd'hui une conscience commune à travers le destin commun des peuples de l'Union. Khrouchtchev et ses successeurs souhaitent ouvertement fondre les ethnies diverses en une communauté globale indifférenciée : le « peuple soviétique », réuni par le véhicule de la langue russe.

Si tous les peuples de l'URSS se sont opposés et s'opposent encore à cette intégration, les musulmans se distinguent incontestablement par leur ténacité. Vaincus politiquement et militairement dans les années 1920, ils n'en continuent pas moins à préserver au maximum leur spécificité, faisant preuve d'une inertie conservatrice exceptionnelle dans un pays par ailleurs transformé de fond en comble par les cataclysmes de la guerre civile, de la collectivisation et de la guerre mondiale. On constate dans les régions musulmanes la permanence des structures familiales traditionnelles, un fort attachement aux coutumes ancestrales ainsi qu'un dynamisme démographique qui contredit toutes les prévisions et qui a donné lieu à une glose quelque peu catastrophiste autour de la thèse de H. Carrère d'Encausse sur l'« Empire éclaté » largement relayée par les médias. Aujourd'hui, l'islam réunit en une seule communauté de plus de 50 millions d'individus la majorité des peuples non slaves du pays.

Avant la Première Guerre mondiale

Par la prise de Kazan en 1552, suivie de celle d'Astrakhan deux ans plus tard, le tsar Ivan IV inaugure une nouvelle époque dans l'histoire de la Russie. Contrairement à la situation qui prévalut dans les trois siècles précédents, ce seront désormais les souverains russes qui domineront les sujets musulmans. Jusqu'à la conquête du piémont caucasien au cours de la première moitié du 19^e siècle, les Russes ne s'empareront que de territoires steppiques peu peuplés : ils soumettent le royaume de Sibir et les quatre hordes kazakhs affaiblies par les ravages des Djungars et les Kalmyks bouddhistes. Le riche khanat de Crimée est

la seule exception à cette règle. La Transcaucasie sera soumise pour l'essentiel sous le règne de Nicolas 1^{er}, tandis que la colonisation du Turkestan proprement dit, soit, en gros, le territoire des quatre républiques actuelles : Kirghizie, Turkménistan, Ouzbékistan et Tadjikistan, sera effectuée entre 1865 et 1881.

Cette fois-ci, les conquérants se trouvent confrontés à trois petits Etats sur le déclin : Khiva, Kokand et Boukhara. Il s'agit de trois khanats héritiers directs des divisions administratives de l'Empire de Tamerlan. Leur structure centralisée et le caractère autocratique de leur gouvernement les rend singulièrement parents du régime des Romanov. Incapables de surmonter leurs querelles intestines, les khans entrent en guerre séparément, n'invoquant que tardivement le devoir du djihad (la guerre sainte). Les Russes décident de traiter Kokand de la façon dont ils traitèrent jusque-là toutes les nations vaincues : dispersion ou liquidation physique des élites, implantation massive de colons européens (russes, ukrainiens, juifs et même polonais). Khiva et Boukhara seront diversement protégées. Maintenu pour la forme, le khan de Khiva est en fait placé sous la férule du gouverneur du Turkestan et n'a d'autonomie qu'en ce qui concerne les affaires religieuses et la justice civile. Le statut de Boukhara est un peu plus libéral, la marge de manœuvre de l'émir y est moins étroite ; il gouverne effectivement son Etat, même s'il doit subir la tutelle d'un chargé d'affaires russe. La société de Boukhara sera moins russifiée que le reste du Turkestan.

A bien des égards, la colonisation de Boukhara offre des similitudes avec celle du Maroc par la France quelques décennies plus tard : la société est cogérée par la bourgeoisie d'affaires coloniale et le despotisme traditionnel². On crée des villes européennes à l'écart des villes indigènes que l'on laisse pourrir. L'ingérence étrangère représente une incontestable libéralisation pour la bourgeoisie moderniste et les mollahs réformateurs : elle est une ouverture inespérée sur l'Europe et fait croire à une limitation prochaine de l'arbitraire des émirs de droit divin. L'arrivée des Russes va en outre modérer dans un premier temps la répression dont sont victimes les juifs et les autres minorités non ouzbekes de l'émirat. En même temps elle précipite dans la misère la plus grande partie des paysans, les contraignant à s'adapter brutalement à la monoculture du coton. Car l'intégration économique est menée tambour battant : le chemin de fer transcaspien joint la mer Caspienne à Ashkhabad entre 1880 et 1885, il arrive à Samarkand en 1888 et à Andijan en 1899, tandis que le tronçon qui relie Tashkent à Orenburg à travers les steppes kazakhes est achevé en 1905. Les Russes arrivent en masse : postiers, cheminots, militaires ou intellectuels exilés, ils sont bientôt près de 200 000 dans la région de Tashkent et la vallée de la Ferghana. En 1913 il y aura déjà plus d'un million de paysans russes et ukrainiens au Kazakhstan. A Boukhara même, les Russes sont environ 50 000, dont 8000 soldats, à la veille de la Première Guerre mondiale.

La nouvelle de la défaite russe en Mandchourie en 1904 ouvre une période d'agitation intense au Turkestan. D'une part la classe moyenne musulmane et les colons européens se mettent à militer ouvertement en faveur de la démocratie politique et de profondes réformes administratives, de l'autre, le « brigandage » des paysans dépossédés, dont on n'avait guère pu venir à bout depuis la grande révolte d'Andijan-Och en 1898, prend des proportions inquiétantes : pillages de biens russes et assassinats de fonctionnaires se multiplient et ne cesseront plus

jusqu'à la révolution. Après 1907, le régime tsariste ayant supprimé la représentation du Turkestan à la Douma et interdit les journaux publiés par les parlementaires autochtones, les jeunes intellectuels musulmans constituent des sociétés secrètes à Khiva et Boukhara. Dans les territoires musulmans où les émirs n'arrivaient pas à imposer la charia, ils se consacrent à la modernisation de l'enseignement dispensé dans les écoles coraniques primaires et secondaires, pour favoriser l'éclosion d'une élite nationale panturque.

La guerre et la révolution en Asie centrale

La Première Guerre mondiale va renforcer encore l'exaspération antirusse des peuples musulmans. Tout d'abord, la baisse catastrophique des échanges commerciaux, et en particulier des achats de coton, va ruiner en trois ans trois fois plus de paysans que trente années de colonisation. L'entrée des Allemands en Pologne puis en Ukraine fait brutalement tomber l'approvisionnement en grains et le gouvernement russe choisit de sous-alimenter d'abord les populations allogènes. La disette s'installe pour de longues années au Turkestan. Par ailleurs, la perspective d'une conquête de Constantinople par les Russes, qui serait suivie d'un exil du sultan et d'une abolition du califat scandalise tous les bons musulmans ; à Boukhara, les mollahs s'agitent et l'émir lui-même comploté avec l'Afghanistan.

Dans ce contexte, l'état-major prend en juin 1916 la stupide décision d'imposer aux musulmans une participation directe à la guerre. Une loi de 1886 garantissait pourtant la non-participation des sujets musulmans à la défense de l'Empire. Mais, la guerre ayant nécessité la mobilisation de 16 millions de paysans russes, chiffre élevé qui contribuait déjà à la ruine de l'économie rurale, l'idée vint aux généraux d'affecter des contingents musulmans à divers travaux stratégiques derrière le front (construction de tranchées de repli et fortification de villes).

Certains Kazakhs tentent d'abord de négocier des compensations : l'égalité des droits politiques et économiques avec les Russes, l'arrêt de l'installation de colons d'origine slave. D'autres, protestant de leur loyauté au tsar, demandent à servir dans la cavalerie, arme noble, plutôt que de subir l'humiliation du travail forcé. Ils rappellent que des volontaires musulmans du Caucase se battent déjà en Bukovine, et plus courageusement que les Russes. Rien n'y fait, la perspective de devoir accorder des droits et des terres aux nomades kazakhs effraie l'entourage du tsar.

Début juillet, des révoltes éclatent dans toutes les villes du Turkestan. A Samarkand, 83 Russes sont tués et 70 pris en otages; un peu partout les fonctionnaires sont lynchés et leurs femmes violées. De Tashkent, restée calme, les généraux Ivanov et Kouropatkine conduisent des expéditions de représailles très meurtrières sans prendre trop garde à la sécurité des colons ukrainiens de Kirghizie. Dans cette région la révolte tourne vite à la guerre civile et les opérations militaires dureront jusqu'à la mi-septembre. Le bilan est lourd : plus de 2 000 colons sont morts, environ 300 000 Kirghizes (près d'un tiers de la population nomade) s'enfuient en Chine. Au Kazakhstan, les nomades repoussent les troupes russes devant les villes de Turgai et Irguiz et leur interdiront toute la

région et la mer d'Aral jusqu'en février 1917. Conduite par des intellectuels démocrates, la révolte kazakhe fait peu de victimes civiles³.

L'annonce de la révolution de février ne réveillera pas le mouvement insurrectionnel au Turkestan ; cette fois-ci, ce sont les Russes seuls qui agissent. A Boukhara, les ouvriers typographes et les cheminots forment des soviets dès le mois de mars, tandis que le parti des Jeunes-Boukhares (nationalistes laïcs) sort de la clandestinité. Inquiet, l'émir s'empresse de reconduire avec le Gouvernement provisoire le traité garantissant l'indépendance de son pays. L'agitation des soviets d'ouvriers russes à Tashkent et Ashkabad laisse les masses musulmanes de glace, les généraux responsables de la répression de l'année précédente restant en place. En été, Kérénsky confirmera même la nomination de Kouropatkine à la tête de la province. Un timide Mouvement socialiste musulman naît dans la Ferghana ; il est dominé par des militants S.R. (Socialistes révolutionnaires) et mencheviks. Dès le 12 septembre 1917, les soviets de Tashkent expulsent les représentants du Gouvernement provisoire et élisent un conseil des députés travailleurs et soldats comprenant 18 S.R. de gauche, 10 mencheviks internationalistes et 7 bolcheviks. L'insurrection est matée le 16 septembre, mais le 25 octobre les soldats votent une motion de refus d'obéissance au Gouvernement provisoire. Les Blancs s'enfuient après quatre jours de combats, le nouveau comité révolutionnaire comprend 4 Russes, 4 juifs, 1 Allemand, 1 Moldave, 1 Polonais. Pas un seul musulman. Les progressistes musulmans réunissent un Congrès musulman de l'Asie centrale, qui proclame l'autonomie du Turkestan le 27 novembre 1917, et constituent un gouvernement autonome à Kokand le 10 décembre.



Début janvier, l'ataman cosaque Dutov, autour duquel s'étaient regroupés tous les contre-révolutionnaires russes, s'empare de Samarkand et Tchardjuy. L'émir laisse faire et en profite pour expulser les Jeunes-Boukhares. Il déclare le djihad contre les soviets et recrute des volontaires jusqu'en Afghanistan. Le 30 janvier 1918, les dirigeants de Tashkent passent à l'offensive. Kokand est ravagée et incendiée jusqu'au 6 février, le « pouvoir musulman » est dispersé. Dutov s'effondre deux semaines plus tard, et les bolcheviks de Tashkent conduisent une expédition contre Boukhara. Une petite colonne de 300 soldats et cheminots en armes se présente au pied des remparts de la ville. L'émir reçoit une délégation qui lui demande d'abdiquer en faveur d'un comité révolutionnaire. Les délégués sont égorgés séance tenante et l'émir ordonne à ses

partisans de saboter les liaisons ferrées et télégraphiques, de détruire les citernes et les canalisations d'eau. Civils et soldats boukhares se ruent sur les Russes, les contraignant à faire retraite sur Samarkand dans des conditions effroyables, entraînant avec eux tous les civils russes de l'émirat à travers le désert. Les unités bolcheviques stationnées dans les gares se vengent en fusillant des civils musulmans. Le 25 mars, le gouvernement de Tashkent doit signer la paix et reconnaître l'indépendance de l'émirat. Cette victoire favorise l'occupation d'Ashkhabad par des troupes anglaises venues d'Iran et la constitution d'un gouvernement S.R. dans cette ville le 17 juin. L'annonce de l'indépendance de l'Azerbaïdjan ainsi que celle du soulèvement des Cosaques de l'Oural ralliés à Koltchak, réveille à l'automne 1918 le grand mouvement insurrectionnel de l'été 1916. Tashkent se trouve totalement isolée de Moscou. Une épidémie de typhus se déclare. Terrorisés, les bolcheviks locaux remettent les pleins pouvoirs à la commission spéciale de la Tchéka du Turkestan, organisée depuis le 23 janvier 1918. Malgré leur écrasante supériorité militaire, les bolcheviks progressent difficilement en Kirghizie : ils arrivent à Pichpek (aujourd'hui Frounze) en février, à Naryn début avril, à Prjevalski à la fin mai 1918. Leur propagande ne touche guère la population locale ; presque tous les nouveaux communistes seront des citoyens d'origine européenne. Ils ne sont que 750 dans le district de Kokand, 200 à Andijan et 530 à Skobelev (Leninabad). Le groupe bolchevik de Namangan, fondé en décembre 1917 par 15 militants, ne compte que 65 membres en août 1918, alors que les S.R. de gauche sont déjà 300 dans cette ville. Les S.R. de gauche ont partout le vent en poupe ; à Pichpek, de 220 en août 1918 ils passent à 1 200 à la mi-novembre, Russes et musulmans confondus. A Kokand, ils sont 600 en décembre, alors qu'ils étaient 12 en 1917. Ce succès s'explique par l'intransigeance de leurs positions : dans leurs journaux, ils appellent le parti communiste le « parti des beks » (seigneurs) et se proposent « d'anéantir la clique d'oligarques bolcheviks... ». A la fin de l'année ces militants S.R. constituent une « armée ouvrière et paysanne » qui s'associe aux coups de mains des basmatchis dans le nord de la Kirghizie et l'est du Kazakhstan.

Au Kazakhstan, le pouvoir de l'Alach-Orda, gouvernement national de coalition formé par les musulmans de gauche et les bolcheviks, bénéficie du contrecoup de la politique chauvine grand-russe de Koltchak et parvient à se faire reconnaître de toutes les tribus nomades. Cependant, les S.R. et les nationalistes musulmans se maintiennent quelques mois à Verny (Alma-Ata) et tout le long de la frontière chinoise.

Ouzbeks et Tadjiks organisent dans l'automne 1918 les premières bandes de rebelles, que les Russes appelleront basmatchis (brigands). Au printemps, on compte environ 13 000 basmatchis en armes⁴. Ils attaquent les gares, incendient les usines de traitement du coton, et tous les biens russes. L'émir de Boukhara traite avec les Anglais, leur promet de rassembler 40 000 soldats et reçoit 13 000 fusils. A Tashkent même, l'officier russe Ossipov déclenche une insurrection sans lendemain les 18 et 19 janvier 1919 et fait fusiller les 14 commissaires bolcheviks⁵.

Si les bolcheviks parviennent à rétablir rapidement leur autorité à Tashkent et dans la Ferghana, on ne sort pas du chaos avant l'effondrement de Koltchak

dans l'Oural au début du printemps. Sitôt la liaison rétablie entre Moscou et Tashkent via Orenburg, Lénine confie à Frounze la charge de rétablir au plus vite la situation militaire et expédie au Turkestan une commission spéciale chargée de « réfréner le chauvinisme grand-russe ». Il lui apparaît que « le pouvoir soviétique à Tashkent pratique une politique d'exploitation féodale des larges masses de la population indigène par les soldats de l'armée rouge, les colons et les fonctionnaires ». En mars 1919, au VIII congrès du Parti, il déclare : « On ne peut rien encore pour les peuples arriérés vivant sous l'influence de leurs mollahs ». La commission spéciale de Tashkent, la Turk-kom, n'admet aucun musulman en son sein mais opère un virage politique à 180 degrés et l'impose à l'administration : il convient désormais de favoriser systématiquement les musulmans dans tous leurs conflits avec les Européens. La politique de conciliation avec la bourgeoisie moderniste musulmane va permettre de gagner au régime la fraction de gauche des groupes nationalistes. Un grand nombre de Jeunes-Khiviens et de Jeunes-Boukhares, bannis ou persécutés par leurs émirs, rejoignent le PC.

Le soulèvement de l'Afghanistan contre les Anglais en mai 1919 oblige ceux-ci à évacuer Ashkhabad, ce qui permet à Frounze de s'emparer du territoire de l'actuel Turkménistan entre juin et août. Le chef basmatchi Madamin-bek en profite pour s'emparer d'Och et assiège sans succès Andijan du 1^{er} au 20 septembre⁶. Presque toutes les villes de Kirghizie sont menacées, les détachements de l'armée rouge s'y enferment, de peur de devoir affronter la redoutable cavalerie rebelle. Plus de 75 % des militants communistes sont contraints de participer à la lutte armée pour encadrer les maigres détachements formés d'autochtones ; ils sont là pour « cimenter l'unité des brigades ouvrières » et « renforcer la discipline »...

Frounze amène au Turkestan des troupes aguerries, prélevées sur le front d'Ukraine après la débâcle de Denikine ; à peine 10 % de ses soldats ont été recrutés sur place. En face, basmatchis et S.R. ne disposent que de 20 000 fusils en Kirghizie, et tout au plus 10 000 en Turkménie. Bien des cavaliers n'ont que leur sabre. De plus, les basmatchis sont incapables de se soumettre à un commandement unique. Les bandes les plus nombreuses, celles de Madamin-bek et Kourbachi Irgach, sont fortes de 4 à 5 000 hommes, d'autres, non moins efficaces, n'en comptent que 800 à la fin de l'année 1919⁷. Ils doivent leur popularité à l'opposition massive des paysans au monopole des grains, et plus généralement au système du communisme de guerre. Les autorités soviétiques ne contrôlent plus la zone frontalière et, depuis la vallée de l'Irtych jusqu'à la frontière iranienne les populations nomades sont libérées de la tutelle russe.

En janvier 1920, Lénine envoie à Tashkent un état-major composé des dirigeants bolcheviks les plus expéditifs et les moins scrupuleux : Peters, Kaganovitch, Kouïbychev et Roudzoutak⁸. Ils réorganisent l'armée, la Tchéka et les services de propagande. Partout ils remettent le pouvoir à des communistes « orientaux », principalement à des Tatars de Kazan, voir à des Arméniens. Tchokay, le nouveau dirigeant kirghize du soviet de Kokand constate : « Les relations entre la population européenne immigrée et les peuples indigènes du Turkestan, au cours des deux années et demie de régime soviétique, sous l'emprise d'une couche d'ouvriers russes pénétrés de psycholo-

gie nationaliste, ne se sont guère améliorées. Elles ont, tout au contraire, empiré. » Peters dira plus tard : « Nous étions obligés de persuader les camarades (musulmans n.d.r.) longuement, parce qu'ils étaient gênés par l'esprit colonialiste qui régnait parmi certains de nos camarades russes. » Un tel aveu, de la part d'un tel homme, en dit long sur les pratiques des bolcheviks en Asie centrale. Au demeurant, n'en doutons pas, Peters avait les moyens d'être persuasif...

Dans les semaines qui suivent leur arrivée au Turkestan, les nouveaux dirigeants fondent à Tashkent « l'école militaire » du Parti, dont sortiront à l'automne les premiers officiers autochtones auxquels les bolcheviks puissent faire confiance. Il n'y aura que 272 lauréats. L'école de la Tchéka a encore moins de succès : au printemps 1921 elle n'aura que 45 « étudiants » musulmans... Le premier régiment de « garde-frontières rouges », chargé de la lutte contre les basmatchis dans la région de Pichpek, comprend 258 Russes, 12 Polonais, 15 Allemands, 22 Arméniens et seulement 100 musulmans.

Le Kazakhstan, ravagé pendant toute l'année 1919 par les combats acharnés qui opposent les cosaques blancs de Koltchak aux Kazakhs et Bachkirs rouges (tandis que les divisions du gouvernement S.R. de droite installé à Sémipalatinsk luttent contre les uns et les autres), passe entièrement aux mains des bolcheviks à la fin du printemps 1920. Staline, commissaire du peuple aux nationalités, s'emploie dès lors à éliminer en douceur, par toutes sortes de manœuvres électorales, les dirigeants modérés de l'Alach-Orda. L'amélioration de la situation militaire du régime pousse Frounze à remettre brutalement en cause l'indépendance des émirats. Khiva est bientôt transformée en république populaire du Khorezm. La conquête de Boukhara est entamée le 1^{er} septembre 1920, contre la volonté des dirigeants Jeunes-Boukhars alliés des bolcheviks. La ville de Boukhara résiste farouchement aux assauts de l'armée rouge, et Frounze la fait bombarder par l'aviation. Les inestimables bibliothèques de 27 medressehs (écoles coraniques) furent détruites par le bombardement et les incendies. Sitôt la ville prise, Frounze fait fusiller *tous* les dignitaires religieux. Cependant, la nouvelle république populaire soviétique de Boukhara sera gouvernée par la bourgeoisie musulmane moderniste, banquiers et gros commerçants. En l'absence de cadres communistes locaux, la Banque d'Etat est laissée entre les mains de ses anciens dirigeants...⁹

La situation reste inchangée en Kirghizie. Une insurrection éclate à Naryn le 6 novembre 1920 ; la férocité de la répression n'entame aucunement la détermination des rebelles. En pays kirghize, les combattants ne connaissent pas la pitié ; des deux côtés on s'en prend aux familles et aux parents âgés de l'adversaire, on brûle maisons et granges, on abat le bétail. Au printemps 1921, la frontière chinoise est « nettoyée » par l'armée rouge, et les postes de douane rétablis. Cette mesure d'intimidation peut certes prévenir une improbable intervention anglo-chinoise, mais elle n'empêche aucunement les basmatchis de passer d'un pays à l'autre.

Impressionné par la rapidité de l'intervention soviétique à Boukhara, le roi d'Afghanistan signe le 23 février 1921 un traité de non-agression et de neutralité avec la R.S.F.S. de Russie, s'interdisant par là de porter aide et assistance à ses frères musulmans de Russie. Pourtant, dans le courant de l'hiver, l'émir de Bou-

khara, qui avait fui sa ville et s'était réfugié dans les montagnes de la région de Termez, réussit à réunir une armée de 25 000 partisans. Se voyant abandonné par ses alliés, il s'installe en Afghanistan et laisse le commandement de son armée à l'Ouzbek Ibrahim-bek. Ce fin stratège inflige quelques graves revers aux Russes, mais, malgré sa popularité, il ne parvient pas à imposer un minimum de cohésion à ses troupes. La résistance manque d'armes et de munitions, elle ne surmonte pas les divisions tribales et claniques. Une incursion de basmatchis kirghizes réfugiés en Chine échoue devant Alma-Ata en août.

En octobre, le parti des Jeunes-Boukhares explose et une partie de ses dirigeants, déçus par les manœuvres des bolcheviks, rejoint l'armée d'Ibrahim-bek. Tandis que le nouveau code agraire de la Nep entre tout doucement en vigueur et que cessent les réquisitions arbitraires de coton du Turkestan, Lénine expédie à Boukhara le leader musulman Enver Pacha avec pour mission de « rassembler toutes les bonnes volontés » au service du nouveau régime et isoler ainsi les maquisards. Rival malheureux d'Atatürk dans la course au pouvoir et la lutte contre l'intervention étrangère en Turquie, Enver Pacha est l'un des idéologues les plus connus du pantouranisme¹⁰. A ce titre, il jouit d'un prestige immense auprès de tous les musulmans de Russie. Délégué au congrès des peuples d'Orient de Bakou en septembre 1920, il passe au bolchevisme sous l'influence du communiste tatar Sultan Galiev. Enver souhaite certainement utiliser les Soviétiques pour reprendre le pouvoir à Ankara et réaliser son rêve d'une grande Turquie. Trois jours après son arrivée à Boukhara, il s'enfuit et rejoint la résistance. Certain de sa valeur et de sa popularité internationale, l'émir le nomme aussitôt chef suprême de l'armée rebelle. Vexé, Ibrahim-bek lui refuse son soutien et quitte l'armée avec toute sa tribu, les Ouzbeks Lakai.

Vainqueurs sur tous les autres fronts de la guerre civile, les bolcheviks achèvent au Turkestan des milliers de soldats. Acculé, Ibrahim-bek passe en Afghanistan et les Lakai se rendent le 19 juillet 1922. Le 4 août l'aventure panturque d'Enver Pacha s'achève par la bataille de Baljuan, où il trouve la mort. Au même moment, une première expédition militaire, composée de régiments de la Tchéka, s'aventure dans le Pamir. C'est la première fois que des Russes y apparaissent depuis 1917. Un détachement de 250 tchékistes s'enferme dans une forteresse désaffectée et devra y soutenir un mois de siège.

Harcelés par des troupes nombreuses et bien équipées, surveillés par l'aviation, les rebelles parviennent pourtant à s'emparer de Samarkand par surprise au début de l'année 1923. Le pays est alors exangue, on y récolte 30 fois moins de coton qu'en 1916. Les paysans affamés ont préféré semer du blé.

C'est dans ce contexte que Staline lance une campagne contre les communistes musulmans, accusés de « nationalisme démocratique bourgeois ». Des 16 000 membres du parti au Turkestan, il ne restera qu'un millier environ. En juin 1923, Sultan Galiev est arrêté pour quelques semaines, et ne jouera plus aucun rôle dans le parti. A la fin de l'année, la disgrâce frappe les Jeunes-Khiviens et les Jeunes-Boukhares ; les deux « républiques populaires » sont transformées en « républiques soviétiques », où les communistes gouvernent seuls. « Les compagnons de route temporaires s'effacent, laissant la place aux représentants véritables du peuple » commente Staline. En janvier 1924, Khiva est en rébellion ouverte, les dirigeants favorables aux bolcheviks doivent

s'enfuir. La population de l'oasis, Ouzbeks et Karakalpaks, résiste jusqu'en mai aux bombardements et au blocus, grâce à l'aide des nomades Turkmènes. A Boukhara, les mollahs conspirent en vain ; ils sont fusillés préventivement par centaines¹¹. Les incidents de frontières se poursuivent. De mars à novembre 1924 on comptera 36 opérations militaires d'envergure et 140 accrochages avec les basmatchis en pays kirghize. En avril 1924, l'ancien Gouvernement général des steppes reçoit le nom de Kazakhstan, tandis que le Turkestan conserve provisoirement son unité. Lazare Kaganovitch avait pourtant prévenu Moscou quelques mois plus tôt ; pour lui l'existence d'une région soviétique portant le nom de Turkestan est la manifestation éclatante d'une « aspiration panturque qui devrait être rayée au plus tôt de la terminologie soviétique ». C'est ce qui sera fait en octobre : la province est disloquée en quatre républiques nationales d'importance politique inégale. La Kirghizie devient un territoire autonome au sein d'un grand Kazakhstan et la Tadjikie une république autonome intégrée à l'Ouzbékistan¹². Les frontières des républiques ouzbèke, tadjike et turkmène ne correspondent guère à l'habitat de ces nations. A Khiva, en Boukharie orientale et en Ferghana, les groupes humains sont inextricablement mélangés et les frontières, arbitraires, évolueront. On choisit finalement d'attribuer à chacune des trois républiques limitrophes de la Ferghana une part de vallée fertile proportionnelle à leur population.

Dans l'hiver 1924-25, Staline introduit une timide réforme agraire en pays musulman, dans le but de limiter le pouvoir des chefs traditionnels. La *Pravda* glose : « il faut déchaîner la lutte des classes dans les pays arriérés » Malgré l'opposition des communistes locaux on s'attaque au pouvoir religieux ; on commence par exproprier les mosquées, puis on limite les attributions des tribunaux traditionnels. Leur suppression définitive interviendra en 1927. Des 7 290 écoles primaires coraniques recensées en 1916 au Turkestan, 250 seulement fonctionnent encore en 1927. La laïcisation du système scolaire coïncide avec l'élimination des anciennes langues littéraires communes à toute l'Asie centrale, le tatar de Kazan, le turc Tchagatay et le persan, au profit des nouvelles langues nationales¹³.

Si affaiblis qu'ils soient, les basmatchis n'abandonnent pas la lutte. Le chef Djanibek Kazi Saguinbaev conduit une expédition contre la ville d'Och, en Kirghizie, en mai 1927. Il ne faudra pas moins de 11 jours de combats pour venir à bout. En octobre, le chef turkmène Djounaïd Khan menace à nouveau Khiva et parvient à s'échapper en Iran. Au printemps suivant, Chaltaï Batyr, son second, campe à nouveau devant Tachaouz. Leur connaissance du désert et leur extrême mobilité les rend invulnérables. Au XV^e congrès du PCUS en décembre 1927, les délégués d'origine musulmane ne sont que 1 % de la masse des congressistes...

De la collectivisation à la déstalinisation

En Asie centrale, la collectivisation des terres démarre avec quelques mois de retard sur le reste de l'Union. La production commençait à peine à retrouver son cours d'avant 1914. En 1928, la Kirghizie sort tout juste du marasme grâce à la reprise des exportations de laine et de coton vers la Russie centrale, tandis

que l'on réintroduit la culture de l'opium, pour alimenter la Chine. L'âpreté de la lutte contre le « cléricalisme » et la surveillance qu'exige le rétablissement du monopole d'Etat sur le commerce des grains absorbent toute l'énergie des dirigeants locaux. Les premières tentatives de constituer des kolkhozes en Turkménistan raniment la guérilla moribonde. Le chef basmatchi Fouzaïl Maksoum harcèle les détachements rouges chargés de défendre les oasis et fait exécuter tous les représentants isolés du pouvoir soviétique. Les canaux d'irrigation sont perpétuellement sabotés et l'ampleur des travaux de remise en état interdit d'entreprendre les grands travaux projetés. De 1929 à 1932, il ne se passe pas de mois sans affrontements graves avec les basmatchis. Partout ils incendient les installations industrielles, volent les chevaux, ravagent les sovkhoses et attaquent les postes de police isolés. Les bandes les plus nombreuses se réfugient pour l'hiver en Chine et en Afghanistan, les autres se dissolvent dans la population.

Les communistes musulmans pensent qu'il faut temporiser, respecter les coutumes locales et parier sur « l'exceptionnel sens de la collectivité » des peuples d'Asie centrale. Ahmet Baytursun, ministre de l'Education nationale au Kazakhstan, estime que « le peuple kazakh acceptera le communisme sans la moindre difficulté, il l'adoptera même avant tous les autres peuples car son mode de vie traditionnel est déjà très proche du communisme. » Il est vrai que les Kazakhs ont été islamisés tardivement, entre les XVI^e et XVIII^e siècles, qu'ils ont conservé une conception égalitaire de la société et le mépris des nomades pour les richesses matérielles. Mais Staline n'entend pas laisser à ce peuple le choix de son évolution ; l'accession au communisme passe nécessairement par la sédentarisation de la population et la collectivisation du cheptel. A l'automne 1930, Baytursun et ses amis sont qualifiés de « fraction nationaliste contre-révolutionnaire » ; on décrète la sédentarisation forcée. Elle fera un million de morts, soit le quart de la population kazakhe de l'époque... La république possédait 40 millions de moutons en 1929, on n'en compte plus que 5 millions en 1933. La terreur s'intensifie, des centaines de milliers de musulmans sont astreints au travail forcé. Les grands canaux du Turkménistan et de la Ferghana sont creusés en un temps record. Les récalcitrants sont expédiés dans le Grand Nord sibérien, sur d'autres chantiers où ils laisseront leurs os. « L'aggravation de la lutte des classes » dégénère en véritable guerre en 1931. Toute l'Asie centrale est passée au peigne fin par l'armée rouge. En mars, l'ancien général en chef de l'émir, Ibrahim-bek, est revenu en Tadjikie où il est accueilli en libérateur. Vaincu en juin, il est trahi alors qu'il tentait de passer en Afghanistan et sera fusillé. En septembre, le désert turkmène est définitivement « nettoyé » ; plus de 500 000 Turkmènes et Ouzbeks se réfugient en Iran et en Afghanistan. En novembre, l'armée rouge entre en Chine et détruit les bases des basmatchis dans la haute vallée de l'Ili¹⁴.

En Ouzbékistan les kolkhozes sont astreints à la monoculture du coton, et ne reçoivent de blé qu'en fonction de la quantité livrée ; cette méthode permet de multiplier par trois la production par rapport à 1913. Les mollahs et les anciens propriétaires fonciers sont fusillés à la mitrailleuse...

En 1937, il est temps de liquider les communistes locaux, tel Fayzullah Hodjaev, président du conseil des commissaires du peuple d'Ouzbékistan. Cette

année-là, 80 % des chefs bolcheviks kazakhs, ouzbeks et azéris vont disparaître. En même temps, on déclenche une grande campagne de fermeture des mosquées : « à la demande des travailleurs » elles sont transformées en clubs, cinémas, etc. En 1917, on comptait en Russie 26 279 mosquées et plus de 45 000 serviteurs du culte (mollahs, imams, muezzins) ; en 1942 il n'y a plus que 1 312 mosquées ouvertes au culte.

A la veille de la guerre, Moscou s'avise brusquement de l'influence qu'exerce l'intelligentsia d'Istanbul sur les populations turcophones de l'URSS. On s'empresse donc de remplacer l'alphabet latin, introduit 12 ans plus tôt, par l'alphabet cyrillique.

La « grande guerre patriotique » va offrir enfin un répit aux peuples musulmans ; comme partout ailleurs en Union soviétique, l'offensive contre la religion est stoppée. Reconnaisant, le haut clergé appelle tous les musulmans à lutter contre le fascisme. L'Asie centrale devient une terre d'exil, on y expédie les intellectuels « cosmopolites » et les petits peuples punis.

Une nouvelle croisade contre la culture turque démarre en 1949. Staline dénie tout caractère « socialiste et progressiste » aux cultures nationales, symboles d'un passé d'antagonismes entre les peuples slaves et asiatiques. Les héros nationaux coupables d'avoir voulu soustraire leur pays à la bénéfique influence de l'Empire russe sont bannis, leurs noms sont rayés des manuels scolaires. Cette campagne culmine en 1952 avec l'interdiction des épopées nationales, taxées de « cléricanisme » et qui, par leur « glorification des guerres d'agression », constituent un « obstacle à l'amitié des peuples »¹⁵. Les lycéens azéris, turkmènes et ouzbeks sont priés d'étudier les *Bylines* et le *Dit d'Igor*, épopées médiévales russes contant les méfaits des infidèles turco-tatars et la glorieuse résistance des Slaves, dont Staline affirme qu'elles sont « d'essence prolétarienne ».

L'ère du développement économique

Ce n'est qu'au milieu des années cinquante que les dirigeants soviétiques vont entreprendre d'industrialiser les républiques d'Asie centrale. Il est temps d'en finir avec ce qu'ils appellent eux-mêmes le « caractère typiquement colonialiste de la dictature du prolétariat au Turkestan », et de créer un prolétariat ouvrier de souche musulmane, dont ils affectent de croire qu'il sera un soutien pour le régime. Staline avait déjà fait achever la construction du chemin de fer Turksib, qui relie Novosibirsk à Tashkent, et mobilisé des centaines de milliers de paysans pour percer de gigantesques canaux d'irrigation¹⁶. La mise en valeur de nouvelles terres arables va occuper exclusivement une main-d'œuvre habituée aux conditions climatiques, née sur place, et entraînera une immigration locale vers les zones irriguées, notamment l'Ouzbékistan où affluent Kazakhs et Kirghizes. L'implantation d'une industrie moderne nécessite par contre, aux yeux des autorités, l'expédition en Asie centrale d'une main-d'œuvre d'origine européenne, habituée à la vie en usine. De sorte qu'à la fin des années soixante, 51 % seulement de la population urbaine est d'origine musulmane. Craignant sans doute qu'un trop grand isolement ethnique ne débouche sur des velléités de sécession, Moscou veille à

européaniser le plus possible les capitales des républiques asiatiques. Les Européens deviennent majoritaires à Ashkhabad (64 %), Alma-Ata (82 %), Frounze (84 %) et Tashkent (57 %). Ces villes aux artères rectilignes et aux buildings standards n'ont rien de commun avec Boukhara, Khiva et Samarkand, longtemps laissées pour compte et vouées aujourd'hui au tourisme. Avec « l'élan vers les terres vierges » de la période 1959-1962 le Kazakhstan septentrional s'europeanise davantage ; les nouveaux colons, venus pour défricher le tchernozioum (« terres noires »), sont des pionniers sans attaches et vivent dans des « agro-villes » sur une terre entièrement étatisée.

La volonté de rentabiliser au maximum les potentialités des diverses régions, pour mieux tayloriser l'agriculture, va instaurer une « division socialiste du travail » entre les républiques d'Asie centrale. L'Ouzbékistan sera spécialisé dans la culture du coton¹⁷ ; le Turkménistan dans l'extraction du gaz naturel et les peaux d'Astrakhan ; la Kirghizie dans l'extraction du charbon et les cultures fruitières ; le Kazakhstan dans le fourrage (la luzerne surtout), la laine et les céréales. Cette division des tâches oblige à de gigantesques échanges entre républiques, dans des conditions climatiques difficiles et sur des milliers de kilomètres, provoquant un gâchis monstrueux.

La scolarisation massive des enfants musulmans commence à porter ses fruits ; on voit apparaître une intelligentsia technicienne de haut niveau. Cependant, cette élite ne semble guère tentée par la collaboration avec le système : le nombre des « nationaux » dans les partis communistes des républiques musulmanes reste plus faible que partout ailleurs. Peu attirés par la vie des grandes métropoles, les musulmans restent des « peuples kolkhoziens »¹⁸.

Dans les années 1966-1978, qui voient l'exacerbation du conflit avec la Chine, les dirigeants soviétiques semblent avoir freiné l'essor de l'industrie lourde dans les territoires contestés et susceptibles de s'unir politiquement au monde de l'Orient, alors qu'ils redoublaient d'efforts pour équiper et défendre la Sibérie, bien plus russifiée. Aujourd'hui par contre, alors que la pression de la Chine se relâche et qu'un chômage massif menace de déstabiliser une Asie centrale dont les populations, attachées à leurs pays, refusent de s'expatrier pour travailler en zone urbaine de civilisation slave, les cinq républiques sont dotées d'équipements industriels modernes. Leur intégration dans la sphère économique soviétique est accélérée.

V. Sanine

Notes

1. Après une période d'accalmie d'une vingtaine d'années environ, on réédite depuis 1983 de vieux ouvrages sur les basmatchis et leur châtiment exemplaire, à l'évidence pour intimider les musulmans de l'empire en leur rappelant qu'il serait vain d'espérer une libération en s'associant à la résistance afghane.

2. Le despotisme est absolu à Boukhara : la totalité des terres non cultivées (55,8 %) appartient à l'Etat, 24,2 % des terres appartiennent aux mosquées, 12,2 % des terres sont la propriété de l'émir qui tient à titre personnel le troisième rang dans le commerce mondial des peaux d'Astrakhan. 45 % au moins des revenus annuels d'une famille paysanne sont absorbés par les impôts, les contributions religieuses obligatoires et la participation en matières premières aux corvées collectives d'irrigation non rémunérées.

3. Trois de ses chefs, Bukeikhanov, Almazov, Dulatov sont liés aux K.D. ; le chef Amangeldy Imanov, lié à la S.D., deviendra bolchevik pendant la guerre civile. Tous déposent les armes en février 1917 et font campagne pour l'Assemblée constituante.
4. Chiffre officiel, certainement sous-estimé.
5. Ossipov était-il un S.R., ou un simple aventurier politique ? Les historiens soviétiques se contredisent à ce sujet suivant les époques.
6. Il échoue pour des raisons purement techniques : la garnison de 3 150 soldats était équipée de 57 mitrailleuses et 12 canons. Or, dans toute la Kirghizie, basmatchis et S.R. ne possédaient que 2 canons, 4 mortiers et 13 mitrailleuses.
7. Telle celle de Kourbachi Mouetdin Ousmanov qui poursuivra ses coups de mains jusqu'en juin 1922. A cette date, le nombre de ses combattants est monté à 4 000. Mouetdin sera jugé et fusillé en septembre 1922.
8. Tous les quatre feront de dévoués staliniens. Membre du collège central de la Tchéka puis de la G.P.U., Peters disparaît en 1938, ainsi que Roudzoutak.
9. A la fin de l'année 1921, sur 800 fonctionnaires des organes centraux de la République, 110 seulement sont des communistes.
10. Né au milieu du XIX^e siècle, le pantouranisme est l'exaltation du nationalisme turc. Son projet est la réunification de la grande Turquie, intégrant, outre le territoire de la Turquie actuelle, la Crimée, le Caucase, l'Azerbaïdjan iranien, toute l'Asie centrale soviétique et le Sin-kiang chinois. Une importante fraction de l'extrême droite turque se réclame aujourd'hui encore de ce courant.
11. Commentaire de la Pravda du 24 septembre 1924 : « Alors que les émirs de Boukhara, quelque plats valets des Romanov qu'ils fussent, n'avaient pas osé donner leur consentement officiel pour l'annexion du pays à la Russie, les masses populaires de Boukhara, de leur plein gré et en pleine conscience de leur responsabilité historique, entrent dans la fédération soviétique. »
12. Kirghizie et Tadjikie deviendront des républiques fédérées à part entière au milieu des années 30. Le peu d'empressement à doter les Tadjiks d'une représentation politique réellement autonome s'explique certainement par la faiblesse du régime dans cette région : le 4 février 1925, jour de la création officielle de la république, il n'y avait que 350 communistes pour un million de Tadjiks.
13. Certaines nations sont dotées d'une langue artificielle, tels les Karakalpaks, qui s'exprimaient presque tous en ouzbek. 37 % seulement d'entre eux parleront « leur » langue en 1939. D'autres nations seront « oubliées », comme les Baloutches et les Hazaras de Tadjikie. Les 95 000 Ouïgours originaires du Sin-kiang et les 21 000 Dungans (Chinois musulmans s'exprimant en chinois Han) ne bénéficieront d'aucun statut avant 1953.
14. Le roi d'Afghanistan signe alors un nouveau traité de non-agression avec l'URSS ; le dernier affrontement armé en territoire soviétique aura lieu en 1936.
15. Le Dede-Korkut azéri, et sa variante turkmène Korkut-Ata, sortes de chansons de geste du XI^e siècle qui content les luttes des nomades turcs contre leurs voisins, furent interdits. Les épopées kazakhes, kirghizes et ouzbèkes, plus tardives, furent jugées coupables de donner une mauvaise image des peuples-amis chinois et mongols.
16. Canal de la Ferghana, 270 km. Canal de doublement de l'Amou-Daria sur 250 km. Canal du Karakoum, achevé récemment, qui part de l'Amou-Daria, au sud de Kerki, pour rejoindre la mer Caspienne sur plus de 1 100 km. Il est la rivière artificielle la plus longue du monde.
17. On y récolte les 2/3 de la production soviétique. Grâce à l'Asie centrale l'URSS produirait aujourd'hui presque deux fois plus de coton que la Chine. Une grande partie de cette récolte est transformée en Europe de l'Est, notamment en Pologne.
18. Peuples définis comme « kolkhoziens » : Musulmans (Kirghizes et Tadjiks en tête), Moldaves, Lituaniens... Peuples « ouvriers et intellectuels » : Juifs, Estoniens, Arméniens, Lettons, etc.

... ET LES AZERIS ?

On ne sait guère de choses sur l'histoire de l'Azerbaïdjan avant la conversion de sa population à l'islam. La région de Bakou était probablement peuplée de descendants des Perses de l'Antiquité ayant conservé leurs cultes zoroastriens ; elle reçut le nom d'Azerbaïdjan, « pays du feu » ou « pays des adorateurs du feu », parce que ses habitants construisaient des fours et entretenaient d'imposants bûchers dans leurs temples. Certaines tribus nomades kurdes ont conservé la tradition jusqu'à nos jours et adorent le feu, symbole du diable, le maître d'ici-bas...

Les premières chroniques des voyageurs arabes affirment que le pays, peuplé de « païens », fut arraché au royaume d'Arménie par les shahs de Perse. Au milieu du XI^e siècle, les Turcs Seldjoukides s'emparent de l'ensemble de la province et la colonisent en masse, y imposent leur langue et leurs coutumes et en font un Etat qui conservera son indépendance politique jusqu'au XV^e siècle. Aujourd'hui encore, la population de l'Azerbaïdjan se donne le nom de « Türkler » plus volontiers que celui d'« Azéri », d'origine persane.

Marco Polo découvrira l'une des sources de la prospérité du sultanat d'Azerbaïdjan : l'exploitation d'une « huile noire qui jaillit du sol » et attise toutes les convoitises parce qu'elle permet de multiples usages, qui est exportée par caravanes jusqu'en Chine pour servir à la confection de bombes incendiaires... C'est le pétrole, encore inconnu partout ailleurs dans le monde.

Du XII^e au XV^e siècle, la « paix turque » est pourtant régulièrement troublée par des guerres religieuses très meurtrières qui opposent les chiïtes aux sunnites. Au début du XVI^e siècle, époque des conflits entre les dynasties séfévide de Perse et ottomane de Turquie, les Azéris sont le seul peuple du Caucase majoritairement attaché au chiïsme. Ce choix religieux sera l'instrument d'une vigoureuse reconquête culturelle persane à partir du traité de paix turco-persan qui met l'Azerbaïdjan sous la suzeraineté persane. Au début du XVII^e siècle, le shah Abbas I^{er} inaugure une politique d'iranisation forcée et extirpe le sunnisme par la terreur. Si le sunnisme ne s'est guère maintenu que chez les nomades, pour la plupart Kurdes, l'iranisation a été un échec : en 1926, seulement 5 % des Azéris parlaient le persan dans la vie de tous les jours.

L'occupation russe

Les Russes arrivent au début du XIX^e siècle. Ils prennent Bakou en 1805 et enlèvent à la Perse, par le traité de 1813, les principautés de Derbent, Bakou et Ganja ; c'est-à-dire la majeure partie du Daghestan et la moitié septentrionale de

l'Azerbaïdjan. La province occidentale de Nakhitchevan, vieux fief arménien peuplé en majorité de musulmans azéris et kurdes, est arrachée à l'Empire turc en 1828. Les nouveaux occupants se montrent très diplomates pour éviter un soulèvement généralisé des populations musulmanes : tandis que les montagnards sunnites du Daghestan sont durement matés par la troupe, les chiites d'Azerbaïdjan bénéficieront d'un statut unique dans l'Empire russe. La noblesse azérie conservera ses droits et ses privilèges et sera considérée comme l'égale de la noblesse russe. Le khan de Bakou se verra attribuer d'importantes fonctions à la cour de Russie, et le khan de Nakhitchevan une charge d'officier supérieur dans la garde impériale.

Associée par les Russes à l'exploitation du pétrole, la bourgeoisie nationale n'est pas fâchée de s'émanciper des rigueurs de la loi islamique. La tradition anti-chiite et anti-iranienne reprend vie à la fin du XIX^e siècle et une presse d'inspiration libérale fait connaître les sentiments turcophiles de la bourgeoisie musulmane.

Un mouvement réformiste et nationaliste, opposé à la domination russe autant qu'à l'intégrisme chiite, se constitue autour d'une poignée d'intellectuels inspirés par le mouvement des Jeunes-Turcs d'Istanbul. Les jeunes aristocrates font leurs études à Saint-Petersbourg ou en France, où ils s'enthousiasment pour les réussites de la société industrielle ; rentrés au pays, ils ne peuvent supporter l'immobilisme des sociétés orientales et entretiennent l'agitation nationaliste, surtout parmi les Azéris du Sud, sujets du shah de Perse. L'hebdomadaire *Fiyuzat* (La Prospérité) est l'un des supports de ce nationalisme bourgeois. Mais c'est surtout la feuille satirique *Mullah Nasreddin* qui fait connaître dans tout l'Empire russe et le Moyen-Orient les idées du nationalisme panturc. A la veille de la Première Guerre mondiale, Bakou est la ville de Russie où l'on publie le plus grand nombre de périodiques s'adressant à un public musulman.

Cette place de leader du monde turco-musulman, la bourgeoisie azérie la doit à sa richesse autant qu'à son dynamisme¹. Cette richesse est bâtie sur l'industrialisation accélérée de la région de Bakou, et c'est donc dans l'agglomération de Bakou que se constitue la première classe ouvrière de confession musulmane du monde moderne. Bakou verra les premières cellules clandestines de sociaux-démocrates en pays musulman ; russes, Azéris et Arméniens y travaillent ensemble. Quelques propagandistes actifs y feront leurs classes, notamment Krassine et un certain Djougachvili...

L'écho de la défaite russe en Mandchourie donne un coup de fouet à l'agitation ouvrière à Bakou et au mouvement nationaliste dans les campagnes. A partir de 1905, les bourgeois Jeunes-Turcs de *Fiyuzat* sont évincés de la scène politique par le nouveau parti Musavat (Egalité) qui réunit sur un programme minimum les nationalistes et les sociaux-démocrates azéris. De jeunes intellectuels liés au Musavat créent à Tabriz la première organisation marxiste de Perse et participent au soulèvement des Azéris d'Iran en faveur d'une réforme constitutionnelle du despotisme absolu des shahs. Les deux insurrections de Tabriz, en 1907 et 1911, seront matées par des troupes russes venues au secours des Iraniens défaits. Le choc produit par cette collaboration fera évoluer le Musavat vers le nationalisme panturc. Son aile gauche, dominée par les bolcheviks, le quitte pour former un parti communiste national : le parti Hümmet. Dès

le début de la Première Guerre mondiale, Hümmet s'aligne sur des positions internationalistes (paix immédiate et sans annexions), tandis que Musavat milite ouvertement pour le rattachement de l'Azerbaïdjan à l'Empire ottoman.

Au cours des deux premières années du conflit, les Russes pénètrent en territoire iranien et turc sur une profondeur de 200 à 400 km. Ils sont disposés à annexer l'ensemble de l'Azerbaïdjan et à établir un protectorat sur l'Arménie turque. A partir de l'été 1917, la désertion massive des soldats russes entraîne une dislocation du front. Le remplacement des déserteurs par des détachements de volontaires arméniens n'empêche pas une reconquête turque de tous les territoires perdus, suivie d'une offensive en Azerbaïdjan iranien et en Arménie russe. Les bolcheviks proposent aux Turcs la paix et aux Iraniens une évacuation accélérée des territoires encore occupés. Ces ouvertures restent sans réponse et, une semaine avant la signature du traité de Brest-Litovsk, les Turcs envahissent l'Azerbaïdjan russe. Une tentative de soulèvement des bolcheviks de Bakou est mise en échec par un putsch du parti Musavat le 30 mars 1918². Hümmet est dissout, les communistes pourchassés, fusillés. Toutes les relations diplomatiques et économiques sont rompues avec le gouvernement soviétique.

L'indépendance

Le 28 mai 1918, la proclamation de l'indépendance par les dirigeants du Musavat relance la guerre civile. Craignant une généralisation des pogromes de civils arméniens, des détachements armés du Dashnak (Parti socialiste arménien) investissent une partie de l'agglomération de Bakou. Ils organisent une coalition de résistance anti-turque avec les S.R. russes et les mencheviks géorgiens. La ville est saccagée deux mois durant et la population azérie massacrée sans discernement. En août, les Turcs sont accueillis en libérateurs ; les représentants de la bourgeoisie saluent l'unité retrouvée de la nation turque et proclament leur « parfait accord avec les actions politiques et militaires » de l'Empire ottoman. A la mi-novembre, il faut déchanter : avec la victoire alliée sur les puissances centrales, l'armée turque est contrainte d'évacuer la province. Les Anglais occupent Bakou. Ils laissent en place le gouvernement indépendantiste et participent à la répression du bolchevisme, mais se gardent d'aider les Azéris à vaincre une sédition armée des Arméniens du Haut-Karabakh.

Au cours des deux années d'indépendance, le gouvernement de coalition libérale n'aura pas le loisir d'appliquer son programme de réformes (démembrement des grands domaines fonciers, limitation de la durée journalière du travail). Il doit organiser la résistance face aux expéditions militaires des Géorgiens, des Iraniens et de l'armée blanche de Denikine. La question des relations inter-ethniques à l'intérieur même des frontières du nouvel Etat est particulièrement complexe : arménienne ou russe, un tiers de la population n'est pas musulmane... La permanence d'un problème agraire non résolu entretient la multiplication des jacqueries de paysans sans terres. L'économie est asphyxiée par l'arrêt de l'exportation du pétrole. Le pouvoir est progressivement confisqué par les propriétaires terriens qui, pour retarder l'application de la réforme agraire et maintenir la loi martiale, lancent l'Azerbaïdjan dans des aventures militaires ruineuses : tentative d'annexion des districts arméniens du Karabakh et du Zanguezour, conquête avortée de territoires peuplés de

musulmans sunnites (Ingouches, Tchétchènes, peuples du Daghestan). Cependant, au début de l'année 1920, deux aménagements s'imposent pour sortir le pays de la crise: la paix avec l'Arménie et la normalisation des relations avec la RSFSR. Comme préalable à la reprise des relations économiques, les bolcheviks exigent la légalisation du parti communiste. C'est l'Arménien Mikoyan qui est alors dépêché de Moscou pour diriger le nouveau parti ; il le divise tout de suite en deux, crée un parti russo-arménien séparé du parti turcophone. Un état-major spécial est mis en place à Moscou pour « résoudre la question caucasienne » : le Kavburo . Il est dirigé par le Russe Kirov et le Géorgien Ordjonikidzé. Aucun musulman n'y est décisionnaire.

La soviétisation

Le 27 avril 1920, une insurrection communiste soutenue par la 11^e armée soviétique oblige le gouvernement à s'autodissoudre, et le Parlement national à déclarer que le pays renonce à l'indépendance. Toute vie politique est immédiatement suspendue, les syndicats ouvriers sont mis au pas. La réunification de l'Azerbaïdjan sous l'aile soviétique est à l'ordre du jour: le conquérant Frounze veut pousser jusqu'aux rives du golfe Persique. Dès la fin mai, un raid rouge sur les fortifications anglaises des ports iraniens de la Caspienne se conclut par la débandade des Anglo-Persans. L'armée rouge parvient en quelques semaines aux portes de Téhéran. Le 24 juin 1920 est constitué à Tabriz un gouvernement « démocratique, anti-capitaliste et anti-féodal de l'Azerbaïdjan méridional » ; le 31 juillet, un gouvernement iranien pro-soviétique s'installe à Rescht. Inquiété par les revers soviétiques en Pologne, Lénine veut rester en paix avec les puissances occidentales ; il fait donc évacuer l'Iran. La diplomatie soviétique au Moyen-Orient prend un virage très conservateur : des traités d'amitié et de coopération sont signés avec Kemal Atatürk, Reza, nouveau shah de Perse, le roi d'Afghanistan.

Jusqu'au milieu des années 30 la culture azérie est florissante, l'alphabétisation (en langue turque transcrite en caractères latins) est un succès. La gauche nationaliste est associée au pouvoir pour combattre l'influence de l'islam chiite. Des centaines de mosquées sont fermées au début des années 30. Si le nombre des mollahs liquidés est difficilement chiffrable, il reste incontestable que la répression des activités religieuses a été plus dure en Azerbaïdjan que partout ailleurs. Il était en effet vital pour le pouvoir communiste de briser les solidarités traditionnelles qui unissent les chiites par-delà les frontières ; la structure hiérarchisée de type ecclésiastique de l'islam chiite et la soumission de tous les mollahs à l'imam de Qom créent un danger comparable à celui que constitue l'Eglise catholique sur les marches occidentales de l'Empire...

En 1937-38, le parti d'Azerbaïdjan est décapité. Arméniens et Azéris confondus, la majorité de ses dirigeants disparaît, accusés de déviationnisme nationaliste. En 1950, au plus fort de la campagne contre les cultures nationales, l'Azerbaïdjan est châtié avant toutes les autres républiques d'Asie centrale. Après l'exemple de la purge que Moscou administre à Bakou, les comités centraux des autres républiques de la région préféreront s'aligner « spontanément » et nettoyer eux-mêmes leur appareil. Entre autres « fautes », Staline pouvait reprocher à l'appareil d'Azerbaïdjan de lui avoir fait jouer la carte du

nationalisme azéri en Iran. En 1942, il avait ordonné aux communistes iraniens (Tudeh) de se mettre au service du séparatisme azéri et kurde ; l'armée rouge était intervenue à Tabriz pour soutenir l'insurrection indépendantiste. A l'automne 1947, après la défaite des nationalistes, l'URSS devra accueillir sur son territoire une armée remuante de rebelles, que l'on désarmera avec difficultés avant de l'expédier dans les camps du Grand Nord.

La permanence de l'identité nationale

La question azérie n'a rien perdu de son acuité en 1988. Bien avant l'éclatement de la crise nationaliste provoquée par la population arménienne du Karabakh, l'Azerbaïdjan soviétique était plongé dans le marasme économique. Les ressources pétrolières ne suffisent plus pour assurer la survie des cinq millions d'Azéris. Certains journalistes moscovites estiment qu'environ trois cent mille Azéris n'ont aucun travail rémunéré, et cela dans un pays où le chômage n'a pas d'existence légale. Cette situation est aggravée par le refus quasi unanime de quitter la République : plus de 85 % des Azéris vivent dans leur pays, environ 10 % résident dans les républiques limitrophes de Transcaucasie, les autres sont, pour la plupart, installés en Asie centrale. Ce refus de s'expatrier est corroboré par une exceptionnelle imperméabilité à l'influence russe : seulement 15 % des Azéris parlent aujourd'hui russe couramment³. L'influence de l'islam est restée prépondérante malgré la répression. Il n'y a que 65 mosquées ouvertes au culte dans la république et l'appel à la prière n'est toléré que le vendredi. L'activité religieuse clandestine a cependant redoublé d'intensité au cours des dix dernières années : on estime qu'environ deux cents mosquées clandestines sont en activité dans la seule agglomération de Bakou.

Le problème national reste posé ouvertement. A tel point que les organes officiels eux-mêmes font état du vif sentiment de solidarité qui unit Azéris soviétiques et Azéris iraniens. Telle revue littéraire de Bakou publie régulièrement des œuvres d'Azéris iraniens et ne perd pas une occasion de proclamer sa foi en une réunification prochaine des deux provinces. L'appareil politique est sensibilisé aussi : dans une déclaration rapportée le 30 novembre 1982 par l'*International Herald Tribune*, Guedar Alief, alors numéro trois du Kremlin, disait son espoir de voir l'Azerbaïdjan réuni.

Détournée par le pouvoir vers la lutte contre les Arméniens, l'exaspération des Azéris n'est pas prête à être gérée sans accrocs. Les sept décennies de répression nationale et religieuse en URSS font pendant aux sept décennies d'interdiction de la langue turque en Iran.

V. Sanine

1) Cette bourgeoisie cultivée a généralement choisi d'émigrer après 1920, notamment en France et en Turquie. Parmi les Français d'ascendance azérie citons : Haroun Tazieff, Robert Hossein, Laurent Terzieff.

2) Lors des élections à l'Assemblée Constituante de novembre 1917, le parti Musavat emporte 63 % des voix des musulmans de Transcaucasie, la droite cléricale chiite près de 25 % des voix ; bien que très populaires dans l'agglomération de Bakou, les bolcheviks russes et leurs amis d'Hümmet n'obtiennent que 10 % des suffrages dans l'ensemble de la province.

3) Taux le plus faible de la région ; par comparaison, notons que 21 % des Géorgiens et 62 % des Tatars parlent couramment russe.

REPERES BIBLIOGRAPHIQUES autour de A. Bennigsen

Les événements récents en Transcaucasie nous indiquent combien les questions nationales restent aiguës en Union soviétique. Pour ce qui concerne les républiques musulmanes, l'un des meilleurs connaisseurs est sans conteste en France Alexandre Bennigsen. Sa disparition récente (il est mort le 7 juin 1988) nous donne l'occasion de présenter l'essentiel de ses travaux relatifs à ces questions. Suivront, en complément, les références des ouvrages écrits par d'autres auteurs sur le même sujet ainsi qu'une brève sélection d'ouvrages en anglais. Il faut signaler en effet que de nombreux chercheurs anglo-saxons se sont consacrés aux rapports entre communisme et nationalisme en Orient, et notamment en Union soviétique. Bennigsen lui-même fréquenta pendant de nombreuses années les universités américaines (en particulier celle de Chicago, de 1971 à 1982) où existe une importante école historique d'études orientales. Il y a tenu pendant plusieurs années un séminaire sur les théories et les pratiques de la politique soviétique des nationalités avec le professeur Jeremy R. Azrael. Beaucoup de ses travaux furent publiés en langue anglaise aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, certains de ses ouvrages ayant aussi été publiés d'abord en anglais (quelques-uns n'ont pas été traduits). Soulignons aussi que le domaine de recherche dans lequel s'est illustré A. Bennigsen requiert un ensemble de connaissances très diverses difficiles à réunir pour un Occidental, puisqu'il est nécessaire de connaître à la fois le monde russe et la civilisation musulmane, les doctrines marxistes et la philosophie islamique, la langue russe et les différentes langues turques (celles des différentes minorités linguistiques : ouzbeke, kirghize...)

Né à Pétersbourg en 1913, de parents baltes (son père, officier du tsar, combattit dans les rangs des généraux blancs au cours de la guerre civile et fut aussi un orientaliste réputé), Alexandre Bennigsen arrive en France en 1924 avec toute sa famille. Après une carrière d'officier de cavalerie, il entre en 1950 à la VI^e section de l'Ecole pratique des hautes études (qui deviendra ensuite l'Ecole des hautes études en sciences sociales) où il demeurera jusqu'à sa retraite définitive en 1983. Il se spécialisera alors, comme historien, dans l'étude des mouvements nationaux des musulmans de l'Empire russe au début du siècle, faisant sortir de l'ombre où les avait plongées la dictature stalinienne, dès les années vingt, quelques figures éminentes du communisme national musulman, au premier rang desquelles Sultan Galiev. A l'Ecole des hautes études, il fonde le « groupe turc » qui comprend alors Gilles Veinstein, J. L. Bacqué-Grammont, M. Lesure, Mihnea Berindei, D. Desai et Chantal Lemerrier-Quellejay, développant ainsi une véritable école de pensée sur l'islam soviétique. Après s'être intéressé aux riches archives du Musée Topkapi d'Istanbul et avoir publié

une série de contributions sur l'histoire du monde turcophone à l'époque ottomane, il se tournera, dans les années 80, vers des recherches sur la situation de l'islam contemporain en Union soviétique. Dépouillant en particulier les publications officielles des différentes républiques musulmanes, il met en évidence l'importance actuelle d'un islam parallèle et clandestin porté par les confréries soufies, islam bien différent et autrement dynamique que ne l'est l'islam officiel mis en place à l'époque stalinienne. Ces dernières années, Bennigsen fut surtout attentif aux conséquences de l'engagement soviétique en Afghanistan. Il fut l'un des rares soviétologues à prédire, dès 1980, la défaite soviétique (cf. l'article mentionné ci-dessous). Soutenant résolument la résistance afghane, il disait attendre pour mourir le départ des troupes soviétiques du pays...

Bibliographie d'Alexandre Bennigsen

Passé turco-tatar, présent soviétique : Turco tatar past, soviet present : études offertes à Alexandre Bennigsen / éd. Chantal Lemerrier-Quelquejay, Gilles Veinstein, S. Enders-Winbush - *Peters, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1986 - 563 p.*

Certains articles de la troisième partie « Pouvoir soviétique et nationalismes musulmans » concernent directement notre sujet. Ils sont signés P. Dumont, A. Besançon, M. Heller, S. Enders-Winbush, M. Ferro, O. Roy... On trouvera aussi dans cet ouvrage une biographie détaillée (en anglais) de Bennigsen.

Les Mouvements nationaux chez les musulmans de Russie — *Paris, Mouton et Cie.*

1. Le Sultangaliévisme au Tatarstan / collab. C. Lemerrier-Quelquejay - *1960 - 285 p.*

Présentation du nationalisme tatar avant 1917, les rapports de ce nationalisme avec le parti bolchevik, la figure de Sultan Galiev, adjoint de Staline au Commissariat aux nationalités, son opposition après 1923. Ce livre présente un grand intérêt documentaire : il donne en effet les grands textes du communisme national musulman des années 1917-1923. Maxime Rodinson en a donné une analyse : « Communisme et tiers monde, sur un précurseur oublié » in *Les Temps modernes*, n° 177 (déc.1960-jan.1961) repris in *Marxisme et monde musulman* (Seuil, 1972). Ben Bella, qui a lu le livre, déclara en 1964, alors qu'il était président de la République algérienne, qu'il avait été très impressionné par les idées de S. Galiev (*Newsweek*, 13 janv. 1964).

2. La Presse et le mouvement national chez les musulmans de Russie avant 1920 / collab. C. Lemerrier-Quelquejay - *1964 - 386 p.*

La presse périodique musulmane apparaît en même temps que les premiers réformistes musulmans de Russie (vers 1870). Une analyse très documentée présentant les différentes tendances politiques et les composantes nationales (périodes 1905-1917 puis 1917-1920). Nombreux documents reproduits. Les archives utilisées sont celles de la Bibliothèque nationale d'Helsinki complétées par les collections d'Istanbul.

L'Islam en Union soviétique / collab. C. Lemerrier-Quelquejay - *Payot, 1968 - 263 p.* (Bibliothèque historique)

Un panorama historique et sociologique de l'islam soviétique au XX^e siècle : le communisme national musulman (1917-1923), la politique soviétique à l'égard de l'islam (1920-1941), l'islam soviétique dans les années 60 (les différents peuples, la conscience nationale, la famille musulmane, l'intelligentsia...)

Muslim national communism in the Soviet Union : a revolutionary strategy for the colonial world / collab. S. Enders-Winbush - *The University of Chicago*, 1979 - 267 p.

Consacré dans sa totalité au communisme national musulman des années 1917-1928, « la voie musulmane » vers le communisme. Un chapitre important est consacré à l'influence qu'il a pu exercer sur les idéologues du mouvement révolutionnaire dans le tiers monde (sur les dirigeants du PC chinois quand ils reprenaient l'idée que le communisme devait trouver sa forme nationale pour réussir à s'implanter dans un pays ou quand ils mettaient en avant la révolution paysanne, sur les dirigeants algériens dans les années 60, sur le marxiste péruvien José Carlos Mariategui...). L'ouvrage reprend les grands textes théoriques du mouvement, donne les biographies des principaux leaders et présente, sous forme de dictionnaire, les diverses organisations pouvant être rattachées à ce mouvement. Un compte rendu du livre existe in *Annales ESC*, mai-août 1980, n° 3-4, *Recherches sur l'islam, histoire et anthropologie*, par Marc Ferro (pp. 666-669).

Les Musulmans oubliés : l'islam en URSS aujourd'hui / collab. C. Lemerrier-Quelquejay - *F. Maspero*, 1981 - 316 p. (Petite coll. Maspero)

Dans la lignée de *L'Islam en Union soviétique* mais aussi une partie historique beaucoup plus courte et un panorama très développé de la situation de l'islam soviétique vers la fin des années 70. Présentation de chacune des républiques musulmanes et des différents groupes ethniques de l'Asie centrale. Traite aussi des relations de l'islam soviétique avec le reste du monde musulman.

Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste / collab. C. Lemerrier-Quelquejay - *Fayard*, 1986 - 305 p. (Les Inconnus de l'Histoire)

Biographie de Mir Sayid Sultan Galiev (1880-1941 ou 1942 ?). Condamné à 10 ans de travaux forcés en 1929, Galiev aurait été libéré en 1939 mais on perd sa trace après cette date. Avec son arrestation en 1928, puis sa condamnation, c'est le rêve qu'il avait caressé d'une conciliation possible entre nationalisme panturc et marxisme à la mode russe qui s'effondrait définitivement.

Le Soufi et le commissaire : les confréries musulmanes en URSS / collab. C. Lemerrier-Quelquejay - *Seuil*, 1986 - 311 p.

Version élargie et augmentée de l'édition anglaise *Mystics and commissars* (Londres, Berkeley). Travail fondé sur des sources soviétiques, principalement sur les publications de propagande antireligieuse (évidemment malveillante à l'égard des musulmans) ainsi que sur des témoignages oraux de voyageurs en Asie centrale soviétique. Les confréries religieuses, nous dit Bennigsen, n'ont ni idéologie ni programme politique. Mais elles possèdent une structure organisationnelle redoutablement efficace. Face aux directions spirituelles officielles, sans réelle influence, elles jouent le rôle de hiérarchie de remplacement. Le pouvoir soviétique est confronté à un dilemme : pour affaiblir le soufisme il doit renforcer l'establishment officiel musulman (ce qui signifie ouverture de nou-

velles mosquées, de nouvelles écoles religieuses, etc.) et c'est ce qu'il cherche justement à éviter. D'autre part, la propagande antireligieuse favorise, dans ces régions, la montée de l'islam parallèle. Rappelons que pour une population de 27 millions d'habitants en 1979 en Asie centrale, 3 millions étaient déclarés « croyants fanatiques » par les autorités. Soulignons, enfin, qu'en dépit de son sujet qui peut paraître a priori très spécialisé, ce livre réunit toutes les données nécessaires à la compréhension des problèmes abordés et que sa lecture en est d'autant facilitée.

Deux autres ouvrages, sur lesquels nous n'avons pas d'autres informations, sont à mentionner :

The Muslim threat to the Soviet State / collab. Marie Broxup - Londres, Croom Helm, 1982.

A Handbook of soviet islam / collab S. Enders-Winbush - Londres, C. Hurst.

A. Bennigsen a publié seul ou en collaboration de très nombreux articles, en particulier dans les *Cahiers du monde russe et soviétique* et dans *Central Asian review*.

Parmi ces travaux, signalons pour leur actualité :

Les Musulmans de l'URSS et la crise afghane in *Politique étrangère*, 45^e année, n° 1, mars 1980.

A propos des répercussions probables de la crise afghane en URSS, Bennigsen soulignait : « La présence d'une masse musulmane en Asie centrale oblige Moscou à terminer l'affaire afghane vite et bien. Sinon, la guérilla afghane pourrait réveiller des velléités d'indépendance ; les rebelles afghans pourraient devenir un modèle et leur combat inégal une promesse et une preuve qu'on peut tenir tête au "frère aîné" les armes à la main. Un échec soviétique en Afghanistan serait comparable, par ses conséquences immédiates et lointaines, à la défaite de la Russie tsariste en 1905. »

Islam soviétique, le détonateur caucasien in *Arabes*, n° 19-20, juillet-août 1988

Bennigsen est mort peu de temps après avoir remis cet article. Après avoir resitué les événements de ces derniers mois dans une perspective historique, il analyse la politique des autorités, les solutions à long terme qu'elles envisagent : renverser le processus démographique, russifier les cadres, assurer la cohésion de l'empire autour du patriotisme et de la tradition historique et culturelle de l'ancienne Russie. Mais cette transformation *de facto* de l'URSS en un Etat national grand-russien ne présente-t-elle pas de grands dangers au moment où les Russes sont devenus minoritaires ?

Ouvrages en français d'autres auteurs

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène — Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe : Bukhara, 1867-1924 - *Fondation nationale des sciences politiques*, 1966 - 312 p. (Nouv. éd. chez le même éditeur en 1981)
Soviétologue aujourd'hui médiatrice, H. Carrère d'Encausse a commencé sa

carrière universitaire par cette thèse de 3^e cycle soutenue en 1963. Elle y retraçait l'histoire de la pénétration russe et capitaliste dans l'émirat de Boukhara au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'histoire du développement du réformisme musulman au Turkestan, l'effervescence nationaliste, l'alliance des nationalités et des bolcheviks après 1917, la proclamation de Boukhara en république indépendante, l'alliance avec les basmatchis, puis avec Enver Pacha, enfin la destruction de l'Etat de Boukhara avec les purges massives de 1924 au cours desquelles fut anéantie l'élite intellectuelle.

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène — Unité prolétarienne et diversité nationale : Lénine et la théorie de l'autodétermination in *Revue française des sciences politiques*, n° 2, avril 1971

Une brève analyse historique des théories marxistes de la nation et leur application en URSS notamment dans les républiques musulmanes. Un article de synthèse dense et passionnant.

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène — L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS - *Flammarion*, 1978 - repris en *LGF (Livre de poche)*, 1981 - 380 p.

Le livre qui a assuré le succès à son auteur. En dépit de son titre polémique largement exploité par les médias, il présente un grand intérêt et a connu, à notre avis, un succès mérité. Il est ici question de l'ensemble de l'empire (républiques musulmanes, mais aussi pays baltes, Ukraine, Arménie...) Nombreuses informations sur les particularités de chacun des peuples composant l'Union soviétique. Selon l'auteur, il est manifeste que l'identité de chacun de ces peuples demeure et est même revendiquée en tant que telle malgré soixante années de régime communiste.

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène — Le Grand défi : bolcheviks et nations, 1917-1930 - *Flammarion*, 1987 - 333 p. (Nouvelle bibliothèque scientifique)

Une synthèse sur les doctrines et les politiques nationales en URSS entre 1917 et 1930. L'auteur souligne le divorce entre les principes et les pratiques de la révolution russe d'une part et ceux de la révolution se déroulant dans le même temps à la périphérie de l'empire : pour les uns, la révolution est d'abord politique, elle est l'œuvre d'une élite nationale dont les valeurs sont celles du changement, du progrès national et culturel ; pour les autres, la révolution est un combat pour que s'épanouisse une identité nationale et dans ce cadre, les élites et les valeurs traditionnelles sont à respecter ou à ménager. L'idée de Lénine selon laquelle la modernisation (le progrès culturel et matériel, l'ouverture sur l'extérieur...) devait produire une érosion de la conscience nationale, cette idée-là n'a pas été confirmée par l'histoire, loin s'en faut.

AFANASYAN Serge — L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique, 1917-1923, *L'Harmattan*, 1981 - 265 p.

Un livre intéressant, écrit par un Arménien d'origine, pour mieux comprendre les événements actuels en Transcaucasie. L'auteur a travaillé sur les publications russes et arméniennes nuancées par les archives du Ministère français des Affaires étrangères. La situation dans cette région est incompréhensible si on n'a pas à l'esprit les événements de ces années décisives. Après 1917,

nombre de dirigeants caucasiens jouent la carte des Alliés contre les bolcheviks. Leurs peuples l'ont payé cher jusqu'à aujourd'hui...

MONTEIL Vincent — *Les Musulmans soviétiques - Seuil, 1982 - 264 p.*
Une première édition est parue chez le même éditeur en 1957. Un panorama de l'Islam contemporain en URSS. L'auteur, qui s'est converti à l'islam après avoir été longtemps un militant du PCF, sollicite souvent les ouvrages de Bennigsen ainsi que les auteurs américains de l'école de Chicago.

DUMONT Paul - Articles dans les *Cahiers du Monde russe et soviétique*, notamment :

- *Axe Moscou-Ankara, les relations turco-soviétiques de 1919-1922 - vol. 18-3 - 1977.*

- *La Fascination du bolchevisme, Enver Pacha et le parti des Soviets populaires, 1919-1922 - vol 16-2 - 1975.*

- *Bolchevisme et Orient - vol 19 - 1977.*

Signalons enfin un roman inspiré à un écrivain algérien par Sultan Galiev :

TENGOUR Habib — *Sultan Galiev - Sindbad, 1985.*

Quelques ouvrages en anglais :

PIPES Richard — *The Formation of the Soviet Union : communism and nationalism 1917-1923 - Cambridge (Massachusetts) - 1964.*

L'ouvrage de référence, quasiment, sur ces questions.

CONQUEST A. — *The Formation of the Soviet Union - Cambridge (Massachusetts) - 1966.*

KAPUR Harish — *The Soviet Russia and Asia - New-York - 1967.*

SPECTOR Ivar — *The Soviet Union and the Muslim World - 1917-1958 - Seattle - 1959.*

DAVIS Horace B. — *Toward a marxist theory of nationalism. Monthly review Press - 1978.*

Pour ceux que ces questions intéressent et qui veulent se référer aux textes, sont à consulter en particulier :

Le Premier congrès des peuples de l'Orient - Bakou - 1-8 sept. 1920 : compte rendu sténographique. Rééd. en fac-sim. F. Maspero 1971.

Les idées des communistes nationaux musulmans sont défendues par Narboutabekov.

Le Marxisme et l'Asie - 1853-1964 - textes trad. et présentés par H. Carrère d'Encausse et Stuart Schram. A. Colin, 1965.

Jean-Pierre Ménage

LA RUSSIE, PREMIER CANDIDAT A LA REVOLUTION SOCIALE

Iztok : Dans l'Avertissement de Devant la guerre (Fayard, 1981) tu écrivais : « Depuis trente-cinq ans, je n'ai jamais cessé de penser ce que j'écrivais à nouveau en 1977 : "Parmi les pays industrialisés, la Russie reste le premier candidat à une révolution sociale." » Cette année, dans la série d'articles sur l'URSS publiée par le quotidien Libération, tu reprenais cette affirmation, sans pour autant la développer. Pourrais-tu préciser ton propos ?

Cornelius Castoriadis : En parlant de la Russie comme premier candidat à une révolution sociale parmi tous les pays plus ou moins industrialisés, j'entends par là que les antinomies du régime, tel qu'il s'est instauré, puis transformé à travers Khrouchtchev, Brejnev et maintenant Gorbatchev, sont telles qu'on ne peut pas concevoir une réforme graduelle par en haut qui pourrait amener la population russe à accepter le régime réformé (au même titre que les populations occidentales acceptent — plus ou moins, mais plutôt plus — les régimes d'oligarchie libérale).

Si quelque chose bouge en Russie, le plus probable, à mon avis, c'est que cela se fera sous forme d'explosion. Je ne veux pas forcément dire cadavres et fleuves de sang, bien que, vue la situation de la Russie, la haine envers les bureaucrates par exemple (rappelons le 56 hongrois), on peut se demander ce que pourrait être cette explosion. Une telle explosion signifie une mobilisation de la population ; et, on peut l'espérer, la constitution d'organes autonomes de la population, qu'ils soient du type conseil, vrai soviet, d'un quelconque autre type, de type Solidarité, ou n'importe quoi d'autre, mais en tout cas, représentant une tentative d'auto-organisation de la population en dehors des cadres du régime.

I : Les principaux conflits qui ont marqué l'actualité soviétique ces dernières années sont d'ordre national plutôt que social. Le retour en force des nationalismes périphériques (tatar, arménien, azéri, estonien, kazakh...) ne risque-t-il pas de conduire à des crises incontrôlables, voir insolubles pour le pouvoir central ?

C. C. : C'est sûr, la situation est critique, Gorbatchev est obligé de composer. Pour autant que ce qui se passe ne soit pas seulement du maquillage. Et ce n'est pas seulement du maquillage : au niveau de l'information, malgré tous les ratés qu'on a encore vus à propos de l'Arménie, la situation est quand même tout à fait différente. Pas la grande masse de la population, mais un certain nombre de catégories sociales commencent à parler : les intellectuels à Moscou, et peut-être

aussi dans d'autres villes de province, certaines nationalités, pas toutes. Les nationalités commencent à se mobiliser et à demander des droits, et l'éventail des droits, on ne peut pas le limiter. Cela peut commencer par la revendication d'un premier et d'un second secrétaire autochtones du PC de chaque République, en passant par tous les degrés intermédiaires, jusqu'à la revendication de l'indépendance totale avec le droit à la séparation, ou plutôt avec l'effectivité de la séparation. Face à cette mobilisation nationaliste, on voit bien qu'il existe aussi une réaction possible au sein de la population — je ne parle même pas des réactions au sein de l'appareil militaire et bureaucratique, car il est évident que tout cela apporte effectivement de l'eau au moulin des anti-gorbatcheviens : « vous voyez bien, on vous l'avait dit. On ne peut pas commencer à laisser les gens ouvrir la bouche sans que cela nous conduise plus loin ; et où cela va-t-il s'arrêter ? ». C'est certainement la voix des conservateurs. Elle se manifeste soit sous forme d'articles, soit sous forme de lettres, probablement téléguidées. On retrouve ce discours dans une partie de la population. Le risque que la glasnost et la perestroïka mettent en danger le grand empire (« qui est quand même notre empire »), l'empire russe, peut jouer contre le mouvement de réforme dans des couches sociales qui ne sont pas des couches bureaucratiques.

I : En s'appuyant sur l'exemple de Moscou, on peut dire que la glasnost a surtout favorisé cet étrange courant à la fois conservateur, écologiste et ultranationaliste...

C. C. : Cela n'est pas propre à l'URSS. Comme le disait Dany Cohn-Bendit, il existe une frange des écologistes allemands qui sont des nazis virtuels, dans le sens qu'ils appellent à un retour à la vieille forêt teutonique, au sang, à la terre, etc. Mais concernant la Russie, ce qui m'intéresse, ce n'est pas tellement la frange extrémiste, mais plutôt la vague de nationalisme grand-russien et l'identification à l'idée d'un empire de puissance mondiale qui se développe. Carrère d'Encausse parlait des musulmans de Sibérie, dont à la rigueur l'empire peut se passer. Le Caucase, les républiques baltes, ce n'est pas pareil. Si l'Ukraine se met à bouger, que va-t-il se passer ? La désintégration. Tout cela est anticipé par une partie de l'appareil. Sans doute aussi par Gorbatchev lui-même. D'ailleurs, il ne faut pas être grand clerc pour l'anticiper. Les uns l'anticipent en disant : « arrêtez-vous tant qu'il est encore temps et que les choses ne sont pas allées trop loin. » Gorbatchev — ou plutôt le groupe Gorbatchev, en dehors de toute personnalisation, même si Gorbatchev lui-même est important — pour l'instant fait un numéro d'équilibriste, il est obligé de jongler sur la corde raide. D'autant que, et c'est le second aspect, tout ce qu'ils veulent soi-disant entreprendre au plan économique se traduit pratiquement pour l'instant par zéro plus zéro.

I : Dans le contexte actuel — je pense aussi bien aux multiples spéculations autour des réformes de Gorbatchev qu'à leur écho réel au sein de la population soviétique — maintiens-tu la thèse selon laquelle l'autoréforme du système soviétique serait impossible ?

C. C. : Oui, c'est la thèse la plus probable, la plus vraisemblable. Mais il n'y a pas de nécessité absolue dans l'histoire. On ne peut jamais rien exclure. Je voulais ajouter encore quelque chose que je n'ai pas dit dans l'article de *Libé*. Je ne

pense pas et n'ai jamais pensé que tout ce qui se passe sous Gorbatchev soit de la frime pour tromper les Occidentaux. Il existe une nécessité profonde qui amène une fraction de la bureaucratie à essayer de réformer. Je ne crois pas que cette tentative réussisse. Mis à part le cas d'une explosion sociale, les autres scénarios — la démission de Gorbatchev, ou l'obligation de mettre tellement d'eau dans son vin que la tentative en perde toute signification — laisseront des traces. Gorbatchev est d'ailleurs lui-même un produit de la période khrouchtchevienne. J'entends par là que beaucoup de gens ont découvert bien des choses et que cela constitue des germes pour une phase ultérieure de l'histoire de la Russie. Je crois que c'est très important, comme Khrouchtchev a été important pour ce qui s'est passé par la suite.

I : En URSS, le militaire a toujours été dominé par le politique, c'est le politique qui a façonné le militarisme de type soviétique, soutient Jacques Sapir qui t'attaque à plusieurs reprises dans son livre Le Système militaire soviétique (La Découverte, 1988)...

C. C. : Oui, j'ai vaguement vu cette thèse. Je ne veux pas en discuter vraiment, car je n'ai pas encore lu le livre. Je dirai cependant que le politique a dominé le militaire jusqu'à la mort de Staline, et un peu sous Khrouchtchev. Mais pourquoi Khrouchtchev est-il tombé ? Certainement à cause de l'appui donné par l'armée à Brejnev. Quand on prend l'histoire russe dans son ensemble, c'est aussi une autre affaire. Avec les tsars réformateurs, Pierre le Grand, Catherine, on constate chaque fois que ce qui change, c'est l'industrie militaire. Toute l'europanisation de la Russie se fait par le biais de l'économie militaire. Et ça, Trotski l'avait vu dans 1905. Cet homme avait beaucoup de défauts, mais je relisais récemment ce texte qu'il a écrit à 25 ans, et où il montrait qu'en Russie, la bourgeoisie était une création d'Etat. Et toute industrie qui ait jamais existé a été essentiellement promue par l'Etat comme industrie militaire, pour soutenir l'affrontement avec les puissances militaires occidentales. L'autre thèse de Sapir, d'après ce que j'ai compris, est partagée par tout une série de gens. Sortie après la publication de mon livre, cette thèse est, à mon avis, tout à fait fautive et consiste à insister sur l'infériorité technologique du matériel militaire soviétique. Cela me fait rire, car ces gens-là ne discutent pas la réalité de la technologie occidentale. Si on lit les critiques — c'est vrai que bien souvent elles viennent de droite, mais pas uniquement — du fameux réarmement de Reagan, ou de ce qui se passe aux USA, on apprend que les performances des modèles sont extraordinaires, mais que l'on rencontre constamment des problèmes graves au niveau du matériel de série, des entraînements des pilotes sur les avions, etc. On entretient la mythologie que la technologie américaine est suprême. Or la technologie soviétique est sans doute inférieure, mais suffisante pour produire massivement 40 000 chars et je ne sais combien, 5 000, 6 000, 8 000 têtes nucléaires. La technologie américaine est prise dans le délire du gadget de plus en plus perfectionné qui ne marche pratiquement jamais : on produit, disons 8 000 hélicoptères, et on n'arrive pas à en trouver 8 qui ne tombent pas en panne (cf. la tentative de libérer les otages). Je ne pleure pas là-dessus, j'essaie simplement d'observer, et je me dis que d'un point de vue technique, ce n'est pas la peine de discuter. Si y a une guerre, elle ne se déroulera pas sous forme d'une confrontation prolongée des technologies.

I : La démocratie est la référence commune de la plupart des opposants dans les pays du socialisme réel. Un tel unanimisme n'est pas moins dépourvu d'ambiguïté et repose souvent sur une certaine confusion pour ce qui est du contenu de la démocratie. Peux-tu expliquer en quelques mots la distinction que tu as une fois évoquée dans une mise au point publiée par le journal Le Monde entre l'oligarchie élective et la démocratie ?

C. C. : La démocratie c'est l'auto-gouvernement. L'idée de représentation, telle qu'elle existe dans la philosophie et dans la pratique politique occidentales, est une mystification. Tout corps de représentants permanents tend de toute façon à s'auto-perpétuer et ne peut établir avec le corps qui l'élit que les relations que tout un chacun peut apercevoir. Aujourd'hui, on s'en rend compte sous une forme caricaturale avec la théâtralisation de la télévision. Mais même dans des situations antérieures, les représentants non contrôlés ont toujours été inéluctablement amenés à concentrer le pouvoir politique (ou la fraction du pouvoir dans la société incarnée par le pouvoir politique, car il y a aussi le pouvoir économique), de telle sorte que les élections sont pour ainsi dire chaque fois faussées d'avance. Et ensuite le pouvoir est exercé par eux. Aujourd'hui on voit bien ce qu'est le pouvoir. Il ne représente pas le peuple. Le pouvoir, c'est bien plutôt les appareils des partis et les sommets de ces appareils. Et si Barre se casse la figure, c'est qu'il n'a pas d'appareil. La démocratie c'est l'auto-gouvernement, l'auto-institution, c'est-à-dire le fait que la société s'auto-organise pour changer ses institutions quand elle le juge nécessaire, sans avoir besoin de passer chaque fois par des révolutions. Dans une véritable démocratie, le travail législatif et le gouvernement appartiennent réellement aux gens concernés. Ce qui implique, de ce point de vue, non pas la suppression du pouvoir, mais la suppression de l'Etat comme appareil bureaucratique séparé de la société.

I : Qu'est-ce qui correspond, dans la contestation à l'Est, à ce type de démocratie ?

C. C. : En Hongrie en 56, c'étaient de toute évidence les conseils, qui ont même continué à fonctionner pendant des mois sous l'occupation russe, les conseils ouvriers dans les usines, ou ailleurs. En Pologne, la situation était différente. Le mouvement de Solidarité était très mélangé. Les gens avaient fait l'expérience d'une soi-disant révolution, du soi-disant socialisme, de la soi-disant collectivisation des moyens de production, d'un pseudo-changement radical ; et, par ces mouvements pendulaires qui existent toujours dans l'histoire, aussi bien au niveau des sociétés que des individus humains, on trouve maintenant beaucoup de penseurs de Solidarité qui lorgnent de l'autre côté, en affirmant que ce qu'il leur faut, c'est une république parlementaire.

Il est certain que l'expérience d'une bureaucratie économique et politique fait croire aux gens qu'il n'y a qu'à instaurer le marché libre, qu'à mettre sur pied un parlement et une constitution républicaine pour que tout aille mieux. Non pas pour arriver au paradis sur terre, car ils découvrent qu'il ne saurait exister (nous, on le savait). Ce qui ne veut pas dire qu'il ne peut y avoir de changement important de la société. L'utopie millénariste, de Marx ou des vieux anarchistes, est une chose ; l'idée que l'histoire est terminée, que l'on a trouvé enfin la forme la moins mauvaise possible de société, la société occidentale, en est une autre.

Non, l'histoire n'est pas terminée, on peut faire mieux que la société occidentale sans que cela signifie que l'on va faire le paradis sur terre. En Pologne actuellement, je crois qu'un Michnik, et d'autres, sont sur cette ligne, sans le dire toujours très franchement. En plus, ils subissent la pression de facteurs très contraignants (les divisions russes, entre autres).



1 : En effet, il y a déjà eu des projets assez ambigus en Pologne concernant la création d'une chambre syndicale dans le Parlement...

C. C. : Ce qui m'étonne c'est que les gens ne voient pas qu'à partir du moment où l'on parle de chambre parlementaire ou de chambre syndicale, on réintroduit l'essentiel de la bureaucratie, c'est-à-dire la séparation entre dirigeants et exécutants. J'étais à Budapest il y a quelques mois, et j'ai entendu le même son de cloche de la part de personnes auxquelles j'étais très lié et que j'estimais beaucoup ; j'ai été très désagréablement surpris de voir une sorte de tendance à importer la marchandise idéologique occidentale. Encore une fois, les problèmes ne sont pas faciles, et ce n'est ni toi ni moi qui pouvons les résoudre, car ils sont à la mesure de la société et d'elle seule. Supposons par exemple que l'on se débarrasse de la botte russe, pacifiquement ou comme on voudra, de Jaruzelski et même du parti ; le pays est économiquement dans un chaos terrible, les usines sont soi-disant nationalisées, il faut avoir un marché des biens de consommation, on ne peut pas rationner les gens et avoir des prix fixes. Si j'ai 10 000 zlotys par mois et que je veux claquer mes 10 000 zlotys en achetant des disques de Bach ou de Madonna, c'est mon droit. On ne me dira pas : « non, Monsieur, vous avez droit à un quart de disques de Bach par an ». C'est donc un premier problème. Mais le problème de l'organisation de la production est encore plus considérable. Ce que j'aurais à dire aux Polonais, c'est qu'il faut une gestion ouvrière de la production, la gestion de la production par des conseils de travailleurs, formés non seulement par des ouvriers manuels, mais par tout le personnel des usines ; puis une coordination des conseils etc. Soit une véritable socialisation de la production, qui doit d'ailleurs aller de pair, pour tout ce qui n'est pas grandes entreprises, avec la suppression de toute collectivisation forcée. Si les paysans veulent sortir des coopératives, c'est leur droit : s'ils veulent former des coopératives, tant mieux. Mais tout cela engendre des problèmes considérables. Les questions se posent dans des termes proches pour la Hongrie. Je ne mentionne pas la Roumanie, car là, c'est la catastrophe.

I : Si on considère les mouvements sociaux à l'Est, les pratiques sociales, collectives, qui apparaissent à tel ou tel moment, que ce soit en Pologne ou en Hongrie, ou même en Russie pour certains mouvements, on découvre une adéquation assez impressionnante entre la démocratie directe telle que tu viens de la définir, et la pratique de ces mouvements. En revanche, dès lors qu'il y a politisation, c'est-à-dire élaboration d'un projet à prétention globale, et que des éléments idéologiques également globalisants interviennent, cela tourne assez court. Cela aboutit bien souvent à un sous-produit de ce qui est courant en Occident, et ce indépendamment des phénomènes d'imitation. On constate un sérieux problème quant à l'aboutissement politique des perspectives démocratiques dans ces pays. On n'a jamais posé la perspective démocratique en termes de prolongement politique, théorique, des mouvements sociaux « réellement existants ». Il n'y a pas encore une école ou un courant de pensée à même de relever cet aspect original de la dynamique contestataire à l'Est. Il existe des acquis sur le plan des méthodes et des formes d'organisation mais pas au niveau théorique. On le voit par exemple avec l'école de Budapest, composée de gens très forts, très costauds, qui, dès qu'ils théorisent, s'alignent en fait sur les courants occidentaux et participent alors de ces courants. Mais ils ne théorisent pas les pratiques existant dans leur pays...

C. C. : Je suis tout à fait d'accord avec ton diagnostic. Il m'est arrivé du reste de m'opposer à des gens de l'école de Budapest, plus précisément lorsqu'ils ont écrit sur 1956, lors du 30^e anniversaire, critiquant ce que je disais en 1956 et en 1976 à ce sujet ; c'est à dire que la Hongrie avait montré la voie avec les conseils et tout le reste. Ils ne voulaient pas de ça. Ce sont des intellectuels qui tentent de théoriser, de rationaliser, d'idéologiser tout cela, mais ils retombent dans les schémas de la prétendue philosophie politique occidentale, avec quelques ajouts. Par exemple : toute tentative de changement radical de la société aboutit inéluctablement au totalitarisme. C'est la chanson qu'on entend maintenant à satiété : j'en suis dégoûté.

I : Tu penses à Agnes Heller...

C. C. : Je pense un peu à Heller, je pense surtout à Kolakowski. Je trouve tout cela triste, mais je ne crois pas du tout que ce soit accidentel : c'est la pente naturelle, physiologique des intellectuels. Pour eux, encore une fois, un mouvement autonome des masses qui s'institue en forme de gouvernement, cela ne leur dit rien. C'est un chameau sous-marin, un dauphin volant, un cercle carré. Pour eux, l'histoire se résume à des noms propres et à des idées. Ce n'est jamais le mouvement des masses et les réalisations des masses. Je crois que ce travers est une infirmité professionnelle des intellectuels.

I : L'originalité de la pensée politique à l'Est réside, selon certains, dans l'importance que l'on y accorde à l'éthique au détriment du politique proprement dit...

C. C. : Je pense que cela devient aussi une sorte de compensation à l'absence de véritable pensée politique. On ne sait pas ce qu'il faut faire, mais l'éthique nous dit en tout cas qu'il est certaines choses qu'il ne faut pas faire, voilà. Dire que l'éthique prend la place du politique, c'est une ânerie sans pareil.

LES LIBERTAIRES FACE AU RENOUVEAU LIBERAL A L'EST

« Les libéraux d'une nation de garçons coiffeurs seront toujours plus garçons coiffeurs que libéraux » concluent Pierre Kende et Jacques Rupnik dans l'article d'introduction au dossier consacré par la revue *L'Autre Europe* (n° 15-16) au renouveau libéral à l'Est. Cette paraphrase, d'un goût douteux, a le mérite de signaler les limites de l'essor du libéralisme dans cette région du monde : « l'absence de structures et d'assises sociales porteuses ». « On ne fait pas du libéralisme seulement avec les chauffeurs de taxi et les patrons de restaurant » précisent-ils en citant des travaux de sociologues hongrois sur « le nouvel individualisme ou l'embourgeoisement ».

L'autre mérite de P. Kende et J. Rupnik est de ne pas contourner la difficulté dans leur exposé qui fait figure, par certains aspects, également de plaidoyer en faveur des idées libérales. Les partisans de celles-ci se définissent par leur attachement aussi bien à l'Etat de droit (nous y reviendrons) qu'au marché intégral, dans l'acception de l'école de Vienne et de Chicago, de von Hayek et de Milton Friedman. La confusion qui règne autour du libéralisme et alimente, à l'Est plus qu'ailleurs, sa bonne presse est ainsi partiellement dissipée par les mises au point que les auteurs sont amenés à faire. Le KOR polonais et la SZETA (l'association hongroise d'aide aux pauvres) procédaient d'une certaine idée de la justice sociale et le syndicalisme de type *Solidarnosc* était « d'inspiration chrétienne sociale plutôt que libérale », écrivent-ils, tandis que pour von Hayek « la société civile, la rationalité économique, c'est le marché et non nécessairement la justice ». Puis, ils font remarquer que « l'introduction du marché menace, bien entendu d'abord, la nomenklatura, mais elle remet aussi directement en cause le contrat social tacite entre cette dernière et la classe ouvrière (vous faites semblant de nous payer, on fait semblant de travailler) : la marge de liberté que représente l'introduction du marché est proportionnelle à la marge d'insécurité qu'elle implique pour le marché du travail et les revenus. D'où un réflexe conservateur... » « Il serait erroné de penser que partisans et adversaires du marché se divisent logiquement en fonction de leur appartenance à l'appareil d'Etat ou à la société. »

*

Mais alors qu'en est-il au juste du renouveau libéral à l'Est et surtout, pour quoi faire ? Là-dessus les auteurs se font plus vagues et plus allusifs en sorte que l'implicite joue un rôle clef dans leur argumentation.

« Les sources du renouveau du libéralisme sont : la redécouverte par la dissidence de la notion de société civile d'une part, et la redécouverte parallèle

du marché et du libéralisme pour faire face à la crise et au processus de décomposition de l'économie socialiste, d'autre part. » écrivent les auteurs pour invoquer ensuite pêle-mêle la défense des droits de l'homme (Charte 77, le KOR, etc.) et « le nouvel individualisme » (non pas des patrons de restaurants mais de l'écrivain Gyorgy Konrad), d'une part et les propos de plusieurs économistes non orthodoxes mais officiels polonais et hongrois qui proposent des solutions néolibérales, d'autre part. Quel est le lien entre la dimension juridique et la dimension économique du libéralisme ? Il n'en est question nulle part. La seule remarque consistante sur ce rapport est négative : il s'agit de l'opposition citée plus haut entre la justice sociale et la rationalité économique de von Hayek. Par conséquent, libre à chacun de choisir selon ses goûts et ses intérêts, puis d'imaginer, en fonction de son choix, une vision harmonieuse de l'ensemble. Aux généreux de défendre les droits de l'homme, et aux ingénieux d'élaborer des programmes économiques supposés efficaces. Et à condition, vraisemblablement, que les premiers soient compréhensifs à l'égard des programmes des seconds et que ceux-ci sachent se montrer charitables. Un seul absent de ce scénario pourtant très ouvert : le mouvement social. Apparemment on ne se donne même pas la peine d'en récupérer des bribes ou d'en inventer un pour la circonstance : il n'est même pas convié. En fait, à bien réfléchir, les régiments politiques, quelle que soit leur idéologie, peuvent se passer des mouvements sociaux et d'ailleurs s'en réjouissent et en font, pour la plupart, un point d'honneur. Seulement, il y a des « accidents »... et là, il faut faire avec. Et quelle sera l'attitude des libéraux devant une extrémité pareille ? On ne trouve aucune précision là-dessus.

*

Dans son récit sur la déportation des familles moldaves en 1949, publié l'an dernier en URSS (ce fut l'un des événements littéraires de la glasnost) Iossif Guerassimov décrit une scène émouvante : passant outre le fatalisme résigné de son mari (« — C'est Dieu qui l'a voulu »), une paysane s'exclame devant le commissaire politique et les soldats venus les arrêter : « — Et le jugement... » Etait-elle partisane de l'Etat de droit ? Pourquoi pas ? Mais pourquoi pas aussi libérale, si les libéraux veulent bien s'en réclamer. C'est un peu la filiation que l'on nous suggère entre le libéralisme et les droits de l'homme ou la société civile.

Bien qu'allusive cette opération de récupération libérale est aisément repérable. Encore faut-il, et ce n'est pas le cas de tout le monde, connaître l'histoire récente de l'opposition à l'Est. Plusieurs observations s'imposent, ne serait-ce qu'en raison du fait que, en tant que libertaires, nous soutenons et participons aux luttes pour le respect des droits de l'homme et nous nous référons à la société civile.

Des anciens marxistes (de tous bords : anciens communistes, marxistes critiques, trotskistes, marxisants sans ou anti-parti, etc.) ont joué un rôle considérable au début des revendications de type droits de l'homme : au sein de la dissidence en URSS (Grigorenko, Pliouchtch...) lors de l'apparition de la Charte 77 (qui a pris en quelque sorte le relais de l'Opposition socialiste des anciens partisans de Dubcek) ou de ce que l'on appelle depuis quelques années

l'Opposition démocratique en Hongrie (dont certains fondateurs sont des anciens de l'École de Budapest). Il serait ridicule d'attribuer, de près ou de loin, la paternité de ces mouvements à la redécouverte par des anciens marxistes des vertus de l'État de droit, et eux-mêmes ne se sont jamais aventurés à le faire. D'abord parce qu'ils étaient minoritaires (la plupart des militants pour les droits de l'homme ne partageant pas d'idéologie politique spécifique), et parce qu'ils ne participaient pas au mouvement et ne s'en réclamaient pas en tant que marxistes. Ensuite, il faut rappeler pourquoi les revendications pour la défense des droits de l'homme ont pu être exprimées, malgré la répression, à partir de la fin des années 60 dans les pays du socialisme réel : en raison du comportement héroïque d'un certain nombre de personnes, et au prix d'importants sacrifices, certes, mais aussi dans la mesure où les régimes communistes post-staliniens ont été contraints par leurs propres contradictions internes et le rapport de forces international (les Accords de Helsinki), à laisser s'exprimer les revendications de type droits de l'homme (ce qui était inconcevable pendant la période stalinienne) quitte à les réprimer durement par la suite. Cela étant, la plupart des opposants et dissidents qui se réfèrent au marxisme ont cessé de le faire notamment à la fin des années 70. En général, sur des positions critiques à l'égard des rapports entre le marxisme et l'étatisme et, plus rarement, dans la perspective d'une critique libérale dans l'acception complète du mot. Dans certains cas, l'opportunisme politique et les phénomènes de mode universitaire ne sont pas à exclure. Toujours est-il que cette évolution a créé un vide idéologique et que ceux qui voudraient l'occuper sont nombreux : y compris au nom de la mort des idéologies, comme semble être le cas des adeptes du libéralisme.

La notion de société civile doit son retentissement au relais médiatique et présentait au départ l'avantage de nommer, sans doute de manière approximative, une situation exceptionnelle, y compris pour ceux qui étaient directement impliqués, la Pologne de 1980. Dès lors que l'on s'éloigne de ce moment historique (plus précisément, des phénomènes immédiatement précurseurs et des formes de résistance à l'état de guerre) et de ce pays ou que l'on s'y réfère en marginalisant le rôle du mouvement Solidarnosc, tous les dévoiements deviennent possibles. *La Société retrouvée*, nous annonce Patrick Michel dans un récent ouvrage portant ce titre, grâce à l'Eglise ! En Tchécoslovaquie, Hongrie et Pologne l'Eglise serait en train de jouer un rôle déterminant dans le « processus de reconstitution et d'émancipation de la société civile » et la religion serait devenue ces dernières années « vecteur de désaliénation, de détotalisation et de désoviétisation ». Qu'est-ce qui empêcherait donc les libéraux, qui en l'occurrence ne se réclament pas de Solidarnosc, ni de l'Eglise, de s'autoproclamer à leur tour représentants de la société civile ? Bientôt entendra-t-on peut-être les fractions éclairées du parti-Etat parler au nom de la société civile à l'Est. En plus petit et plus mesquin nous avons aussi en France un exemple de dévoiement de la notion de société civile : les candidats présentés par les socialistes aux élections et ensuite à des postes ministériels, bien qu'ils ne fassent pas partie du PS, pompeusement qualifiés de « représentants de la société civile ».

Le souci doctrinaire ne joue qu'un rôle périphérique dans l'attention que nous accordons au renouveau libéral à l'Est. Sur cette question nous renvoyons le lecteur aux déclarations des libertaires de Gdansk sur le libéralisme et le

totalitarisme communiste (cf. *Izток*, n°12, pp. 10-14). Tout au plus pourrions-nous rappeler deux choses. Primo, si nous sommes antiétatistes c'est aussi parce que l'Etat de droit cesse subitement d'être « de droit » lorsque le pouvoir économique et politique qu'il représente ou qu'il détient est remis en question ; et il ne lésine pas sur les moyens lorsqu'il se sent menacé par un mouvement social autonome. Que le pouvoir communiste et les hiérarchies sur lesquelles il s'appuie n'arrivent même pas à se doter d'un semblant d'Etat de droit et cumulent les abus depuis des décennies sur le dos de ceux qui osent se révolter est une chose. Prétendre que l'instauration d'un hypothétique Etat de droit serait la solution des problèmes de la population à l'Est, en est une autre. Antiétatistes, nous ne trouvons nullement contradictoire avec nos convictions le fait d'exiger, à l'instar de la paysanne de Guerassimov et de bien d'autres, l'application du droit lorsque la situation le réclame. Ni de participer et soutenir le combat pour le respect des droits de l'homme partout où ils sont bafoués. Secundo : nous sommes favorables à la socialisation des moyens de production, des services, de l'école, etc. et par conséquent nous n'avons pas à nous prononcer, en attendant, pour ou contre le maintien des nationalisations ou l'introduction du secteur privé. Nous nous contentons d'essayer de fournir aux gens des éléments critiques pouvant leur faire faire l'économie d'illusions inutiles sur une solution plutôt qu'une autre. Pour nous, libertaires des années 80, la socialisation ne saurait signifier l'application d'un quelconque programme élaboré par un groupe d'experts aussi estimables soient-ils, ou par une avant-garde politique quelque soit son orientation et aussi plébiscitée soit-elle, mais la résultante d'une dynamique ouvrière et sociétaria généralisée, suffisamment mûre et active pour préserver son autonomie. Malgré ses carences et ses échecs, puis sa défaite, l'expérience de Solidarnosc demeure à l'Est la principale référence historique qui puisse nous permettre de concevoir une telle dynamique.

*

L'intérêt que nous accordons au renouveau libéral à l'Est porte avant tout sur ses conséquences dans la conjoncture politique actuelle et sur l'interrogation qui en découle quant au rôle de l'opposition et à ses formes de manifestation.

L'impact du raisonnement et des arguments libéraux à l'Est (et à propos de l'Est) s'explique en grande partie par la défaite provisoire du mouvement social en Pologne, l'absence de mouvements similaires significatifs dans les autres pays et le relatif essoufflement des mouvements pour les droits de l'homme et démocratiques dû à des raisons très diverses : dans le cas roumain, par exemple, la répression anéantit ce genre de mouvements alors que dans un pays comme la Hongrie le gouvernement les tolère pour mieux les circonscrire¹. Mais la percée libérale risque à son tour d'accentuer cette défaite et cet essoufflement. Et le danger potentiel est que le pôle libéral ne se transforme, de facteur de démobilisation en facteur de collaboration. Il ne s'agit que d'une supposition mais on ne saurait ne pas en tenir compte. Les régimes occidentaux sont incontestablement le modèle des partisans du libéralisme à l'Est qui, politiquement, s'apparentent à la droite moderne, plutôt laïque, parfois social-démocrate. Dans la configuration actuelle internationale la mise en place d'un tel modèle à l'Est est exclue. Par ailleurs, et c'est le mérite de P. Kende et J. Rупnik de le rappeler, il

n'y a pas (et il n'y a pas eu par le passé, non plus) une véritable base sociale pour le libéralisme dans la plupart des pays de l'Est. En bons pragmatiques, les libéraux le savent et on peut imaginer qu'ils ne sont pas disposés à se contenter d'une telle impasse. Les ouvertures de Gorbatchev risquent de susciter, d'avantage en Europe centrale qu'en URSS, l'intérêt des libéraux. Voici, en guise de conclusion provisoire, le propos d'un des chefs de file du libéralisme polonais, Miroslaw Dzielski, rapporté par P. Kende et J. Rupnik qui rappellent en le présentant la contradiction entre son obéissance catholique et son crédo libéral : « Il faut saisir l'opportunité offerte par le "moment Gorbatchev" pour "civiliser", européaniser la Russie elle-même grâce à l'introduction du marché. Il faut que les dirigeants russes comprennent qu'une Pologne faible, en décomposition est un fardeau et un danger : la crise ne fera que perpétuer le risque d'explosions ouvrières et le mythe insurrectionnel antirusse. Une Pologne de marché serait une Pologne plus stable, donc un voisin plus tolérable.

Certes, la Pologne de Jaruzelski et la Russie de Gorbatchev resteront des régimes forts : mais il s'agit d'opérer le glissement du post-totalitarisme à un autoritarisme banal. Le militaire, ni même le policier, ne sont pas les adversaires principaux du marché libre. Le bureaucrate, le "nomenklaturiste", voilà l'ennemi ! »

*

Critiquer la droite (et une certaine gauche) libérale qui prône aujourd'hui ouvertement la privatisation ne signifie guère rallier les positions de l'autre gauche, celle qui hier encore bloquait dans le monde du travail tout soutien effectif au mouvement ouvrier est-européen au nom de la défense des « acquis du socialisme » et voyait dans chaque insurrection, grève ou manifestation ouvrière l'amorce d'une restauration du capitalisme, du rétablissement de la propriété privée, etc. Les anarchistes n'ont ni à se réjouir ni à déplorer le renouveau des uns et la perte de vitesse des autres. Ils doivent en revanche tenir compte de ce renversement et surtout du fait qu'il correspond aussi à l'évolution du système communiste dont les maîtres tentent, notamment depuis Gorbatchev, de consolider leur pouvoir et d'élargir leurs assises par le biais d'une restructuration de l'économie et moyennant certaines concessions telle que la transparence dont ils sont pour l'instant les principaux bénéficiaires.

Enfin, la poussée libérale à l'Est ne doit pas être surestimée : la droite traditionnelle, réactionnaire, archaïque demeure potentiellement hégémonique. Elle aussi est antilibérale... Evidemment pas pour les mêmes raisons. Nous y reviendrons.

Collectif Iztok

1) « l'idée d'autogestion semble être en grande partie abandonnée. Pour deux raisons : l'affermissement du courant libéral d'une part, et le pessimisme quant aux possibilités d'influer sur l'organisation de la production dans le secteur de l'économie de l'Etat, de l'autre. » écrit Alexandre Smolar dans une étude sur l'opposition polonaise depuis le 13 décembre 1981 à paraître dans la série « Les crises des systèmes de type soviétique ». On peut se procurer ces études, en français, en écrivant à Index e. V., Postfach 410511, 5000 Köln 41 (R.F.A.).

LANGUE DE BOIS le bricolage sandiniste

Qu'en est-il du discours politique au Nicaragua ? Entendons-nous bien : celui qui se propose de faire accepter, connaître et fonctionner les institutions du régime actuel. La lecture de *Barricada*, l'organe du FSLN, est aussi édifiante que celle de *Granma* ou de la *Pravda*. Il en va de même de l'ensemble de la production éditoriale légale ou des titres disponibles dans les librairies et les bibliothèques du pays. Plus naïves, plus insolites et, dans le contexte des pressions nord-américaines, plus pathétiques, les peintures et les inscriptions murales, les exhortations des sermons de l'Eglise populaire et de la salsa vouée à la « conscientisation » comportent souvent des touches et des accents attachants. Mais pas déroutants : à y regarder de plus près, les registres pictural et musical se font l'écho d'un même phénomène, visible dans le domaine écrit : la langue de bois dans la plus pure tradition des périodes héroïques-totalitaires des pays du socialisme réel. Dans les pages qui suivent nous proposons une illustration et une brève analyse de ce phénomène à partir d'un dictionnaire politique nicaraguayen dont la première édition remonte au lendemain de la victoire de la révolution anti-somoziste et de l'instauration de l'actuel régime.

Le Diccionario politico, filosofico popular ABC, 40 p., format 21 x 16 cm, est paru à Managua, aux éditions Monimbo. Expressément destiné aux brigades chargées de l'alphabétisation, cet ouvrage a dû connaître une diffusion considérable puisque la 2^e édition est de janvier 1980, et que la 3^e édition, celle dont nous disposons, est également de 1980, le mois n'est pas précisé. Sur la page de titre Jorge Detrinidad Martinez figure comme auteur alors que dans la fiche bibliographique, page 39, il est présenté comme compilateur. Précisons que cet ouvrage a été édité avant le déclenchement de la guerre civile par la Contra. Voici la traduction, aussi fidèle que possible, donc respectant les lourdeurs du texte espagnol, de 19 des 258 articles du dictionnaire.

DEFAITISME : synonyme d'indolence. Tendance à abandonner sans lutter ce que l'on possède ou ce qui (nous) correspond.

ABANDONNER : laisser, délaissé une personne ou une cause. Abandonner un mouvement. Ne pas obéir à une discipline ou ne pas en tenir compte. Délaissé un projet ou un travail déjà entrepris. Se laisser dominer par des sentiments, des préjugés ou des passions. Négliger des travaux importants, indolence. L'individu qui ne veut pas travailler est

un abandonné, un fainéant, un nonchalant, un sale, un crasseux, un noceur, un vicieux, un lumpen-prolétaire.

ACTION DIRECTE : tactique qui consiste dans le fait d'impulser, pour affronter toute situation et à tout moment, des formes extrêmes de lutte généralement liées au terrorisme politique, à la grève révolutionnaire ou à l'insurrection armée immédiate. Est fondée sur une manière arbitraire et mécanique d'envisager les phénomènes sociaux,

une manière qui sous-estime et esquivé l'analyse des conditions existantes et le degré de préparation des forces sociales qui participent à la lutte.

ANARCHO-SYNDICALISME : courant petit-bourgeois au sein du mouvement syndical surgi à la fin du XIX^e siècle sous l'influence de la politique et l'idéologie anarchistes. Considère les syndicats comme la plus haute et la seule organisation du prolétariat et préconise diverses formes de lutte économique, etc. Rejette la lutte politique, nie la nécessité d'un parti prolétarien indépendant et de la dictature du prolétariat. Conformément à son optique erronée, la nouvelle société pourrait être créée par les syndicats qui se chargeraient des moyens de production et dirigeraient sans que le prolétariat s'empare du pouvoir politique d'Etat.

ANARCHISME : doctrine politique (utopique) qui a comme objectif l'évolution humaine, une société sans Etat dans laquelle l'équité serait la loi unique des êtres humains. Attitude politique destructrice de l'autorité et subversive à l'égard de l'ordre social. Dépourvue du sens du processus évolutif de l'humanité (voir **UTOPIE**).

ANARCHISTE : militant qui professe l'anarchisme, qui encourage le désordre ou désire l'anarchie. Propre à l'anarchisme, le désordre.

ANARCHIE : absence de tout gouvernement dans un Etat. Désordre, confusion, désarroi, pagaille dans les choses régies par l'ordre et la sélection par type, catégorie et nature.

ANARCHIE : au sens littéral, absence de gouvernement, d'autorité. Arbitraire, indiscipline, désordre. Anarchie de la production : la forme dans laquelle se développe la production, par la contradiction irréconciliable entre le caractère social de la production et la forme capitaliste privée de l'appropriation. Conduit inévitablement aux crises périodiques de surproduction, au chômage, à l'appauvrissement du prolétariat et à un antagonisme aigu entre le travail et le capital.

ANARCHISME : courant politico-social surgi au milieu du XIX^e siècle qui prône la suppression immédiate de tout pouvoir étatique. Exprime les états d'âme des petits propriétaires et artisans ruinés, des couches arriérées de la classe ouvrière et des éléments déclassés, bien que ses porte-parole soient en général des intellectuels petits-bourgeois. En invoquant sans cesse la liberté et les droits illimités de l'individu, l'anarchisme considère que l'Etat est le seul coupable de tous les maux sociaux. S'oppose à la lutte organisée, politique, de la classe ouvrière et au rôle dirigeant de son parti indépendant. Cultive le spontanéisme et la terreur individuelle. Déploie une nocive propagande anti-communiste et anti-soviétique qui tend à diviser et à désorganiser les files du prolétariat et à opposer à d'autres secteurs. Rejette également la dictature du prolétariat, instrument indispensable dans la période de transition du capitalisme au socialisme pour liquider les antagonismes sociaux et pour parvenir à la phase communiste, sans classes. L'anarchisme a conservé une influence en Argen-

tine dans certains secteurs intellectuels d'artisans et d'ouvriers jusqu'en 1920.

ANTICLERICALISME : position qui combat l'accentuation du rôle du clergé dans les questions politiques qui sont étrangères à sa fonction. Il faut distinguer entre ceux qui prennent en considération les tendances progressistes qui surgissent dans l'Eglise et cherchent le contact avec elles dans la lutte commune pour les libertés démocratiques, le bien-être populaire et la paix, et ceux qui attaquent en bloc l'Eglise et le clergé.

ANTIMILITARISME : position contraire au militarisme qui se définit à la suite du fait que les secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie utilisent l'appareil militaire dans leurs guerres d'agressions et dans la lutte contre les mouvements populaires progressistes et de libération. La lutte antimilitariste se concentre aujourd'hui contre l'impérialisme yankee qui a fait des USA un Etat militaropolicier, le plus grand exploiteur et gendarme du monde, la principale menace pour une nouvelle guerre mondiale à force d'encourager les courants militaristes réactionnaires dans les pays soumis à sa politique. Certains courants antimilitaristes nient en bloc et en général le rôle progressiste de certains secteurs des forces armées. Ils ne voient pas que ces secteurs existent et se manifestent de plus en plus clairement, notamment dans les pays dépendants et colonisés. Ils ne tiennent pas compte, non plus, de la nécessité de maintenir et de consolider les forces armées dans les pays libérés et socialistes et ne reconnaissent pas toutes les méthodes (y compris non pacifiques) de lutte contre l'impérialisme.

ANTISEMITISME : hostilité à l'égard des juifs et de tout ce qui est de cette origine. Constitue une des formes extrêmes du chauvinisme raciste et du nationalisme bourgeois. Se manifeste dans la limitation des droits civils, dans l'isolement et la discrimination, dans l'exil et l'extermination massive. Les cercles réactionnaires l'utilisent à des fins politiques et de classe. En Union soviétique et dans les autres pays socialistes il n'y a pas de terrain social pour l'antisémitisme et le prêche de toute forme de discorde et de haine nationale est puni sévèrement par les lois.

AUTOGESTION SOCIALE : forme d'organisation et de direction de la société dans le communisme qui résulte naturellement du perfectionnement et du développement de la démocratie socialiste. On y parvient lorsque la nécessité d'un appareil étatique spécifique disparaît en raison d'une incorporation de plus en plus ample des masses populaires à la direction de la production et aux affaires sociales. Petit à petit diminue également la nécessité de la coercition, un des éléments essentiels de tout Etat. L'extinction progressive de l'Etat ne signifie pas que dans l'avenir il n'y aura plus aucun organe de direction ; il sera toujours nécessaire d'orienter la production sociale et d'autres affaires. Les organismes sociaux de l'autogestion se chargent de cette orientation à la place des bureaux de l'Etat. En URSS on a actuellement réalisé

des pas décisifs vers l'autogestion sociale. De nombreux organismes populaires de ce type existent déjà en URSS et travaillent régulièrement ; ils assument un rôle croissant et remplacent les fonctions de l'appareil d'Etat.

AVANT-GARDE : organisation qui regroupe la partie la plus représentative d'une classe, qui exprime les intérêts ou les objectifs de cette classe et qui dirige la lutte pour leur réalisation. Les classes exploitées doivent avoir une avant-garde qui soit l'organisation à même de les conduire à une libération définitive, dans laquelle elles puissent réaliser les objectifs qu'elles se sont proposés. Au Nicaragua, l'avant-garde des classes exploitées est le Front sandiniste de libération nationale (F.S.L.N.) qui a su conduire la lutte jusqu'au triomphe révolutionnaire du 19 juillet 1979.

EUPHEMISME : manière d'exprimer avec douceur et dignité des idées hypocrites et subtiles dont l'expression franche serait dure et vulgaire. Exemple : « l'initiative privée », « coopération avec le progrès des peuples », « parce qu'ils aiment les humbles et les pauvres ». Alors qu'en réalité les capitalistes exploitent les travailleurs. Historiquement, ils ont coopéré avec les oppresseurs.

SYNDICAT : association ou groupement constitué pour la défense des intérêts économiques, politiques et sociaux communs à tous ceux qui en font partie.

S'applique surtout aux unités ouvrières ou aux collectifs de travailleurs en lutte sociale pour un même but, à l'entité juridique formée par leurs militants dans les commissions et postes de direction et de base qui, dans une campagne unitaire de classe, plaident en faveur des revendications, des conquêtes sociales, politiques et économiques.

Camarades réunis fraternellement dans un même but et avec un même dessin, collaborant sans préjugés raciaux ou religieux, afin de matérialiser de meilleures réalisations collectives au profit du prolétariat organisé.

Le syndicat s'efforce d'élever le niveau politique, social et culturel, de favoriser l'épargne et les coopératives de consommation, de contribuer aux côtés du gouvernement révolutionnaire à l'alphabétisation, à l'accroissement et au développement du sport, au perfectionnement et à la hausse du niveau technique des méthodes de travail dans la perspective d'une meilleure augmentation de la

production nationale. Il est interdit au syndicat de propager ou de stimuler des idées nuisibles à la souveraineté nationale ou contraires à la forme républicaine et démocratique du gouvernement populaire, à l'ordre public, à la morale ou aux bonnes mœurs. Le syndicat est un organisme pour le bien-être du peuple, pour la démocratie et pour la construction d'une patrie nouvelle.

TROTSKI : s'opposait à l'alliance ouvriers-paysans et aurait pu livrer le pouvoir à la bourgeoisie. Il n'a jamais été bolchevique (révolutionnaire).

TROTSKISTE : partisan du trotskisme. Trotski : idéologue et militant politique qui apparaît lors du triomphe de la révolution russe en exposant en son sein des positions et des attitudes révisionnistes au profit de la bourgeoisie et des partis de droite (réactionnaires) de l'époque. Il a passé son temps à combattre les dirigeants et le système social triomphant du prolétariat russe inspiré par la philosophie de K. Marx et sous la direction de Lénine et du Parti socialiste russe. Trotskisme est synonyme de révisionnisme et de réactionnisme. Le trotskiste se caractérise par le fait de combattre les postulats philosophiques révolutionnaires ; il est réactionnaire par antonomase.

ULTRAGAUCHE : ce sont des groupes qui, s'arrogeant la représentation des classes exploitées, veulent accélérer le processus révolutionnaire sans passer par les étapes que ce processus doit parcourir pour réussir sa pleine consolidation, à travers des mécanismes qui ont tendance à désorienter les masses. Ce sont des éléments très négatifs pour la consolidation du processus.

UTOPIE : du grec *ou* = non » et *topos* = lieu » : un lieu qui n'existe pas. Une région ou un pays imaginaires ou inventés. Plan « idéal » de gouvernement dans lequel tout est parfaitement déterminé. Structure et conception imaginaires d'un gouvernement « idéal ». Plan ou système social alléchant et économique mais irréalisable. Système, projet ou plan qui semblent impossible à réaliser, matérialiser.

UTOPIQUE : relatif à l'utopie, « idéal » : faire des promesses et des projets comme ceux de Somoza. Imaginaire. Irréal. Non pratique. Socialisme utopique, doctrine socialiste systématique et abstraite qui s'oppose au socialisme scientifique. Utopique : celui qui croit dans des idées utopiques. Utopique : qui appartient ou est relatif à l'utopie.

L'examen de ce dictionnaire, envisagé dans son ensemble, permet trois séries de remarques. Le lecteur devra tenir compte des limites inhérentes à l'analyse qui suit. Elle procède d'un seul document, considéré comme significatif, mais qui n'a pas été confronté de manière systématique avec les autres documents de l'époque. Elle relève d'un domaine particulier, la lexicologie politique. Elle porte, plus précisément sur l'instance lexicographique de la composante sandiniste du discours politique au Nicaragua, pendant la période qui suit la chute de Somoza et précède l'intervention nord-américaine à travers la Contra.

I. Les procédés lexicographiques à l'œuvre dans les articles du dictionnaire nicaraguayen sont du même ordre que ceux utilisés depuis les années vingt en URSS et depuis la fin des années quarante dans les pays de l'Est. En voici trois, à titre d'exemple.

1) L'hypostase d'une acception accompagnée de l'escamotage d'une autre : seule la version soviétique de l'*autogestion sociale* est retenue, de manière ouvertement partisane, alors que les divers courants (indépendants et critiques à l'égard justement du modèle soviétique) qui ont mis en avant l'autogestion ces vingt dernières années sont purement et simplement ignorés.

2) L'insistance démesurément redondante, à première vue arbitraire, sur tel ou tel sens. Une redondance linguistique mais pas politique : les nombreux épithètes caractérisant « l'individu qui ne travaille pas » ne se justifient pas en tant que synonymes d'*abandonné*. Leur présence correspond à une volonté de typologisation des attitudes et catégories sociales qu'il faut désormais bannir pour des raisons politiques et non plus seulement civiques, morales ou hygiéniques.

3) L'investissement idéologique de mots traditionnellement neutres dans la conscience des locuteurs : c'est le cas avec l'exemple précédent et surtout avec *euphémisme*.

Les fonctions conférées au dictionnaire rappellent également la situation à l'Est. D'une part, il s'agit de fournir des outils notionnels et une panoplie argumentative à la conviction politique, idéologique ou sociale et, si celle-ci fait défaut, de la susciter. D'autre part, sur un plan plus pratique et dans une perspective plus pragmatique, il s'agit de faire à la fois connaître et accepter (moyennant des informations précises, des arguments assurés et des démonstrations laborieuses mais « implacables ») les nouvelles institutions d'un pays, les principes qui les sous-tendent et les légitiment ainsi que les règles qui les régissent. L'article consacré au *syndicat* est un modèle du genre. On y fait alterner envolée lyrique (« camarades réunis fraternellement... afin de matérialiser de meilleures réalisations collectives... ») et menace détaillée (« Il est interdit au syndicat de propager... »). Rien n'est négligé : ni les rappels instructifs (« la forme républicaine et démocratique du gouvernement populaire »), ni les nuances dont le lecteur devra tenir compte (c'est « au profit du prolétariat organisé » que lutte le syndicat et son but n'est pas seulement « le bien-être du peuple » mais aussi « la construction d'une patrie nouvelle »).

II. A lui seul, ce document ne nous permet pas de savoir jusqu'à quel point les buts poursuivis par l'auteur du dictionnaire ont été atteints, ni d'estimer le poids de la conviction en jeu et encore moins de déterminer sa nature, forcément complexe. Les informations dont on dispose par ailleurs, enfin, ne nous permettent pas de nous prononcer sur la question. On peut, en revanche, faire une seconde remarque corrélative de la première. Si les procédés utilisés et les buts poursuivis sont similaires, il n'en va pas de même pour le résultat : dès lors que l'on procède à une confrontation systématique, on constate que le dictionnaire sandiniste comporte toutes sortes de maladresses et d'incohérences inconcevables à l'Est. C'est la raison pour laquelle nous parlons de bricolage sandiniste.

L'éventail des maladresses est large : depuis les fautes d'espagnol proprement dites et les constructions phraséologiques à la limite de la correction (alors

que le dictionnaire veut jouer un rôle pilote dans la campagne d'alphabétisation) jusqu'aux erreurs, de détail mais flagrantes, que l'on peut relever dans le contenu des articles. Le compilateur ne peut pas se contenter de reprendre mot pour mot la version soviétique, c'est-à-dire les traductions du russe proposées par les Soviétiques eux-mêmes ou les diverses adaptations latino-américaines et cubaines en particulier. Il doit à son tour adapter et faire des choix ne serait-ce que pour des raisons d'économie rédactionnelle. Il est alors amené à en rajouter et à commettre des impairs grotesques (cf. l'association Somoza-utopie), à omettre des nuances importantes (dans la définition du syndicat on oublie de préciser son caractère « de masse ») et à procéder à des approximations historiques (cf. les articles sur *Trotski* et le *trotskisme*). Les intentions sont bonnes mais le résultat douteux. Bien qu'elle soit secondaire, la question des maladresses est révélatrice. Si elle ne se pose pas à l'Est c'est parce que l'élaboration d'un texte de ce genre est une affaire institutionnelle de première importance, politiquement contrôlée d'un bout à l'autre. Si ce dictionnaire est paru (quelques mois seulement après la victoire sandiniste d'ailleurs) avec l'aval des nouvelles autorités, il n'en émane pas directement. Il est le fait plutôt d'un individu que d'une instance partisane ou étatique et, en s'écartant visiblement de la rigueur à laquelle nous a habitué la machine lexicographique du socialisme réel, il ressemble davantage à une brochure de propagande d'inspiration soviétique, comme il y en a tant en Amérique latine.

Le choix arbitraire à première vue, incohérent, voire contradictoire des termes définis constitue l'aspect le plus original, pour le pire, de notre dictionnaire. Autrement dit, le domaine dans lequel il s'écarte de la manière la plus spectaculaire de son modèle soviétique ou est-européen. Paradoxalement, encore que nous ayons affaire à un paradoxe assez fréquent dans la logique du socialisme réel, ces contradictions s'expliquent non pas par une quelconque maladresse ou précipitation du compilateur, mais par le strict respect d'un principe clef de la lexicographie politique de type communiste : la nécessité de tenir compte dans les domaines les plus divers, y compris doctrinaux, des exigences de la conjoncture historique immédiate. Et cela, sans renoncer pour autant à la velléité de présenter une vision du monde cohérente et harmonieuse. Or dans le cas nicaraguayen ces exigences sont contradictoires.

Au Nicaragua, ce n'est pas un parti communiste mais un front de libération nationale qui a pris le pouvoir. Qui plus est, le parti communiste existant dans ce pays est un groupuscule sans impact politique majeur et le FSLN constitue une formation politique particulièrement complexe, traversée par plusieurs courants distincts. Donc, pas d'entrée pour *parti* (communiste ou pas), ni pour *front de libération*, ce qui est pour le moins inattendu dans un dictionnaire politique. Quoique bâtarde et un peu tordue, la solution retenue est conséquente. On définit le FSLN à *avant-garde* dans les termes utilisés dans le vocabulaire communiste pour définir *parti politique* et *parti communiste* : « la partie la plus représentative d'une classe ("des classes exploitées" précise-t-on plus loin) qui exprime ses intérêts et ses objectifs... » La lecture du dictionnaire dans son ensemble nous permet, cependant, d'apprendre plus de choses sur le *parti communiste*, explicitement désigné, que sur le *front* (sandiniste ou non) *de libération nationale*. Bien entendu, les renseignements fournis par les articles consacrés à *actif*, *cellule*, ou *centralisme* et *centralisme démocratique* peuvent servir également

pour la compréhension du FSLN et des institutions du jeune Etat qui est en train de se mettre en place au Nicaragua. Dans l'article sur le *centralisme démocratique* on précise par exemple que ce principe s'applique aussi à « l'appareil d'Etat socialiste, aux organismes économiques, aux syndicats et autres organisations sociales. »

C'est à la suite d'une lutte contre la dictature, donc pour la démocratie, que le FSLN a pris le pouvoir et c'est de sa participation décisive à cette lutte qu'il tire depuis, pour l'essentiel, sa légitimité. Par conséquent, pas d'entrée pour *dictature du prolétariat* dont il est pourtant question dans les articles sur le *communisme* (« La philosophie dialectique est fondée sur la réalisation de la dictature du prolétariat... ») et sur l'*anarchisme* qui « rejette aussi la dictature du prolétariat, instrument indispensable dans la période de transition du capitalisme au socialisme. » Pas d'entrée non plus pour *dictature* tout court : « Pinochet, Videla, Somoza et Strossner sont des fascistes » lit-on dans l'article sur le *national-socialisme*. Et surtout, beaucoup de précautions dans la définition de la *démocratie*. Ce mot bénéficie de trois entrées successives qui reprennent à peu de nuances près une même acception : pouvoir du peuple. Mais on n'y mentionne ni les élections ni les partis politiques. Aucune critique de la démocratie bourgeoise ou du parlementarisme, et pas la moindre allusion à la démocratie directe. En revanche un article sur la *démocratie populaire* : « Pouvoir politique du peuple, pouvoir social des ouvriers et des paysans. Exemple : la RDA... »

La social-démocratie occidentale (notamment le SPD) a apporté un soutien matériel et politique non négligeable au FSLN lors de la lutte contre Somoza et sa poursuite est précieuse pour le régime sandiniste aux yeux de l'opinion publique internationale. Résultat : aucune critique à l'égard de la *social-démocratie* qui constitue pourtant une des pièces maîtresses dans l'arsenal polémique marxiste-léniniste. Le lecteur ne saura pas non plus qu'il existe dans le monde, outre les pays socialistes dont il est si souvent question, des partis socialistes, une Internationale socialiste, etc. Le mutisme clémente à l'égard de la social-démocratie (précisons que le dictionnaire remonte à 1980) est compensé par une virulente attaque contre les *trotskistes*, dont le soutien pouvait sembler embarrassant, et l'*anarchisme*. La traduction in extenso de la version soviétique sur l'anarchisme doit être interprétée avant tout comme une tentative de stigmatiser et de criminaliser d'éventuelles tendances à l'autonomie des syndicats ou à la contestation des nouvelles institutions étatiques nicaraguayennes. A noter, au passage, que les sandinistes ont fait plus vite que Castro qui, lui, est allé, dans un premier temps, jusqu'à inviter à un congrès officiel Daniel Guérin, l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'anarchisme, ouvrages disponibles en ce temps dans certaines bibliothèques de La Havane.

III. Notre dernière remarque sera brève : tant sur le plan de l'information que de l'analyse, la réalité et la problématique historique, anthropologique, culturelle ou politique à proprement parler nicaraguayennes, centre-américaines, latino-américaines et même tiers-mondistes occupent une place réduite et marginale dans le dictionnaire dès lors que l'on exclut les messages-consignes qui relèvent de la simple pédagogie civique ou de la pure propagande. La dénonciation de l'impérialisme nord-américain est sans doute virulente et

omniprésente, mais elle ne se distingue pas de celle, en usage dans le vocabulaire soviétique et communiste depuis la guerre froide, ni par les catégories politiques utilisées ni par le registre stylistique dont elle s'inspire. La différence n'est qu'une affaire d'intensité et de fréquence. Plus haut nous avons avancé une explication sur l'absence d'une entrée pour *front de libération* (sandiniste ou non). Précisons que c'est en vain que l'on cherchera dans les autres articles, pourtant prolixes en digressions et dérapages, une quelconque tentative, même gauchère, d'explication du phénomène de front de libération dans ce qu'il comporte de nouveau et de distinct dans le tiers monde par rapport aux partis communistes traditionnels. L'expression « l'URSS et les autres pays socialistes » revient plus souvent dans le dictionnaire que l'ensemble des références aux USA. Outre Cuba, citée d'ailleurs une seule fois pour « sa glorieuse révolution socialiste » le seul pays latino-américain évoqué par le dictionnaire est l'Argentine des années vingt — dans l'article sur l'*anarchisme* — et il se trouve que ce pays est souvent cité dans les articles des encyclopédies de l'Est consacrées à l'anarchisme. Le lecteur a droit à plusieurs articles sur la révolution d'Octobre, dont un sur les *Blancs*. En revanche, pas une ligne sur la révolution mexicaine, ni sur Bolivar ou Marti. Dans le domaine doctrinaire, les masses exploitées remplacent sans aucune explication le prolétariat dès lors qu'il s'agit du Nicaragua, en sorte que les deux termes se retrouvent dans une situation de parfaite synonymie. Il n'est question qu'une seule fois du tiers monde, dans l'article sur l'*alliance ouvriers-paysans* : « Les tâches concrètes de l'alliance changent selon le régime socio-économique et les caractéristiques de chaque pays. Par exemple, les communistes du tiers monde considèrent que l'alliance ouvriers-paysans est le noyau central du front démocratique national, le moteur de l'unité du peuple... »

La colonisation espagnole ou la question indienne ne sont pas une fois évoquées alors que l'on s'attarde sur la situation de l'*antisémitisme* en URSS et dans les autres pays socialistes.

Il convient de noter que Sandino n'est pas cité non plus. Le dictionnaire date de 1980. Depuis, les autorités ont largement pallié cette carence, et d'une manière tout aussi mensongère et ubuesque que du temps de Staline.

Stalinisme naïf, défi symbolique ?...

Les trois remarques qui précèdent portent exclusivement sur les points communs et les différences entre le discours politique des pays du socialisme réel et celui émergeant au Nicaragua dans les mois qui ont suivi la chute de Somoza. Nous n'avons donc pas abordé les contradictions logiques et historiques, les pseudo-évidences, les calomnies, les effets multiples de ce que l'on appelle communément langue de bois. Aussi, nous contenterons-nous, en guise de conclusion, de faire observer que le bricolage sandiniste grossit jusqu'à la caricature les tares sus-mentionnées de la langue de bois. En effet, le discours sandiniste est plus proche souvent des tournures staliniennes des années cinquante que des variantes actuelles de la langue de bois en URSS, dans les pays de l'Est ou en Chine. Le régime sandiniste n'étant qu'à ses débuts, on peut considérer qu'il traverse une étape ou une phase déjà dépassée, consommée à l'Est. Non seulement trop générale, cette explication du décalage présente

l'inconvénient de ne pas rendre compte du succès, relatif mais incontestable, des méthodes et des dispositifs — institutionnels comme discursifs — sandinistes dans un contexte géo-historique hostile. Il faut tenir compte d'au moins deux phénomènes que nous évoquerons, à titre indicatif.

Peu connu et rarement étudié dans sa spécificité et complexité, le populisme latino-américain semble trouver, depuis les années soixante, dans la clarté des formules marxiste-léninistes un excellent moyen d'expression et de réalisation. Il alimente ce que l'on pourrait appeler un « stalinisme naïf » d'autant plus redoutable qu'il consiste en un déroutant mélange de générosité et d'authenticité dans la plus pure tradition populiste et de cynisme de type communiste. L'impact de ce stalinisme naïf, indépendamment même du mouvement communiste organisé, est considérable en Amérique latine : en ce sens, notre dictionnaire répond sans doute à une attente.

La surenchère pro-soviétique dans un pays comme le Nicaragua peut être interprétée aussi comme un immense défi symbolique lancé à l'encontre d'un autre défi, également symbolique, tout aussi primaire et nettement plus redoutable : celui des tout-puissants Etats-Unis. Certes, les dirigeants sandinistes ou castristes tirent profit de leur engagement pro-soviétique : les avantages diplomatiques et les contreparties économiques ne sont pas négligeables tandis que les méthodes de gestion et de contrôle de type soviétique de la société ont largement fait leurs preuves. Il n'en demeure pas moins que le champ du symbolique est suffisamment autonome pour que les déterminismes conjoncturels et structurels évoqués n'entament guère son influence. Par conséquent, la valorisation coûte que coûte du système soviétique, dont la démonisation systématique constitue justement le fer de lance de la propagande nord-américaine, ne peut rencontrer qu'un écho favorable auprès d'un public fortement marqué par les méfaits de l'impérialisme nord-américain.

Post-scriptum

En tant que libertaires, ou plutôt en tant qu'anarchistes puisque le mot libertaire est couramment employé par les sandinistes comme adjectif dérivé de liberté et nullement par opposition à « autoritaire », nous ne saurons, à mon avis, nous en tenir à la simple indignation devant la façon dont nos références, notre démarche et notre crédo sont malmenés et calomniés. Ces calomnies font partie d'un tout, indissociable. Un tout « idéologique », « politique », pourrait-on nous rétorquer, alors que la guerre livrée par les USA à travers la Contra rend l'enjeu nicaraguayen nettement plus complexe et plus dramatique. Certes, mais n'oublions pas le poids et la fonction de l'idéologie et du discours politique dans un régime comme celui en place au Nicaragua : le dictionnaire examiné ici constitue une des principales références politiques des nombreux cadres de l'Etat sandiniste et animateurs des CDS formés lors de la campagne d'alphabétisation, pendant la période 1979-1981. N'oublions pas, non plus, que cette idéologie et ce discours politique relèvent explicitement de par leur contenu, leurs procédés et leurs velléités de l'étatisme autoritaire à dérives totalitaires.

Nicolas Trifon

MILITAIRES CONTRE ALTERNATIFS

le procès de Ljubljana

Il y a deux ans, un procès politique spectaculaire se tenait à Belgrade¹. Parmi les accusés se trouvaient les leaders du mouvement de 1968 en Yougoslavie. Cet été, c'est devant un tribunal militaire que comparaissent les animateurs du mouvement alternatif slovène. L'affaire est exemplaire par la mobilisation populaire sans précédent qu'elle a provoquée en Slovénie. Mais elle l'est aussi par le rôle que l'on y voit tenir par l'armée.

Depuis que la Slovénie connaît un processus de démocratisation, un certain nombre d'initiatives alternatives et de textes publiés par la presse de jeunesse slovène provoque épisodiquement la colère des « durs » du parti, des autorités fédérales ou de l'armée. Cette dernière, après avoir déjà condamné dans le passé la campagne en faveur de l'objection de conscience, s'est sentie « attaquée » dans un certain nombre d'articles publiés cette année par *Mladina* (La Jeunesse, organe de l'Union de la jeunesse socialiste de Slovénie — UJSS — tiré à 70 000 exemplaires). Il s'agissait principalement, d'une part, d'un feuilleton consacré à la villa que le ministre de la Défense Mamula s'était fait construire par les conscrits et, d'autre part, d'une série d'articles sur la vente d'armes par la Yougoslavie aux pays du tiers monde et en particulier à l'Ethiopie en guerre en Erythrée².

La contre-attaque a d'abord été menée dans les journaux, de préférence ceux des autres républiques. De nombreux articles vantaient l'armée populaire qui « a toujours partagé le sort du peuple » et fustigeaient les « attaques » de ceux qui « voudraient enfermer l'armée dans ses casernes ». Or « née du peuple et de sa révolution, elle fait partie intégrante de la société et du système socialiste autogestionnaire et ne peut en être séparée. » Conclusion : les articles de *Mladina* relevaient de l'« activité contre-révolutionnaire » et d'une « forme de guerre spéciale ».

En mars, Franci Zavrl, directeur de la publication de *Mladina*, a été inculpé pour des articles traitant du voyage que Mamula avait effectué en Ethiopie. Le procès a finalement été ajourné sine die mais des centaines de personnes s'étaient réunies devant le tribunal le jour de l'audience.

Ce rassemblement aurait beaucoup surpris en haut lieu et aurait provoqué une réunion du Conseil militaire fédéral. On y aurait soulevé la question de la capacité des autorités slovènes à contrôler la situation qui résulterait d'une éventuelle arrestation des intellectuels coupables d'avoir

écrit contre l'armée. L'armée serait prête à apporter son aide. Le commandant du district militaire de Ljubljana a contacté le chef de la police slovène pour lui poser la question. Averti par ce dernier, Kučan, le président du comité central de la Ligue des communistes de Slovénie est alors intervenu de manière très décidée devant le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, s'opposant à toute tentative extérieure de « résoudre » la situation politique en Slovénie. Toutes ces réunions se sont tenues à huis clos, mais la transcription du discours de Kučan a circulé clandestinement, alimentant les rumeurs sur la possibilité d'une intervention militaire en Slovénie. D'autres rumeurs ont fait état d'une longue liste de personnes à arrêter. La situation est devenue telle que les hommes politiques se sont sentis obligés de démentir publiquement la préparation d'un coup d'Etat militaire. La revue *Mladina* a essayé de publier un document sur ce qu'elle a appelé la « nuit des longs couteaux » mais elle fut contrainte de le retirer.

La Slovénie est encore sous le choc, lorsque le 31 mai la police arrête Janez Janša sur ordre du procureur militaire. Elle prétend avoir découvert chez lui un document militaire top secret. Janez Janša, pacifiste connu, spécialiste des questions militaires, a publié un grand nombre de textes dans des revues telle que *Mladina*. Il est aussi candidat à la présidence de l'UJSS. Cette arrestation est annoncée le jour même par les médias de jeunesse dans un appel à l'opinion publique et aux responsables politiques. La nouvelle suscite un émoi considérable et dès le lendemain on publie lettres et déclarations : ainsi, 88 intellectuels dénoncent cette arrestation « ressentie par nous comme destinée à semer la peur ». Une pétition est établie demandant une libération immédiate, permettant éventuellement une comparution en prévenu libre, une information complète sur la procédure et des prises de position claires de la part des différentes instances dirigeantes. Un Comité pour la défense de Janez Janša est créé, rebaptisé ensuite Comité pour la défense des droits de l'homme. En effet, quelques jours plus tard, on apprend l'arrestation (survenue le même jour que celle de Janez) du sous-officier Ivan Borštnar et celle de David Tasič membre de la rédaction de *Mladina*, le 4 juin. Le Comité est reçu par les autorités slovènes et leur demande d'intervenir auprès des autorités fédérales. Si les autorités slovènes semblent avoir du mal à se faire comprendre des autorités fédérales, elles ne s'entendent pas du tout avec l'armée, ou du moins telle est l'image donnée au public. En effet, le 14 juin le général Tominc (également slovène) attaque durement la politique slovène et le Comité et se plaint d'agressions dont seraient victimes les militaires en Slovénie. Le soir même dans le journal télévisé, Stanovnik président de la république de Slovénie déclare « dans l'intervention de Tominc il y a autant d'inexactitudes que de phrases prononcées ». Zakelj, un dirigeant slovène de l'organisation de masse regrette « l'ingérence de l'armée dans la vie politique yougoslave » et rappelle les interventions militaires en Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne « pour protéger les intérêts de la bureaucratie dirigeante ».

Le 21 juin le Comité organise une « manifestation culturelle » sur une grande place de Ljubljana ; 30 000 personnes (pour une ville de 200 000

habitants) viennent assister à un grand concert entrecoupé par la lecture des lettres de solidarité venues de toute la Slovénie, mais aussi du reste de la Yougoslavie et de l'étranger, notamment des pays de l'Est. Après le concert, une petite manifestation spontanée se dirige, sans incidents, vers la prison militaire.

Lorsque l'acte d'accusation est publié, on apprend qu'une quatrième personne sera sur le banc des accusés : Franci Zavrl. Selon cet acte d'accusation les choses sont très simples : l'adjudant I. Borštner aurait photocopié un document top secret et l'aurait remis à D. Tasić qui l'aurait remis à F. Zavrl qui l'aurait remis à J. Janša qui aurait eu l'intention de s'en servir pour ses articles. Ils risquent jusqu'à 15 ans de prison pour divulgation de secrets militaires.

A la veille du procès qui commence le 18 juillet et se termine le 27, le Comité a recueilli 67 633 signatures individuelles et 500 signatures collectives ou institutionnelles (cellules du parti et de l'UJSS, sections syndicales, revues, etc.). Devant le tribunal il y a chaque jour plus de monde, tous âges et toutes classes confondus : étudiants, intellectuels, ouvriers, paysans, punks, anciens combattants... sont là avec fleurs, drapeaux, pancartes, etc. Le procès est à huis clos mais tous les jours F. Zavrl, seul prévenu libre, donne une conférence du presse retransmise en particulier par Radio Student, la radio étudiante de Ljubljana qui, rendant compte du moindre détail concernant le procès, est écoutée jusque dans les cafés. Le jour du verdict ce sont 10 000 personnes qui se rassemblent devant le tribunal. Même si les quatre sont condamnés (5 mois pour D. Tasić, 18 mois pour J. Janša et F. Zavrl et 4 ans pour I. Borštner), lorsqu'ils sont remis en liberté provisoire à l'issue du procès (jusqu'à ce que la peine devienne légalement applicable) c'est en faisant le V de la victoire que la foule les salue à la sortie du tribunal.

La revue *Teleks* parlera d'une « terrible défaite morale et politique pour l'armée (...) comme elle n'aurait pu en subir en temps de guerre de la part d'aucun ennemi ». « Un abîme » sépare l'armée populaire du peuple slovène.

Et l'affaire n'est pas encore terminée ...

P.S. En attendant la révision en appel de ce procès, une autre affaire ressurgit : un Comité slovène officiel de défense des droits de l'homme met en cause les services de sécurité militaire en demandant la révision du procès d'un appelé slovène, Tomo Bogataj, condamné à un an de prison militaire, pour « avoir professé des idées séparatistes et souscrit à des textes de *Mladina* ».

C. Fabian

1) cf. *Iztok* n° 10 et 11. Sur le mouvement alternatif en Slovénie, cf. *Iztok* n° 14, pp. 29-37. Pour tout soutien aux accusés, contacter le Comité pour la défense de J. Janša, D. Tasić, I. Borštner et F. Zavrl, c/o J. A. Derens, 7, impasse des Chevaliers, 75020 Paris.

2) Signalons, à titre de curiosité, que l'ancien ministre Mamula a commis, en France, un ouvrage intitulé : *Le Monde contemporain et la défense yougoslave*, (Hachette, 1987).

POLOGNE

Un mouvement anarchiste, oui !

Voici la traduction intégrale d'un texte émanant de Gdansk qui circule dans différentes villes du pays et que nous venons de recevoir de Poznan. Edward Abramowski, auquel se réfèrent les auteurs de l'appel, est un philosophe et sociologue de Varsovie, mort en 1915, qui représentait dans le mouvement anarchiste polonais du début du siècle le pôle coopératiste, individualiste et affinitaire.

L'anarchie peut être interprétée comme une possibilité illimitée de rencontre des individus — nous nous éloignons, certes, de ce qu'elle signifiait au départ, mais c'est ainsi qu'il faut la formuler. Nous entendons par là aussi bien un ensemble d'attitudes individuelles qu'une tentative de conception nouvelle de la vie de la société conçue comme une communauté (rzeczpospolita) d'amis. A partir de ce principe, en accord avec la pensée de Edward Abramowski, nous appelons à une conspiration générale contre l'Etat, fondée sur le constat que l'amitié est le principal élément de valeur dans le développement de la société et le seul critère qui permette d'en mesurer la supériorité. De même, le développement individuel (la valeur de l'homme) c'est sa capacité d'amitié. Il s'agit du seul point sur lequel le bien de la société se confond avec celui de l'individu.

De nombreux signes sur terre, dans le ciel et, en particulier, sur les murs démontrent que beaucoup de gens manifestent un penchant pour l'anarchie. En général, cela se limite à une attitude individuelle et à la négation de toute autorité, sans aller jusqu'à une attitude sociale ou à des actions constructives. Le plus souvent, groupes et individus ne sortent pas de leur propre ghetto. Le fait d'en rester là, socialement et intellectuellement, conduit tout droit au suicide : soit nous passons aux yeux des gens pour des fous ou des provocateurs, soit nous devenons, nous-mêmes, sujets aux dépressions et aux utopies. Plutôt que d'être acculés à des positions de plus en plus extrêmes, élargissons notre marge d'action au sein de la société.

Le mouvement anarchiste devrait être, non pas une quelconque organisation dotée d'une structure précise et orientant l'action de groupes particuliers, mais la manifestation de la tendance visant à expulser l'Etat de tous les domaines de la vie, tant de la société que de l'individu, et à le remplacer par une libre coopération entre les groupes. Dans notre action, nous pouvons coopérer avec quiconque, sans tenir compte de son appartenance (politique), à condition cependant d'être conscients qu'une telle coopération prendra fin dès lors que le partenaire voudra transformer l'initiative de base en un nouveau système.

Nous tenons, en particulier, à appuyer toutes les actions en faveur des droits de l'homme, contre le militarisme, l'exploitation des travailleurs, la censure et les mensonges des médias. De même, nous appuyons les actions écologistes, les initiatives de la base dans le domaine de l'économie, et les manifestations créatives non institutionnelles. Notre intégration peut se manifester par des rencontres, des festivals, l'entr'aide lors de l'organisation de spectacles de marionnettes, concerts de rock, soirées de poésie, cabarets, expositions, projections de films, manifestations de rue, diaporames, happenings et autres subtiles émotions. Notre esprit d'entr'aide se manifeste également à l'occasion de la diffusion ou la constitution de notre documentation ainsi que pour assurer leur propagation au travers des bibliothèques anarchistes et en mettant en place un réseau de communication, un forum d'échange de réflexions, d'idées et d'informations, sur nos actions.

Les milieux anarchistes de Gdansk lancent cette action en créant le Groupe inter-villes anarchiste. Ce qu'il deviendra, cela dépend de toi !

Coopère, crée des groupes anarchistes libres, va dans le peuple !

Bureau d'information du Groupe anarchiste inter-villes

R.D.A : Attentat a la parole

L'excellent zine Caladeshnikov (c/o Eddy Basset, 155, chemin des Sables, 69400 Villefranche) a réalisé et publié un entretien avec Imad, le guitariste du groupe Attentat de Leipzig. En voici quelques extraits.

Q : Pourquoi le nom Attentat ?

R : Nous nous appelons Attentat d'abord pour le côté provocateur du nom. Nous sommes pacifistes, mais nous voulons choquer, interpeler les gens qui ne nous comprennent pas. Deuxièmement, il y a aussi tout un « background » derrière ce nom pour nous, comme la Commune de Paris par exemple...

Q : Quelles sont vos influences idéologiques ?

R : Nous n'avons pas de strictes références idéologiques : nous sommes ouverts à toutes les opinions et infos qui nous parviennent, que ce soit des anarchistes, des communistes du Parti, des personnes âgées, des jeunes, des gens « normaux », nous écoutons tout, sans a priori, puis nous en retirons ce qui nous semble être de bonnes idées...

Q : Qu'en est-il de la situation politique et sociale en Allemagne de l'Est ?

R : C'est un régime totalitaire. Socialement, la situation ici est simple : une minorité exploite les autres personnes et en tire un max de pognon, se contruisant des villas, etc., et nous parlons de cela dans nos chansons. Seulement, nous savons qu'ailleurs dans le monde (Afrique, etc.), des gens souffrent encore plus que nous, donc nous ne nous plaignons pas.

Q : Est-ce que le service national (militaire ou civil) a affecté votre vie ? Comment sont acceptés les objecteurs de conscience par la société ?

R : Ici il n'y a pas de service civil. Tout le monde doit aller à l'armée : il existe une sorte de service militaire sans armes, où tu dois cirer les pompes des généraux, construire des bâtiments, etc. Mais nous, membres du groupe Attentat, refusons totalement tout service. En R.D.A., nous sommes cette année seulement 53 à le faire (sur 18 millions d'habitants), mais nous nous aidons mutuellement. C'est très important que des gens de tous les pays fassent ça, refusent de servir leur pays. Il n'y a pas de grands risques, tout au plus la prison, mais ce n'est rien. Au temps de Hitler on aurait été fusillés, mais ici, maintenant il n'y a pas de risques de se faire tuer, alors il faut le faire.

Q : Que pensez-vous du concept d'anarchie et du mouvement punk aujourd'hui ?

R : Pour nous l'anarchie ce n'est pas foutre des A partout, ni une idéologie, car il faut faire très gaffe que ce ne soit pas tout simplement un autre système qui remplace l'ancien. Pour nous c'est des trucs très simples de la vie quotidienne : des concerts gratuits, discuter en frères avec des freaks, que les gens se rencontrent et vivent ensemble en bonne entente, etc. Le mouvement punk à l'origine était bien, puis tout a dégénéré, les gens ne pensaient plus qu'à la musique et à boire, la mode, etc., mais depuis deux ans tout va de nouveau beaucoup mieux, les gens agissent, par exemple militent pour le végétarisme, contre la vivisection, manifestent contre les bombes et tout, et ça dans le monde entier, c'est très bon.

Q : Que pensez-vous de l'action terroriste ?

R : Tous les gens sont coupables. Mais nous ne trouvons pas bon de tuer des innocents. Quand les attentats touchent des gens comme des généraux, des gros financiers, des exploiters, affameurs, qui trafiquent en Afrique du Sud etc., alors c'est bon, il faut le faire, parce que les manifs ne servent à rien. Il faut vraiment leur faire peur. Mais les terroristes devraient réfléchir plus, ils tournent en rond, ils font toujours les mêmes actions, que ce soit la R.A.F. ou A.D. ; il faut chercher de nouvelles idées.

HONGRIE : Il fait froid chez nous

Le premier samizdat-fanzine rédigé en français dans un pays de l'Est vient de paraître. Son titre : *Il fait froid chez nous*. Au sommaire, des infos et articles sur la mouvance punk et à caractère culturel ainsi que des entretiens avec des jeunes musiciens. Pour se procurer ce zine, écrire non pas en Hongrie mais en France : c/o Eddy Basset, 155, chemin des Sables, 69400 Villefranche.

ERRATUM : les documents traduits dans le n° 15 d'*Izток* (« Hongrie : l'annonce d'une mouvance libertaire » pp. 48-50) ont été réalisés par des compagnons hongrois et non pas polonais. L'erreur, dont nous vous prions de bien vouloir nous excuser, vient de l'homonymie du pseudonyme collectif choisi par les Hongrois et les Polonais : Emmanuel Goldstein.

BIBLIOGRAPHIE DU SOCIALISME REEL

décembre 1987 - août 1988

Nous annonçons ici l'ensemble des ouvrages qui viennent de paraître en langue française sur les pays se réclamant du socialisme réel. Les publications à caractère périodique sont répertoriées de manière moins systématique et avec davantage de retard en raison de l'étendue et de la diversité de ce domaine.

Pour figurer dans cette bibliographie il faut adresser documentation et service de presse à :

IZTOK
B.P. 70

75663 Paris Cedex 12.

Nous vous remercions de nous signaler toute omission éventuelle.

Notre cadre de classement est établi
à partir des dix grandes divisions
de la Classification Décimale Universelle.

0. GENERALITES

- 00. Documentation Bibliothèques Archives
- 01. Edition Presse Audio-visuel

1 - PHILOSOPHIE

- 10. Philosophie Questions marxistes
- 11. Psychologie Psychanalyse

2. SOCIOLOGIE RELIGIEUSE

- 20. Religions chrétiennes
- 21. Islam Autres religions

3. SCIENCES SOCIALES

- 30. Questions sociales
- 31. Minorités Nationalités
- 32. Politique
- 33. Problèmes économiques
- 34. Questions juridiques
- 35. Pouvoir et appareils d'Etat
- 36. Ethnologie Anthropologie

4. LANGAGE

- 40. Linguistique générale
- 41. Langues et dialectes particuliers

5-6. SCIENCES

- 50. Histoire des sciences
- 60. Sciences appliquées

7. ARTS LOISIRS

- 70. Histoire de l'art
- 71. Architecture Sculpture Arts graphiques
- 72. Arts du spectacle Cinéma Photographie
- 73. Sport Autres

8. LITTERATURES

- 80. Histoire, critique, correspondance littéraires
- 81. Poésie Théâtre
- 82. Roman Nouvelle
- 83. Essais Humour
- 84. B.D. Policiers S.F. Jeunesse

9. HISTOIRE GEOGRAPHIE

- 90. Géographie Tourisme Récits de voyage
- 91. Mémoires Souvenirs Journaux
- 92. URSS
- 93. Pays de l'Est
- 94. Asie orientale et du Sud-Est
- 95. Autres pays se réclamant du socialisme réel
- 96. Relations internationales

La bibliographie est établie et rédigée par N. Trifon avec la collaboration de J.-P. Ménage.

0. GENERALITES

00. Documentation Bibliothèques Archives

CARTIER Michel, Ed., ELISSEEFF Danielle, Ed. — *Revue bibliographique de sinologie, nouvelle série, n° 5 : 1987 - EHESS, 1988 - 345 p.* ISSN 0080-2484 (230 F)

5^e volume annuel recensant des ouvrages et articles parus en Chine ou sur la Chine en 1986 et début 1987. Contient peu de titres sur les Temps modernes.

01. Edition Presse Audio-visuel

BLUMSZTAJN Seweryn — *Une Pologne hors censure : éditions clandestines en Pologne, 1981-1986 / trad. du polonais Anne Duruflé - Association Solidarité France-Pologne, 1988 - 63 p. (30 F)*

Une mine d'informations sur la production et, surtout, le fonctionnement technique (papier, transport, colportage, argent) de l'édition clandestine de périodiques (431 en 1985) et de livres (320 titres en 1985) par un ancien membre du KOR qui connaît bien la question. En revanche l'analyse du déclin de Solidarnosc à partir de l'évolution de la presse de ces dernières années est discutable, tandis que l'absence d'informations sur la presse de la jeunesse, alternative et libertaire, dont l'essor a justement marqué ces dernières années, est regrettable.

LACROIX Jean-Michel — *Anatomie de la presse ethnique au Canada - Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine : Presses universitaires de Bordeaux, 1988 - 493 p.* ISBN 2-85892-113-X (98 F)

Nombreuses références, parfois approximatives, sur les publications périodiques de l'immigration est-européenne au Canada : slovène (*Slovenska Drzava*) : pour une Slovénie libre, qui consacre la une au sort de *Mladina*), ukrainienne (18 titres), hongroise (8 titres), etc.

1. PHILOSOPHIE

10. Philosophie Questions marxistes

BLAGA Lucian — *L'Eon dogmatique / trad. du roumain J. et R. Marin, M. et G. Danesco ; préf. Vintila Horiaw - Age d'homme, 1988 - 119 p. (Philosophia perennis) (120 F)*

Premier tome d'une longue série à paraître chez le même éditeur. Mal vues par le régime d'après-guerre, les théories philosophiques de L. Blaga (1895-1961), par ailleurs dramaturge et poète, ont joué un rôle important dans la formation intellectuelle roumaine. Dans son système, influencé par Spengler, le "cosmocentrisme du village" est une philosophie de tous les jours qui permet aux Roumains de boycotter l'histoire.

2. SOCIOLOGIE RELIGIEUSE

20. Religions chrétiennes

GORITCHEVA Tatiana, Ed., KRACHMALNI-COVA Soja, Ed. - Nadjechda, un message d'espoir / trad. de l'allemand Florence Quillet ; postf. Lorenzo Amberg - Nouvelle cité, 1988 - 185 p. (80 F)

Un choix de textes, datés de 1917 à la fin des années trente, de la publication clandestine *Nadjechda*. Des textes dactylographiés à Moscou, imprimés à Francfort et réexpédiés en URSS. Les éditeurs de cette revue orthodoxe rejettent la résistance et la contestation politique assimilées à "la maladie de notre temps : l'incroyance".

GROSSU Sergiu — *Maitresse, Dieu existe : les enfants dans l'état de l'athéisme soviétique - Fayard, 1988 - 248 p. (Les Enfants du fleuve) ISBN 2-213-02126-0 (89 F)*

Contient des témoignages et informations de source religieuse dissidente : orthodoxe, catholique (notamment *Chronique de l'Eglise catholique en Lituanie*, samizdat qui paraît depuis 1972) et néo-protestante commentés dans un esprit partisan.

MICHEL Patrick — *La Société retrouvée : politique et religion dans l'Europe soviétisée - Fayard, 1988 - 346 p.* ISBN 2-213-02159-7 (130 F)

Analyse des modes de confrontation entre religion (catholique) et politique, Eglise et pouvoir en Europe du Centre-Est : Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie. Beaucoup de citations, abondante chronologie et bibliographie. "Dans le processus de recomposition d'une totalité éclatée, la religion permet d'instaurer une intégration nouvelle... jalonnée de valeurs guides" conclut l'auteur qui n'envisage guère dans une perspective critique cette intégration ni la "société retrouvée" qui en résulte.

3. SCIENCES SOCIALES

BERTON-HOGGE Roberte Dir., MANDRILLON Hélène Dir. — *Problèmes politiques et sociaux, n° 580 ; Le Renouveau des sciences sociales en URSS : la déstalinisation en jeu - Documentation française, 1988 - 64 p. (24 F)*

Dans le domaine de l'histoire et de la pensée sociale, depuis Gorbatchev.

30. Questions sociales

BACHKATOV Nina, WILSON Andrew — *Les Enfants de Gorbatchev : la jeunesse soviétique parle - Calmann-Lévy, 1988 - 278 p.* ISBN 2-7021-1699-X (98 F)

Présentation, par thèmes, d'extraits de la presse soviétique, parfois passionnants. Les auteurs, correspondants du *Soir* de Bruxelles et du *Observer* de Londres, déclarent "attendre avec espoir la réussite complète de la perestroïka de Gorbatchev".

EAUBONNE Françoise — *La Femme russe - Encre, 1988 - 117 p.*
ISBN 2-7337-7006-3 (95 F)
Aux XIX^e et XX^e siècles.

31. Minorités Nationalités

L'Est européen, n° 210 - E.E., 1988 - 63 p. (20 F)
Au sommaire, l'Ukraine, mais aussi le 2^e volet d'une série commencée dans le n° 209 et intitulée "Comment les pays baltes furent livrés à Staline". Il s'agit de l'intervention lors d'une conférence en 1948 à la Sorbonne de Vaclavas Sidzikauskas, ancien diplomate et président du gouvernement lituanien en exil depuis 1947.

Hérodote, n°48 ; L'Europe médiane - La Découverte, 1988 - 169 p.
ISSN 0038-487 (70 F)

"Médiane" veut dire, pour Y. Lacoste, de la Baltique à la Méditerranée. Des articles sur les minorités magyares d'Europe centrale (S. Rosière), la permanence du problème national à l'Est (T. Schreiber), les diasporas juives (E. Morin), les Albanais du Kosovo (M. Roux). Même les Aroumains (ou Koutzovalaques ou Tsintsares) sont évoqués à la page 52 par S. Yérasimos.

INSTITUT ZORYAN (Cambridge, USA) — Le Dossier Karabagh : faits et documents sur la question du Haut-Karabagh, 1918-1988 / éd. Gérard J. Libaridian - *Sevq-Press, 1988 - 180 p. (150 F)*
Rassemble rapports, résolutions, communiqués, notes, projets, mémorandums, lettres, articles, récits, déclarations sur la question. Ce dossier, indispensable, existe aussi en anglais. En annexe : fotogr., cartogr., bibliogr., statistiques et chronologie.

KIRSCHBAUM Stanislav J. — Slovaques et Tchèques : essai sur un nouvel aperçu de leur histoire politique / préf. Georges-André Chevallaz - *Age d'homme, 1988 - 237 p. - (Slavica)*
Bibliogr. Index. (140 F)
Contre ce qu'il appelle "l'idéologie étatique tchécoslovaque" et l'historiographie qui la légitime, selon laquelle la fusion des deux peuples est inévitable, l'auteur entend réexaminer l'histoire des relations entre Tchèques et Slovaques du point de vue slovaque. Ouvrage issu d'une thèse soutenue à la Fondation nationale des sciences politiques en 1970. Nombreux documents en annexe. Né en 1942 à Bratislava, l'auteur est aujourd'hui professeur de sciences politiques à Toronto.

NORBOU Djamiang, Ed. — Un Cavalier dans la neige : l'histoire d'Aten, un vieux guerrier Khampa / trad. de l'anglais F. Botte et G. Million ; avant-propos Maurice Salen. - 2^e éd. - *J. Maison-neuve, 1987 - 149 p. - pl. : ill. - (Espace indo-himalayen. Document).*
ISBN 2-7200-0216-X (68 F)
Témoignage ethnologique mais aussi historique et politique recueilli auprès d'un réfugié du Tibet oriental (le Kham). Évoque l'entrée de l'armée rouge

au Tibet en 1950 et l'emprise croissante de la Chine communiste sur le pays ainsi que les raisons qui ont conduit des communautés traditionnelles et paisibles tibétaines à la révolte. L'auteur du récit a fait ses études en Chine et participé à la révolte de 1959.

32. Politique

L'Autre Europe, n°15-16 ; Renouveau libéral à l'Est ? - L'Age d'homme, 1988 - 158 p. (80 F)
Trois volets : Le Libéralisme repensé, Programmes et réformes, et Un Post-totalitarisme ? suivis d'une étude de Bela Farago : "Le Libéralisme en Hongrie : autopsie d'un dépérissement".

Cahiers Léon Trotsky, n° 34 ; Histoire et politique en URSS - Institut L. Trotsky, 1988 - 126 p. (70 F)
Bilan sur le débat en cours concernant la réhabilitation de Trotsky en URSS (Pierre Broué) et présentation des ouvrages littéraires publiés en 1987 en URSS et ayant un rapport à l'histoire récente (K. Salam).

COMITE AMERICAIN DE SURVEILLANCE DES ACCORDS D'HELSINKI (New York) — Alternatives non violentes, n° 67 ; La Paix, vue de l'Est : un rapport sur les mouvements indépendants pour la paix et l'écologie en Tchécoslovaquie, Hongrie, RDA, Pologne et Yougoslavie / présentation Catherine Fitzpatrick ; trad. de l'anglais A. Le Huerou, J.-F. Allier, C. Mellon - *Alternatives non violentes, 1988 - 60 p. (28 F)*
La traduction de cinq chapitres d'un rapport publié en oct. 1987 par le US Helsinki watch Committee, comité dont l'objectif est de promouvoir le respect des engagements pris à Helsinki en matière de droits de l'homme. Le chapitre sur l'URSS sera publié dans le numéro 68 de la revue.

JOLY Elena — La Troisième mort de Staline : entretiens avec des intellectuels gorbatchéviens - Actes Sud, 1988 - 206 p.
ISBN 2-86869-254-0 (85 F)
Permet de se faire une idée plus précise sur la glasnost dans le domaine littéraire. L'entretien avec I. Guerassimov est un excellent complément au récit que le même éditeur vient de publier : *On frappe à la porte*. Étonnants, les propos de V. Raspoutine sur l'écologie associée au patriotisme conservateur.

La Hongrie au carrefour in La Nouvelle Alternative, n°9 - N. A., 1988 - pp. 3-20 (60 F)
Contient notamment une analyse de la crise actuelle par P. Kendé et une présentation par I. Kemény de deux programmes de réformes non officiels : "Mutation et réforme" et "Le Contrat social".

L'Opposition polonaise inquiète et inquiétante in La Nouvelle Alternative, n°10 - N. A., 1988 - pp. 3-20 (60 F)
Au sommaire notamment : des extraits du "carnet de bord" de Jacek Kuron portant sur la dernière vague de grèves, et la traduction d'un reportage

paru dans *Mazowsze* sur les élections syndicales en Silésie.

Politique étrangère, n° 87-3 ; Communisme et réformes - Armand Colin : IFRJ, 1987 - 276 p. (80 F)

En URSS, Europe de l'Est et Chine populaire.

Pouvoirs, n° 45 ; L'URSS de Gorbatchev - PUF, 1988 - 207 p. (85 F)

Des contributions notamment de G. Duchêne, A. Brown, S. Kartveli et A. Besançon. En 1978, le n° 6 (épuisé) de cette revue était consacré également à l'URSS.

SKIRDA Alexandre — Autonomie individuelle et force collective : les anarchistes et l'organisation de Proudhon à nos jours - A.S., 1987 - 365 p.

ISBN 2-9502130-0-6 (100 F)

Plusieurs chapitres et la plupart des documents sont consacrés aux débats dans les milieux anarchistes russes en exil après la victoire bolchevique. Traduction de textes de P. Archinov, M. Isidine et du groupe des anarchistes russes à l'étranger parus dans *Diéto Trouda* en 1926-27. Certaines affirmations de l'auteur ont fait l'objet d'une polémique dans la presse libertaire.

VINDEX Jacques, VERALDI Gabriel — Les Onagres : les agents d'influence soviétiques de Lénine à Gorbatchev - Age d'homme, 1988 - 245 p. (120 F)

Les auteurs entendent définir un concept nouveau : après la taupe, voici l'onagre, animal bête et méchant aux dires de ces messieurs. Les onagres, ce sont tous ceux qui, consciemment ou inconsciemment, roulent pour la "machine d'influence soviétique", "le plus formidable système de manipulation jamais créé". Victimes ou maîtres d'œuvre, péle-mêle, la Fédération syndicale mondiale (passe encore), le Conseil ocuménique des Eglises (ça devient drôle), le mouvement des pays non alignés (on tombe dans le sommaire), le comité de lutte des handicapés (on se tord)... On aura compris : pour ces messieurs, le KGB est partout et d'abord dans nos têtes. Pardonnez-nous, lecteurs ! - Faites votre profit de ce livre si vous y tenez, mais ne faites pas celui des auteurs !

33. Problèmes économiques

DEMBINSKI Pavel H. — Les Economies planifiées : la logique du système - Seuil, 1988 - 318 p. (Points. Economie ; 23)

ISBN 2-02-009920-9 (40 F)

Il est difficile de savoir, conclut l'auteur, si c'est le souci d'efficacité économique ou celui de pérennité du système d'économie centralement planifiée qui est dominant aujourd'hui en Europe de l'Est.

Economies et sociétés, n° 2 ; La Modernisation des activités productives dans les pays socialistes européens - PUG, 1988 - 201 p. (Economie planifiée) ; 43

ISSN 0013-0567 (100 F)

Modernisation industrielle et ouverture à l'économie mondiale vont de pair. Analyse des cas allemand, hongrois, tchécoslovaque et, dans une moindre mesure, soviétique.

FABRE Guilhem — Le Réveil de Shanghai : stratégies économiques, 1949-2000 in Le Courrier des pays de l'Est, n° 325 - Documentation française, 1988 - pp. 3-41 (41 F)

"La dynamique shanghaienne illustre, à l'instar du reste de la Chine, l'incroyable vitalité d'un secteur hors plan (collectif ou privé) qui a créé 50 millions d'emplois en quelques années et concurrence les fortresses étatiques sur leur propre terrain en les poussant à réviser leurs comportements économiques."

ROSTOUTSEFF Michel — Capitalisme et économie nationale dans l'Antiquité in Palles, n° 33 - Presses universitaires du Mirail - Toulouse, 1988 - pp. 19-40.

ISSN 0021 0387 (75 F)

Article paru en 1900 dans la *Pensée russe*, traduit par C. Depretto-Genty pour la 1^{re} fois en français. Deux autres ouvrages du même auteur sur l'histoire économique et sociale de l'Empire romain et du monde hellénistique paraîtront dans la collection Bouquins chez Laffont. Cet historien libéral, lié aux K.D., unit dans sa réflexion le sort de la Russie et celui de l'Antiquité gréco-romaine.

35. Pouvoir et appareils d'Etat

SAPIR Jacques — Le Système militaire soviétique - La Découverte, 1988 - 343 p. (Cahiers libres)

ISBN 2-7071-1730-7 (150 F)

Selon l'auteur, premièrement le militarisme de type soviétique est le résultat d'une politique adoptée dans les années 30 par des civils, deuxièmement il n'y a pas de supériorité militaire soviétique à l'heure actuelle. Contient, en notes, de nombreuses références de textes en anglais et en russe portant sur la question.

5-6. SCIENCES

60. Sciences appliquées

OCDE — Les Incidences radiologiques de l'accident de Tchernobyl : dans les pays de l'OCDE - OCDE, 1987 - 192 p.

ISBN 92-64-23043-2 (140 F)

Une évaluation des doses d'irradiation.

7. ARTS LOISIRS

71. Architecture Sculpture Arts graphiques

COHEN Jean-Louis — Le Corbusier et la mystique de l'URSS : théories et projets pour Moscou, 1928-1936 - Mardaga, 1988 - 326 p. : ill.

ISBN 2-87000-318-7 (294 F)

Les conjonctures architecturales et politiques par lesquelles les rapports de Le Corbusier et de

l'URSS s'établissent, s'intensifient, se distendent et se rompent. Depuis la revue *Esprit nouveau* jusqu'au projet urbain "la ville radieuse". La rupture de l'architecte avec Moscou est due à la fois à la montée du réalisme socialiste et au rejet par les autorités soviétiques de son projet pour le Palais des soviets.

72. Arts du spectacle Cinéma Photographie

BOULET Marc - Dans la peau d'un Chinois - *Barraut, 1988* - 192 p. : ill. en coul.

ISBN 2-7360-0073-0 (178 F)

Un album de photos sur des aspects inédits de la Chine actuelle. Avant son périple chinois, qui lui a permis de traverser les régions et les situations les plus diverses, collaborait à la presse anarchiste et s'intéressait à la Pologne.

KOUDELKA Josef. *Photogr.* — Exils / présentation R. Delpire, A. Finkelkraut, D. Sallénave - *Centre national de la photographie, 1988* - 62 photogr. (Photo copies)

ISBN 2-86754-044-5 (230 F)

Né en 1938 en Moravie, l'auteur quitte la Tchécoslovaquie en 1970, s'installe à Londres puis en France. Photographe des Gitans en Tchécoslovaquie (1967) et en Roumanie (1968), de l'invasion de son pays en 1968. Nombreuses expositions dans le monde entier.

Théâtre russe et soviétique in Théâtre en Europe, n° 17 - *Beba, 1988* - pp. 65-95 (70 F)

A l'occasion de la venue à Paris, à l'automne, de plusieurs spectacles soviétiques, quelques rencontres avec des hommes de théâtre russes (Lev Dodine, Anatoli Vassiliev) et quelques réflexions sur l'avant-garde théâtrale aujourd'hui en Union soviétique.

Corps écrit, n°25 ; *Vues de Chine - P.U.F., 1988* - 191 p. (100 F)

Nombreuses contributions regroupées en deux parties : Chine vers et prose, et Images de l'autre.

8. LITTÉRATURES

80. Histoire, critique, correspondance littéraires

EFRON Ariane, PASTERNAK Boris — *Lettres d'exil* : 1948-1957 / préf. Inna Emelianova ; trad. du russe Simone Luciani - *Albin Michel, 1988* - 218 p. (Les Grandes traductions)

ISBN 2-226-03369-6 (120 F)

Née en 1912 à Moscou, Ariane Efron, la fille de la poétesse Marina Tsvetaïeva et d'un officier blanc qui deviendra agent soviétique à l'étranger, quitte l'URSS en 1922 pour l'Occident, puis rentre en mars 1937 à Moscou. Bien que condamnée à huit ans de camp de travail elle ne cessera pas d'être favorable au régime. B. Pasternak, poète dont l'âme "est une urne funéraire où reposent les cendres des suppliciés", disait ceci à propos de

l'extase des victimes du régime : "je n'ai pas envie d'analyser, seulement de pleurer." Cette édition ne comporte qu'une partie, aujourd'hui disponible, de la correspondance entre A. Efron et B. Pasternak.

LIKATCHOV Dmitri, LESOURD Françoise. Ed.

— *Poétique historique de la littérature russe : X^e-XX^e siècle* / éd. et trad. du russe Françoise Lesourd. Dmitri Likhatchov, historien et théoricien de la littérature / Françoise Lesourd - *Age d'homme, 1988* - 331 p. (Slavica) Index (160 F)

Né en 1906 à Pétersbourg, D. Likhatchov a consacré sa vie à la redécouverte de la littérature russe antérieure au XVIII^e siècle. Le premier, il a envisagé les textes russes anciens comme un système littéraire original, spécifique dans le contexte européen. Les implications de cette vision nouvelle l'ont conduit notamment à un réexamen du rôle historique attribué à Pierre le Grand. Ses travaux peuvent être situés dans le prolongement de ceux de M. Bakhtine. Elu à l'Académie des Sciences en 1970, Likhatchov préside actuellement le Fonds national de la culture soviétique. S'il semble jour aujourd'hui d'une "reconnaissance" officielle et bénéficiaire d'un certain prestige auprès du public soviétique, il faut rappeler qu'il a écrit toute son œuvre dans l'isolement et dans l'anonymat. Ce livre propose plusieurs chapitres de deux de ses ouvrages : *Poétique de la littérature russe ancienne* (publié en 1967) et *Evolution de la littérature russe du X^e au XVIII^e siècle* (publié en 1974) ainsi que deux articles théoriques sur l'histoire littéraire.

MILOSZ Czeslaw — *L'Immoralité de l'art* / trad. du polonais Marie Bouvard - *Fayard, 1988* - 297 p.

ISBN - 2-213-02072-8 (120 F)

La plupart de ces essais sont traduits du recueil polonais *Ogrod nauk* publié par l'Institut littéraire (Paris).

RAZUMOVSKY Maria — *Marina Tsvetaïeva* : mythe et réalité / trad. du russe A. Pletniouff-Boutin

- *Noir sur blanc, 1988* - 478 p. : ill.

ISBN 2-88250-004-1 (251 F)

Biographie établie par la spécialiste de littérature russe de la Bibliothèque nationale de Vienne. Avec de nombreuses photos d'époque et une excellente bibliographie.

VIAT Denys — *La Prose de Mandelstam - L'Age d'homme, 1988* - 133 p. (110 F)

Un essai qui se distingue autant par les analogies qu'il propose, par exemple entre le poète Ossip Mandelstam mort en 1938 et Anatoly Martchenko, l'ouvrier mort en prison en 1986, considérés comme des "Etres Supérieurs" que par sa typographie fantaisiste mais "engagée" : des minuscules pour Lénine, Gorbatchev et des majuscules pour martyr, prosateur, poète, etc...

81. Poésie Théâtre

GAUCHERON Jacques. Ed. — *Anthologie de la poésie macédonienne* / préf. Milan Djurcinov - *Messidor, 1988* - 197 p. (90 F)

82. Roman Nouvelle

Un panorama depuis 1945, année à partir de laquelle, selon le préfacier, "les Macédoniens, pour la première fois d'une longue et pénible histoire, jouissent d'une vie et d'un développement culturel sans entraves au sein de la Yougoslavie nouvelle".

MAJROUH Sayd Bahodine - Le Sulcide et le chant : poésie populaire des femmes pashtounes / trad. du pashtou et adapt. André Velter et l'auteur - *Cahiers des brisants*, 1988 - 65 p. (Comme) ISBN 2-905395-64-8 (70 F)

S. B. Majrouh a été assassiné le 11 février 1988 à Peshawar, au Pakistan, tandis qu'il organisait le Centre afghan d'information, et alors qu'il apparaissait de plus en plus, aux yeux de l'opinion mondiale, comme l'un des grands porte-voix de la Résistance afghane. Ce recueil, consacré à la poésie populaire des femmes pashtounes, donne la mesure, comme le souligne A. Velter, de son indépendance d'esprit et de son audace : "démontrer comme il le faisait les rouages puérils du code de l'honneur masculin, c'était jeter un défi à l'arrogance hypocrite, à l'oppression enfouie, à la bêtise coutumière, c'était célébrer les droits de la passion amoureuse, du scandale et du plaisir." Majrouh est aussi l'auteur d'une immense épopée intitulée *Egomonstre*.

NABOKOV Vladimir - L'Homme de l'URSS : et autres pièces / trad. du russe et de l'anglais A. Markowicz, A. Uribe Echeverria ; introd. Dmitri Nabokov - *Fayard*, 1988 - 323 p. ISBN 2-213-01940-1 (150 F)

Écrit et joué par une troupe russe à Berlin en 1926, ce drame en 5 actes met en scène les milieux émigrés russes bouleversés par l'arrivée d'un personnage de Russie soviétique.

SADOWSKA Barbara - Il est doux d'être enfant de Dieu / trad. du polonais L. Ray, J. Ruffia - *Plein chant*, 1988 - 72 p. ISBN 2-85452-060-2 (48 F)

B. Sadowska (1940-1986) était active dans les milieux oppositionnels et publiait ses ouvrages, depuis 1975, dans les éditions indépendantes. En 1983 son fils meurt des suites d'un passage à tabac par la milice. Le présent recueil est puisé dans ce drame. Ed. bilingue.

SEVAK Parouïr - Que la lumière soit ! / trad. de l'arménien Donikian - *Parenthèses*, 1988 - 197 p. (Arménies) ISBN 2-86364-040-2 (120 F)

Le poète, mort dans un accident mal élucidé en 1971, constitue un symbole de l'identité nationale en R.S.S. d'Arménie. Édition établie à partir de celle d'Erevan (qui comporte des coupures) et de celle de Beyrouth.

ZINOVIEV Alexandre - Ma maison : récit d'un dissident de province. **Mon exil** : récit d'un émigré de la capitale / trad. du russe V. Bereleowitch - *Age d'homme*, 1988 - 118 p. (90 F)
Deuxième recueil de poésies de Zinoviev après *L'Évangile pour Ivan*. Toujours aussi caustique.

A CHENG - Les Trois rois / trad. du chinois N. Dutrait - *Alinéa*, 1988 - 242 p. ISBN 2-904631-50-X (83 F)

Trois nouvelles parues dans des revues chinoises entre 1984 et 1985. L'auteur, né en 1949, raconte son expérience de "jeune instruit envoyé à la campagne". Le Roi des enfants vient d'être adapté au cinéma par Chen Kaige.

ANNENKOV Iouri - La Révolution derrière la porte / trad. du russe A. Coldefy-Faucard ; préf. M. Heller - *Lieu commun*, 1987 - 319 p. (100 F)

Paru en russe aux éd. Petropolis à Berlin en 1934 sous le pseudonyme B. Temiriazev. Décrit ce qu'il voit, ironise mais, chose rare, ne porte pas de jugement sur la révolution de 17. Dans la lignée de Zamiatine, qui fut d'ailleurs un proche ami de l'auteur.

ARENAS Reinaldo - Fin de défilé / trad. de l'espagnol (Cuba) A. Schulman - *Presses de la Renaissance*, 1988 - 154 p. (Les Nouvelles étrangères) ISBN 2-85616-464-1 (92 F)

Neuf nouvelles écrites à Cuba entre 1964 et 1980.

ARENAS Reinaldo - Le Portier / trad. de l'espagnol (Cuba) J.M. Saint-Lu - *Presses de la Renaissance*, 1988 - 202 p. ISBN 2-85616-463-3 (98 F)

L'histoire de Juan, réfugié cubain (par la mer, comme l'auteur) qui, au lieu de s'adapter au monde pratique, explore des chemins absurdes et désespérés. Portier, il est confronté à un prothésiste fou, une procacriste nymphomane...

BUYNAC Jacques - Le Cheval blanc - Denoël, 1988 - 406 p. ISBN 2-207-23466-5 (115 F)

L'auteur de *Les Socialistes-révolutionnaires russes : 1881-1917* (Laffont, 1978) fait dans le littéraire. Premier épisode d'une aventure en trois volets qui se déroule en Russie à la veille, pendant et après la révolution de 1917.

Borislav Pekic in Migrations, n°4 - Éd. du titre, 1988 - pp. 62-111 (50 F)

Pour la première fois en français, des fragments de l'œuvre de B. Pekic traduits par Mireille Robin et Alain Cappon du serbe. Un récit autobiographique intitulé "Pour qui a sonné le glas en 1946" sur la période de terreur d'après-guerre en Yougoslavie. Un extrait du roman 1999 consacré à la mémoire de G. Orwell et un extrait de son œuvre majeure, *La Toison d'or*, qui comporte 7 volumes. Il s'agit de l'histoire d'une famille tsintsars (aroumaine) du XIII^e jusqu'au XX^e siècle.

ESTERHAZY Peter - Indirect / trad. du hongrois I. Virag, G. Ripault ; préf. J.-L. Schefer - *Souffles*, 1988 - 150 p. (Europe centrale) ISBN 2-87658-007-1 (90 F)

La poétique centre-européenne, écrit Danilo Kis, "c'est avant tout la présence immanente de la culture, sous forme d'allusions, de réminiscences

ou de citations du patrimoine européen dans son ensemble, la conscience de l'œuvre, qui ne nuit en rien à sa spontanéité, une balance d'équilibriste entre le pathos ironique et les envolées lyriques." Le premier roman traduit en français de P. Esterhazy illustre la vitalité de la poésie évoquée par D. Kis.

GORENSTEIN Freidrich — *Le Rachat* / trad. du russe L. Denis - Gallimard, 1988 - 198 p. (Du monde entier)
ISBN 2-07-070828-4 (88 F)
L'après-guerre dans un petit village où la misère est le lot de chacun. Connus pour ses scénarios (Solaris), l'auteur est né à Kiev en 1932 et vit depuis 1980 en exil à Berlin-Ouest.

GUERASSIMOV Iossif — *On frappe à la porte* / trad. du russe E. Joly - Actes Sud, 1988 - 144 p.
ISBN 2-86869-242-7 (75 F)
Affecté au journal *La Moldavie socialiste*, l'auteur a assisté à la déportation de nombreuses familles roumaines de Bessarabie (territoire annexé par l'URSS en 1940 et devenu depuis la R.S.S. de Moldavie) en 1949. Son récit, qui l'évoque avec intelligence et sensibilité, n'a été publié que l'année dernière en URSS.

KAZAKEVITCH Emmanuel — *Deux hommes dans la steppe* / av.-pr. et trad. du russe E. Joly - *Age d'homme*, 1987 - 89 p. (Classiques slaves) (65 F)
Une nouvelle écrite en 1948, en librairie en 1962. La psychologie de l'homme ordinaire, en temps de guerre.

KURTA Henryk — *Complots* - O. Orban, 1988 - 321 p.
ISBN 2-85565-410-6 (125 F)
Mise en scène romanesque des principaux personnages ayant marqué la période 1980-1981 en Pologne par un ancien journaliste de Varsovie.

LIMONOV Edouard — *Ecrivain International* / trad. du russe A. Coldefy-Faucard, C. Prokhoroff - *Le Dilletante*, 1987 - 70 p.
ISBN 2-905344-19-9 (64 F)

LIMONOV Edouard — *Des Incidents ordinaires* / trad. du russe C. Prokhoroff - *Ramsay*, 1988 - 320 p.

ISBN 2-85956-707-0 (120 F)

LIMONOV Edouard — *Le Petit saule* / trad. du russe C. Prokhoroff - *Albin Michel*, 1988 - 320 p.
ISBN 2-226-03202-9 (98 F)

Recueil de nouvelles et romans d'un écrivain très inégal mais prolifique.

LORME Anna — *Une fille de traître* - Gallimard, 1988 - 173 p.

ISBN 2-07-071253-2 (75 F)
« Dans notre classe, trois garçons portaient le même nom : Vladimir Ivanov. Aussi disait-on : "Ivanov Un", "Ivanov Deux" et "Ivanov Trois". Un jour, nous ne vîmes plus Ivanov Un. Mais sa disparition passa presque inaperçue, tant la chose était devenue habituelle. "L'URSS se doit

d'éliminer tous les traîtres", avait déclaré le professeur principal durant les dix minutes consacrées à la politique. "Les enfants des traîtres portent en eux les germes de la trahison et la route des études doit leur être barrée." » - La vie quotidienne en URSS, vue par une enfant. Récit autobiographique.

MAILAT Maria — *S'il est défendu de pleurer* / trad. du roumain Alain Paruit - *Laffont*, 1988 - 198 p. (Pavillons)
ISBN 2-221-05430-X (95 F)
Premier roman (en roumain *Neputinta* : l'impuissance), très bien traduit, d'un écrivain qui s'est établi en France fin 1986. La Roumanie des années 80 : "s'il est défendu de pleurer, je ne pleurerai plus."

Milos Tsernianski in *Migrations*, n°3 - Ed. du Titre, 1988 - pp. 3-75 (50 F)
Plusieurs textes de M. Tsernianski (1883-1977) et deux études sur cet écrivain serbe dont le roman *Migrations* (Age d'homme, 1987) a obtenu le prix du meilleur roman étranger publié en France. Le titre de cette "revue trimestrielle des lettres yougoslaves" est d'ailleurs emprunté au roman de Tsernianski.

PILNIAK Boris - Ivan et Maria / éd. et trad. du russe Monika Garabédian - *Age d'homme*, 1988 - 94 p. (Classiques slaves) (80 F)
Ni sujet, ni intrigue dans ce récit où Ivan et Maria ne sont pas des personnages, mais des symboles, ceux de la dualité du peuple russe, du doublement de la Russie, une Russie à la fois réelle et irréelle, primitive et moderne. L'auteur, avec ce livre, fut accusé de tout : "physiologisme, slavophilisme, anti-bolchevisme, non-originalité". Accusé en 1937 d'espionnage au profit du Japon, il finit par disparaître, comme beaucoup d'autres.

RASPOUTINE Valentin — *L'Incendie* / trad. du russe A. Berelovitch - *Julliard*, 1988 - 128 p.
ISBN 2-260-00547-0 (75 F)

"... on y voyait péché mortel et honte, cela devint débrouillardise et esprit d'entreprise." On a beau sourire devant le "tout fout le camp" de Raspoutine et condamner les valeurs conservatrices qu'il défend, son plaidoyer n'en est pas moins, sur le plan littéraire, captivant.

La Remontée vers le jour : nouvelles de Chine, 1978-1988 / préf. Claude Roy ; trad. du chinois - *Alinéa*, 1988 - 270 p.
ISBN 2-904631-49-6 (89 F)

Littérature de reportage, dans la tradition des "muckrakers" : Liu Binyan. Reconstitution du quotidien, sur le mode intimiste : Zhang Xinxin. Traitement comique (Wang Meng), ironique (Gu Hua), tragique (Mo Yan) de la révolution culturelle. Littérature de cicatrices, de blessures. 18 auteurs.

RUDNICKI Adolfe — *Des greniers et des caves* / trad. du polonais Jean-Yves Erhel - *Actes sud*, 1988 - 151 p.
ISBN 2-86869-203-6 (80 F)
Voici une de ces petites nouvelles, intitulée "Le

Jour se compose d'une journée et d'une nuit". «L'élément diurne et l'élément nocturne dans l'histoire. Le peuple comme élément nocturne, avec les intellectuels en contrepoids comme élément diurne. Leur "honte" - aux intellectuels - pour le peuple qui n'en éprouve aucune, lui, de sa soumission aux éléments nocturnes. Il les conçoit comme quelque chose de supérieur, d'irréfutable, de rationnel dans son irrationalité. L'impuissance à créer une métaphysique sur la base des seuls éléments diurnes. Le peuple comme créateur véritable de toute métaphysique, sans laquelle tout se fige. Les intellectuels - dans le meilleur des cas - comme exégètes de la métaphysique. La tristesse de chaque exégète. Son étroitesse alors même qu'elle paraît infinie. L'harmonisation des deux éléments comme tâche toujours première. »

TOPOL Edward — *Neige rouge* / trad. du russe V. Valmont - *Laffont*, 1988 - 290 p. (Best-sellers)
ISBN 2-221-04976-4 (92 F)
L'Union soviétique des minorités...

TSVETAIEVA Marina - *Le Diable* : et autres récits / éd. et trad. du russe Véronique Lossky - *Age d'homme*, 1988 - 154 p. (Classiques slaves) (90 F)
Trois nouvelles écrites entre 1933 et 1935 alors que la poétesse était en exil en France et se demandait si elle devait retourner en URSS.

TSVETAIEVA Marina, LOSSKY Véronique. Ed. — *Indices terrestres* / présentation, notes et trad. du russe Véronique Lossky - *Clémence Hiver*, 1988 - 249 p. (Les Vies)
ISBN 2-905471-03-4 (97 F)

Étonnant témoignage, délibérément passionné et partial, sur la période 1917-1919. Voici un extrait d'une lettre de Tsvetaïeva datant de 1923 dans laquelle elle explique sa démarche : « 1) le voyage dans un centre de réquisition (des rouges), - les officiers - des juifs, les soldats de l'armée rouge - des Russes, des paysans, un wagon, des pillages, des conversations. 2) Mon travail au "Narkomnats" - (de l'humour pur ! un peu grinçant). 3) Des milliers de petites scènes : dans les files d'attente, les marchés (l'impression de la rue après l'exécution du Tsar, par exemple), les prix des provisions - tout le quotidien de la Révolution, à Moscou (...), les réflexions à propos de l'attentat contre Lénine, les souvenirs sur un certain Kanéguisser (l'assassin du chef de police Ouritsky). C'est ce que j'entends par "politique". En dehors de la politique il y a tout : les rêves, les conversations avec Alia, les rencontres de gens, mon âme propre - moi tout entière. Ce n'est pas du tout un livre politique. C'est mon âme vivante enserrée dans un nœud coulant de mort - et vivante tout de même. L'arrière-fond est sinistre, ce n'est pas moi qui l'ai inventé ! »

YA DING — *Le Sorgho rouge* - *Stock*, 1988 - 256 p.
ISBN 2-234-02068-9 (85 F)

Ce roman, sur fond de révolution culturelle, a été écrit en français par le traducteur en chinois de Baudelaire, Sartre, Camus...

ZHANG XINXIN - *Une Folle d'orchidées* / trad. du chinois Cheng Yingxiang - *Actes Sud*, 1988 - 69 p. (Lettres chinoises)
ISBN 2-86869-238-9 (45 F)

Bref récit sur la triple séduction du luxe, de la richesse et de la nouveauté paru en Chine en 1983.

83. Essais Humour

DANOJLIC Mirovan - *Ecrire sous surveillance ; Poésie-bis*, n°6 / trad. du serbe Vesna Bernard-Radovic - *Poésie-bis*, 1987 - 81 p.
ISBN 0769-4520 (35 F)

Excellente introduction à l'ambiguïté du statut de l'écrivain et de son propos en Yougoslavie depuis la destalinisation titiste de 1949 par un auteur serbe bien connu dans son pays et résidant actuellement en France. La conclusion de son essai est également ambiguë : "Au cours des quarante dernières années, les écrivains de ces pays (occidentaux) n'ont conquis aucune liberté fondamentale, ni brisé un seul tabou. Les fortunés !"

LEC Stanislaw Jerzy — *Pensées échevelées* / trad. du polonais André et Zofia Kozimor ; préf. Claude Roy - *Aldine*, 1988 - 219 p.
ISBN 2-907248-00-6 (120 F)

S.J. Lec (1909-1966) représente selon C. Milosz "le meilleur de la littérature polonaise pendant la décennie 1956-1966". Des aphorismes à lire, relire, faire lire...

MILOCHEVITCH Nicolas — *Dostoïevski penseur* / trad. du serbo-croate Laurence Koltirine, Zorica Hadji-Vidoïovitch - *Age d'homme*, 1988 - 279 p. (Slavica) (150 F)

La pensée de Dostoïevski est ici restituée dans son environnement socio-politique (Bakounine, Netchaev, Tkatchev), dans son évolution propre, et dans la perspective historique du socialisme politique en Russie (Lénine et Trotsky). Selon l'auteur, la vision qu'avait l'écrivain du socialisme politique "contenait un avertissement de grande portée et historiquement toujours valable. On pourrait en exprimer l'essentiel de la façon suivante : un authentique changement social ne peut être qu'organique, jamais mécanique. Toute conception mécanique du changement social ne mène pas plus loin que les principes des sociétés répressives du passé" (p. 237). Un livre dense et riche.



STANESCU Mihal - *Rire en Roumanie* / av.-pr. Jean-Pierre Clouet - *Barraut*, 1988 - 97 p.

ISBN 2-7360-0081-1 (68 F)
L'album reprend la plupart des dessins parus dans l'édition roumaine de 1982. L'auteur n'a pas pu publier un deuxième album dans son pays. Les lecteurs de *Lezok* connaissent bien cet excellent dessinateur roumain ; il a fait la une du n° 9 de la revue.

84. B.D. Policiers S.F. Jeunesse

CHALAND Yves — *Vacances à Budapest - Humanoides associés, 1988 - 48 p. : ill. en coul. (Eldorado) (45 F)*
L'action se passe en 1956.

TIENS, TU LUI TRANSMETTRAS
CECI DE LA PART DES
CAMARADES METALLURGISTES
DE L'ÎLE MARGUERITE,
TOUS DÉCIMES CETTE NUIT
PAR LES PEPECHKAS RUSSES!



NEZANSKY Fridrich — *Opération Faust / trad. du russe A. Volodine - Denoël, 1988 - 340 p. ISBN 2-207-23479-7 (125 F)*
Thriller politico-policiers par un ancien juge d'instruction soviétique qui vit actuellement en RFA.

9. HISTOIRE GEOGRAPHIE 91. Mémoires Souvenirs Journaux

BUBER-NEUMANN Margarete — *Prisonnière de Staline et d'Hitler - Seuil.*
1 : *Déportée en Sibérie / trad. de l'allemand A. Postal-Vinay ; postf. A. Béguin - 1986 - 253 p. ISBN 2-02-002062-9 (79 F)*
2 : *Déportée à Ravensbrück / trad. de l'allemand A.w.Brossat - 1988 - 329 p. ISBN 2-02-010183-1 (120 F)*
Fuyant le nazisme, l'auteur s'est rendu en 1933 avec son compagnon, un des dirigeants du PC allemand, en URSS. Celui-ci est arrêté, puis disparaît, tandis qu'elle est déportée en tant que femme de déviationniste au Kazakhstan sibérien. En 1940, elle et d'autres anciens communistes alle-

mands, sont livrés par Staline à Hitler : nouvel internement jusqu'en 1945. Un témoignage précis et poignant.

QUAHABI Abdallah — *Un Beur à Moscou - Laffont, 1988 - 272 p. (Vécu) ISBN 2-221-05351-6 (90 F)*
L'auteur, Algérien et nullement "beur" comme l'indique le titre, quitte Tlemcen pour l'URSS en 1967, où il étudiera jusqu'en 1973. Depuis, il vit en France. Communiste prosoviétique depuis son arrivée à Moscou jusqu'en 1982, l'auteur fournit un témoignage critique sur la vie en URSS des étudiants étrangers en mettant en évidence le racisme institutionnel. "En URSS l'islam n'est plus une force motrice mais une référence culturelle dont le marxisme n'a pu venir à bout" précise-t-il.

92. URSS

ARVON Henri — *1921, la révolte de Cronstadt - Complexe, 1988 - 152 p. (La Mémoire du siècle ; 9) ISBN 2-87027-058-5 (34 F)*
2^e éd. d'un ouvrage qui, selon Pierre Daix, « fait le point sur ce que les libertaires d'aujourd'hui tendent à considérer comme la première manifestation de la "troisième révolution" ».

BODY Marcel — *Les Groupes communistes français en Russie : 1918-1921 - Allia, 1988 - 98 p. ISBN 2-904235-11-6 (75 F)*
Témoigne sur son adhésion, avec Sadoul et P. Pascal, au parti bolchevik, puis sur le désenchantement ultérieur.

DURAND-CHENEY Catherine — *Moscou contre la Russie : genèse de l'absolutisme grand-russe - Ramsay, 1988 - 432 p. (Rebours) ISBN 2-85956-630-9 (145 F)*
L'absolutisme autocratique (puis bolchevique) n'occupe guère que les trois derniers siècles d'une histoire plus que millénaire. La source du despotisme c'est, selon l'auteur, Moscou et son impact croissant.

INGERFLON Claudio Sergio - *Le Citoyen impossible : les racines russes du léninisme - Payot, 1988 - 400 p. (Bibliothèque historique) ISBN 2-228-88006-X (120 F)*
Le titre indique bien la thèse développée par l'auteur.

Izvestia de Kronstadt : mars 1921 - *Anda Jaleo, 1987 - 184 p. Reprod. en fac-sim. de l'éd. Bélibaste, 1969, pour le texte français et de l'éd. pragoise, 1921, pour le texte russe.*

Izvestia du Comité révolutionnaire provisoire des marins, soldats rouges et ouvriers de la ville de Kronstadt : 1921 / trad. du russe Régis Gayraud - *Ressouvenances, 1988 - 142 p. (Les Réfractaires) (70 F)*
Les 18 numéros des *Izvestia* de la Commune de Kronstadt. Première traduction française complète de ce document historique capital.

SCHAPIRO Leonard - Les Révolutions russes de 1917 : les origines du communisme moderne / préf. Hélène Carrère d'Encausse ; trad. de l'anglais Anne Krief - *Flammarion*, 1987 - 332 p. (Nouvelle bibliothèque scientifique)

ISBN 2-08-211167-9 (125 F)

Le processus d'implosion qui se produit en Russie et les modalités d'instauration de la dictature du parti unique. Par l'auteur de *De Lénine à Staline* : histoire du PCUS (Gallimard, 1967), mort en 1983.

VILLEMATEST Pierre de — G.R.U., le plus secret des services soviétiques / avec la collab. de Clifford A. Kiracoff - *Stock*, 1988 - 334 p. Bibliogr. Index.

ISBN 2-234-021197 (98 F)

L'histoire et les principales affaires de ce service secret lié à l'armée alors que le KGB est une émanation du parti.

93. Pays de l'Est

ARDAGH John — Les Allemands - trad. de l'anglais D. Peters - *Belfond*, 1988 - 474 p.

ISBN 2-7144-2145-8 (138 F)

Un chapitre sur les sept, intitulé "La Vie quotidienne sous le communisme à l'allemande", est consacré à la R.D.A. Dans la même série que *Les Russes*, d'Hedrick Smith.

Guerres mondiales et conflits contemporains, n° 149 ; Sur l'Europe centrale : 1944-1945 - *PUF*, 1988 - 128 p. (85 F)

Un dossier consacré par cette revue trimestrielle à la fin de la Seconde Guerre mondiale en Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie et Autriche. Quelle était la composition de la résistance antinazie en Pologne, en 1944 ? Selon les historiens non communistes l'Armée de l'Intérieur (A.K. : subordonnée au gouvernement polonais en exil à Londres) comptait 350 000 membres et l'Armée populaire (A.L. : communiste pro-soviétique) 22 000. L'historiographie officielle polonaise est moins précise quant aux effectifs de l'Armée populaire. En 1958 elle parlait de 40 000 soldats, en 1959 de 100 000 et en 1971 de 50 000.

94. Asie orientale et du Sud-Est

BECKER Elizabeth — Les Larmes du Cambodge : l'histoire d'un auto-génocide / trad. de l'anglais J. Martinache - *Presses de la cité*, 1988 - 458 p. (Documents)

ISBN 2-258-02162-6 (140 F)

Par une ancienne journaliste du *Washington Post* qui met en exergue les propos suivants recueillis sur le terrain : "C'est une chose de souffrir pour vivre, une autre de souffrir uniquement pour mourir..."

BOUDOT Pierre — Diamants noirs au pays du matin clair - *Berger-Levrault*, 1987 - 206 p.

(Mondes en devenir ; 31. Points chauds ; 11)

ISBN 2-7013-0722-8 (90 F)

Enfin, un ouvrage sur un pays ignoré par l'édition française : la Corée du Nord. Malheureusement,

l'auteur est un fervent adepte de l'humanisme djoutchéen fondé par Kim Il Sun et développé par son fils Kim Djeung Il.

Chroniques vietnamiennes, n° spécial - C.V., 1988 - 28 p. (20 F)

Présentation des mémoires, récemment publiées de Hoang Van Hoan, ancien dirigeant du PC vietnamien réfugié en Chine depuis 1979.

WANG FANXI — La Marche de Wang : mémoires d'un révolutionnaire chinois / trad. de l'anglais Marlene Bonadona ; introd. Gregor Benton - *La Brèche - P.E.C.*, 1988 - 317 p. (Les Nôtres)

ISBN 2-902524-52-8 (98 F)

Ecrites et polycopiées en chinois en 1957 les mémoires de Wang, né en 1907 s'arrêtent en 1952. Selon G. Benton, leur récente publication à Hong Kong est due au "regain d'intérêt parmi les Chinois d'outre-mer pour la politique trotskiste et libertaire". Contient des informations et une analyse du trotskisme chinois de la fin des années vingt. Sa disparition ultérieure est attribuée par Wang à l'absence de soutien extérieur.

95. Autres pays se réclamant du socialisme réel

CORAGGIO José Luis - Démocratie et révolution au Nicaragua : un point de vue latino-américain / trad. de l'espagnol (Argentine) - *L'Harmattan*, 1988 - 138 p. (70 F)

Petit traité sur "le caractère ouvert du système hégémonique sandiniste". L'Eglise catholique est définie comme "organisation de masses".

KAPUSCINSKI Ryszard — D'une guerre l'autre / trad. de l'anglais D. Collins - *Flammarion*, 1988 - 163 p.

ISBN 2-08-066143-4 (69 F)

Été 1975, Luanda, Angola : les Portugais s'en vont, le MPLA doit affronter le FNLA et l'UNITA de Savimbi. A la fois reportage et écrit personnel, par le correspondant en ce temps de l'agence de presse polonaise P.A.P.

MARTIN Denis-Constant — Tanzanie : l'invention d'une culture politique - *Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; Karthala*, 1988 - 318 p. (130 F)

Les rapports complexes, souvent implicites, entre gouvernants et gouvernés, les stratégies défensives des ouvriers urbains et des paysans "villagisés" dans l'expérience tanzanienne (1961-1985) longtemps tenue pour "modèle du socialisme spécifique en Afrique". Abondante bibliographie.

Mozambique : guerre et nationalisme in Politique africaine, n° 29 - Karthala, 1988 - pp. 2-86 (70 F)

"Les structures du passé ont disparu pour toujours. Le FRELIMO doit remplir le vide avec de nouvelles structures politiques" estimait le révolutionnaire mozambicain E. Mondlane en 1968. Ce dossier fait le point sur les déboires actuels du parti-Etat FRELIMO.

96. Relations internationales

BROSSAT Alain — Agents de Moscou : le stalinisme et son ombre - Gallimard, 1988 - 310 p. (Au vif du sujet)

ISBN 2-07-071354-7 (95 F)

"Pour saisir nos personnages sans les mutiler, il faut bien admettre un certain principe d'indétermination... ils ne se laissent, au bout du compte, figer dans aucune posture définie, si ce n'est celle de la complexité" explique l'auteur qui met en exergue des vers de Brecht: "Celui qui lutte pour le communisme / Ne possède de toutes les vertus qu'une seule / celle de lutter pour le communisme."

GOLDFIEM Jacques de — Sous l'œil du dragon : les relations de la Chine avec les pays de l'ASEAN - Fondation pour les études de la défense nationale, 1988 - 316 p.

ISBN 2-85789-077-X (140 F)

Avant et depuis 1967, année de la création de l'ASEAN (Indonésie, Philippines, Singapour, Thaïlande).

KAMINSKY Catherine, KRUK Simon — La Stratégie soviétique au Moyen-Orient -P.U.F., 1988 - 260 p. (Politique d'aujourd'hui)

ISBN 2-13-041726-4 (142 F)

Au sommaire : l'URSS et les PC locaux, les relations entre Damas et Moscou, la stratégie soviétique dans le Golf et par rapport à la guerre Irak-

Iran. Un chapitre est consacré au seul Etat "marxiste" du monde arabo-musulman : le Yémen du Sud.

LAURENT Eric — Moscou à Wall Street : l'empire financier soviétique à l'Ouest - Calmann-Lévy - 261 p.

ISBN 2-7021-1678-7 (98 F)

L'Amérique est abusée et l'Occident divisé par le gorbatchévisme, considère l'auteur de *La Corde pour les pendre*. Contient une liste des sociétés soviétiques implantées dans les pays non communistes.

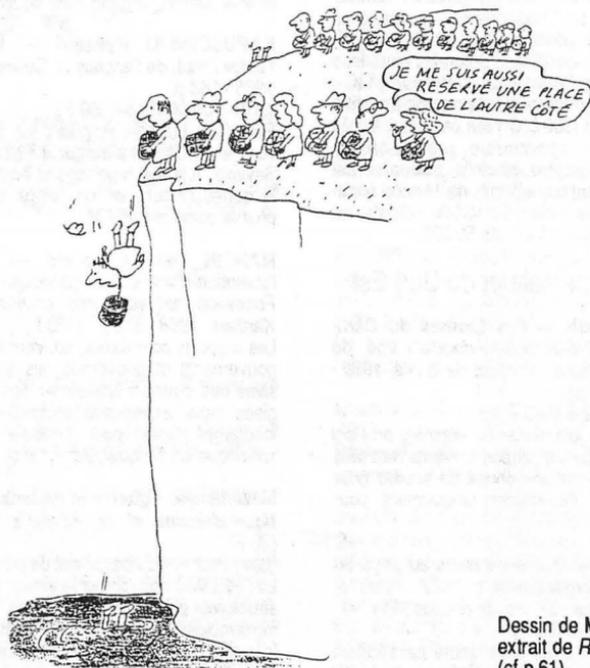
SEUROT François — Le Commerce Est-Ouest - Economica, 1988 - 174 p. (Bibliothèque d'économie internationale ; 3)

ISBN 2-7178-1407-8 (58 F)

Vu de l'Ouest et de l'Est.

VIDAL Dominique - L'URSS "sioniste" ? Moscou et la Palestine, 1945-1955 in Revue d'études palestiniennes, n°28 - Institut des études palestiniennes, 1988 - pp. 81-103 (70 F)

1948 : pour faire pièce aux manœuvres anglo-américaines en Méditerranée orientale, l'URSS joue la carte israélienne. Dans le même temps, les juifs sont poursuivis en URSS même. 1956, revirement : soutien aux Etats arabes. L'auteur a publié *Palestine 47, un partage avorté* (Complexe, 1987).



Dessin de Mihai Stanesco
extrait de *Rire en Roumanie*
(cf p.61)



Le 21 juin à Ljubljana, 30 000 personnes de tous âges et d'appartenances sociales diverses se réunissaient pour demander la libération de Janez Jansa, David Tasic et Ivan Borstner incarcérés dans une prison militaire. Les agriculteurs, qui s'étaient fait remarquer récemment en créant leurs propres organisations, participaient aussi à ce rassemblement, certains étant même venus avec leurs fourches comme au temps des jacqueries (cf. pp. 48-51). *Photo Tili - Ljubljana.*



ILLUSTRATION DE COUVERTURE :

tirée de la revue azérie Molla Nasreddin (n°1, Tiflis, 1906)



IZTOK : B.P. 70 — 75 563 Paris Cedex 12

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : D. Devinck

DEPOT LEGAL : 2639— Mars 1988

IMPRESSION : Copedith — 7, rue des Ardennes — 75 019 Paris